

John Adams Library.



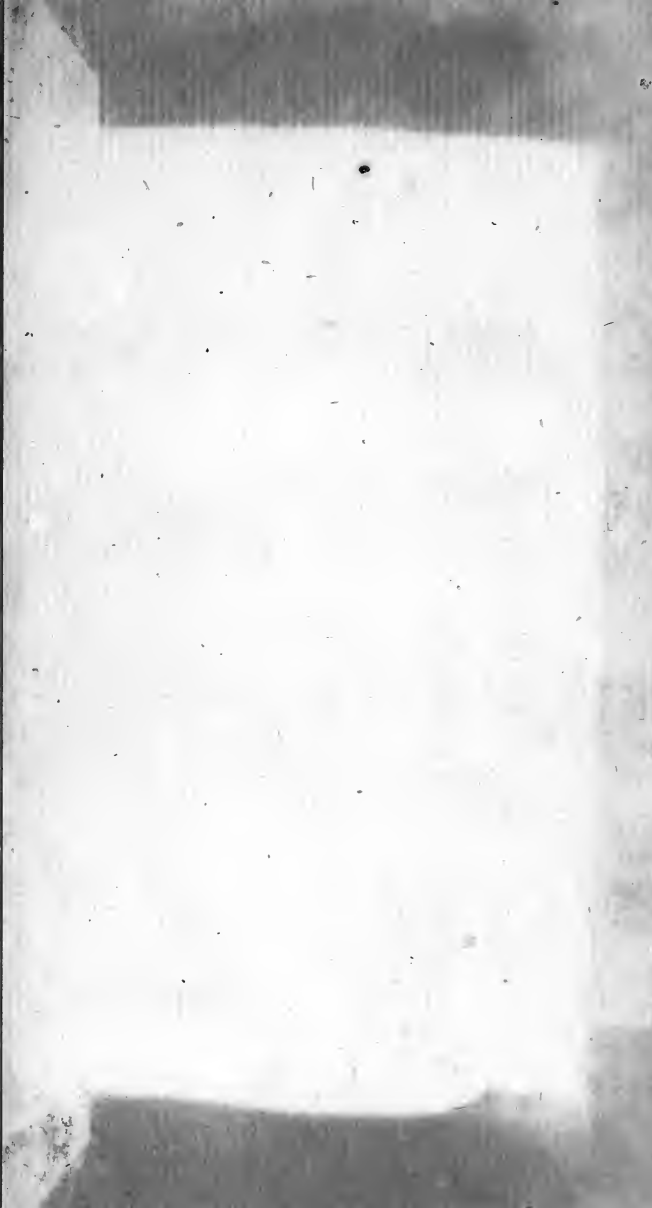
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



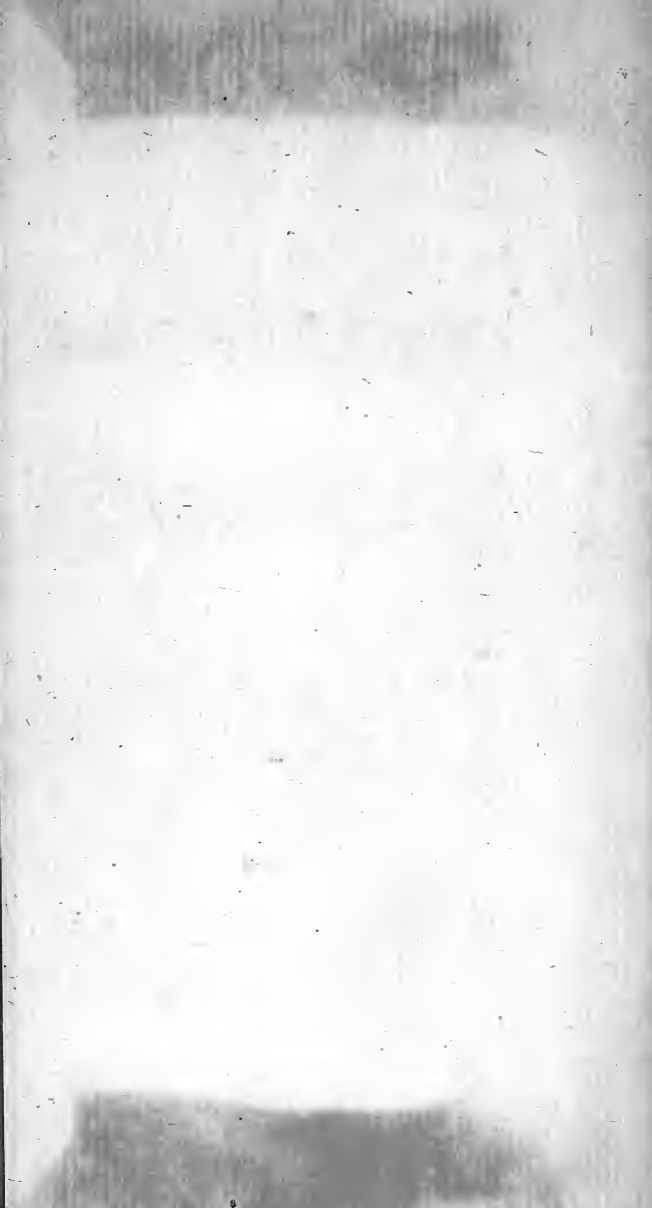
SHELF N^o.

★ ADAMS ★

254.9
v.5







RECHERCHES

SUR

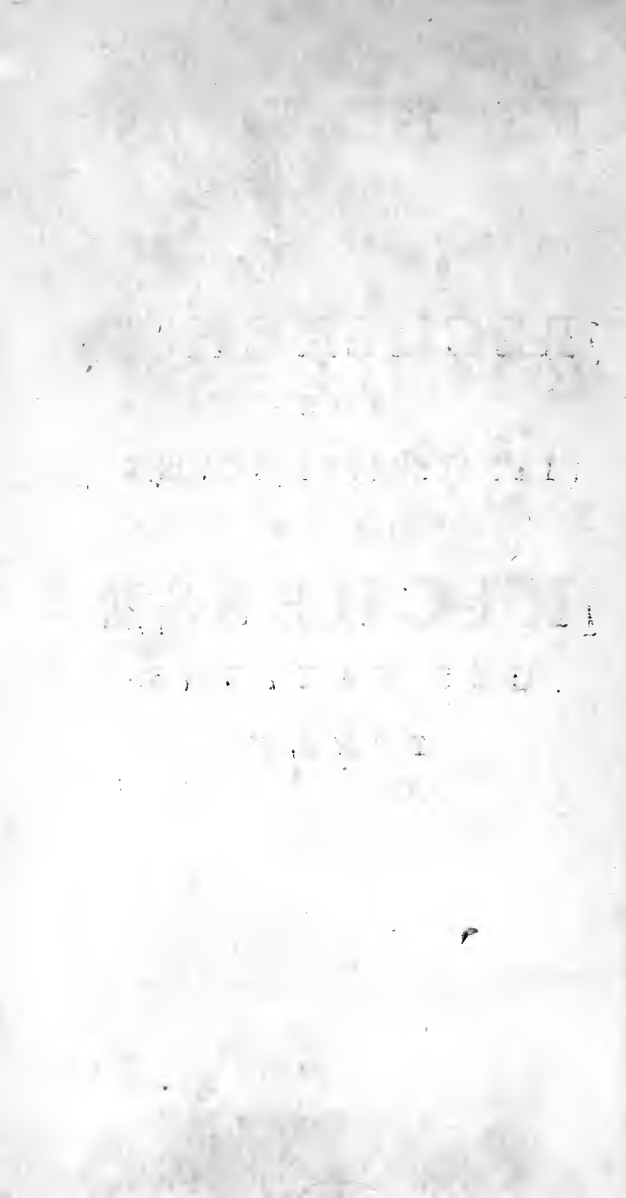
LA NATURE ET LES CAUSES

DE LA

RICHESSE

DES NATIONS.

TOME V.



RECHERCHES

S U R

LA NATURE ET LES CAUSES

D E L A

RICHESSE

D E S N A T I O N S.

Traduit de l'anglois de M. SMITH.

TOME CINQUIEME.



Y V E R D O N

M. DCC. LXXXI.

✓

ADAMS

2549-5



RECHERCHES

SUR LA
NATURE ET LES CAUSES
DE LA
RICHESSE DES NATIONS.

SUITE DU LIVRE QUATRIEME. CHAPITRE VII.

Des colonies.

TROISIEME PARTIE.

*Des avantages que l'Europe a retirés de
la découverte de l'Amérique & de celle
du passage aux Indes par le Cap de
Bonne - Espérance.*

Nous avons vu ci - devant les avan-
tages que les colonies de l'Amérique
ont retirés de la politique de l'Europe.

Tome V.

A

Quels sont ceux que l'Europe a retirés de la découverte & des colonies de l'Amérique ?

On peut les diviser en généraux & en particuliers. Les généraux sont ceux que l'Europe, considérée comme un seul vaste pays, a retirés de ces grands événemens. Les particuliers sont ceux que chaque pays d'où les colonies sont sorties a tirés de celles qui lui appartiennent, en conséquence de l'autorité & de la domination qu'il a exercées sur elles.

Les premiers consistent dans la multiplication des jouissances de l'Europe, & dans l'augmentation de son industrie.

Le surabondant du produit de l'Amérique importé en Europe, fournit aux habitans de ce grand continent une variété de choses qu'il n'auroit pas autrement, quelques-unes pour la commodité & l'usage, d'autres pour le plaisir, d'autres pour l'ornement, & par là elle multiplie leurs jouissances.

On conviendra sans peine que la découverte & les établissemens européens de l'Amérique, ont contribué à augmenter l'industrie, 1°. de tous les pays qui commercent directement avec elle, tels que l'Espagne, le Portugal, l'An-

gleterre & la France , & 2°. de ceux qui, sans y commercer directement , lui envoient par d'autres des marchandises du produit de leur industrie. Tels sont la Flandre Autrichienne & quelques provinces d'Allemagne, qui, par l'entremise des nations dont je viens de parler , y font passer une quantité, considérable de toiles & d'autres productions de leur travail. Tous ces pays ont évidemment gagné un marché plus étendu pour le surabondant de leur produit ; ce qui a dû nécessairement les porter à augmenter ce produit.

Il n'est peut-être pas tout-à-fait aussi évident que ces grands événemens aient contribué à l'encouragement de l'industrie dans certains pays, tels que la Hongrie & la Pologne, qui n'ont peut-être jamais envoyé en Amérique une seule de leurs productions. Cependant le fait ne souffre pas de doute. On consomme en Hongrie & en Pologne quelque partie du produit de l'Amérique, & on y veut avoir du sucre, du chocolat, du tabac du nouveau continent. Mais on ne peut y acheter ces marchandises, que ce ne soit ou avec le produit de l'industrie de la Hongrie & de la Pologne, ou avec quelqu'au-

tre chose échangée contre une partie de ce produit. Ces productions de l'Amérique font de nouvelles valeurs, de nouveaux équivalens, qui arrivent en Hongrie & en Pologne pour le surabondant du produit de ces deux royaumes; elles en font monter la valeur, & en favorisent ainsi l'accroissement. Quand on n'en transporterait jamais aucune partie en Amérique, on peut en transporter quelque chose en d'autres pays qui l'achèteront avec ce qu'ils tiennent de l'Amérique, & certaines marchandises de la Hongrie & de la Pologne trouveront ainsi un débouché par le moyen de la circulation de ce commerce créé par le surabondant du produit de l'Amérique.

Il y a plus. Ces grands événemens peuvent avoir multiplié les jouissances & augmenté l'industrie des pays qui non-seulement n'ont jamais rien envoyé en Amérique, mais encore qui n'en recevraient jamais rien. Il suffiroit qu'ils eussent reçu en plus grande quantité d'autres marchandises des pays dont le surabondant s'est accru par le moyen du commerce américain. Comme cette plus grande abondance auroit nécessairement multiplié

leurs jouissances, elle auroit de même augmenté leur industrie, en lui offrant de nouveaux équivalens pour le surplus de son produit, & en ouvrant à ce surplus un marché plus étendu qui, lui donnant plus de valeur, en encourage l'accroissement. La masse des marchandises jetées annuellement dans le grand cercle du commerce de l'Europe, & distribuée par la circulation à toutes les nations qui l'habitent, doit nécessairement avoir été augmentée de tout le surabondant du produit de l'Amérique. Cette masse étant donc devenue plus considérable, il doit, en titre échu naturellement, une plus grande portion à chacune de ces nations, pour multiplier leurs jouissances & augmenter leur industrie.

Le commerce exclusif des meres-patries tend à diminuer, ou du moins à empêcher de croître autant qu'elles auroient fait, la jouissance & l'industrie de toutes les nations en général, & celles des colonies américaines en particulier. C'est un poids mort sur l'action d'un des plus grands ressorts qui mette en mouvement les affaires du monde. En rendant le produit de la colonie plus cher dans tous les au-

res pays, il en arrête la consommation, & par là il restreint l'industrie des colons, & en même-tems les jouissances & l'industrie de toutes les autres nations, qui jouissent moins quand elles payent davantage pour leurs jouissances, & qui produisent moins quand elles ont moins pour ce qu'elles produisent. En rendant le produit de tous les autres pays plus cher dans les colonies, il fait le même tort à l'industrie des autres pays, & aux jouissances & à l'industrie des colonies. C'est un obstacle qui, pour le prétendu bénéfice de quelques pays, embarrasse les plaisirs & retient l'industrie de tous les autres, mais encore plus des colonies que de tout autre. Car s'il exclut, autant qu'il est possible, tous les autres pays d'un marché particulier, il n'en laisse qu'un seul aux colonies; & il est fort différent d'avoir l'exclusion d'un marché particulier quand tous les autres sont ouverts, & de n'avoir qu'un marché particulier quand tous les autres sont fermés. Le surabondant du produit de l'Amérique est la source primitive de tout cet accroissement de jouissances & d'industrie que l'Europe tient de la découverte & des établissemens du nouveau conti-

nent; mais le commerce exclusif des meres-patries tend à ce que cette source soit moins féconde qu'elle ne feroit.

Les avantages particuliers que chaque pays de l'Europe tire de ses colonies sont de deux sortes: 1°. les avantages communs que retire chaque empire des provinces soumises à sa domination, & 2°. les avantages propres que lui procure la nature de provinces telles que les colonies européennes de l'Amérique.

Les avantages communs que tire chaque empire des provinces soumises à sa domination consistent, 1°. dans la force militaire qu'elles fournissent pour sa défense, & 2°. dans le revenu qu'elles fournissent pour l'entretien de son gouvernement civil. Les colonies romaines fournissoient l'un & l'autre dans l'occasion; les colonies grecques fournissoient quelquefois des troupes & rarement du revenu. Elles ne se reconnoissoient pas sujettes à la domination de la mere-patrie; elles étoient généralement ses alliées dans la guerre, & très-rarement ses sujettes pendant la paix.

Les colonies de l'Amérique n'ont jamais fourni de forces militaires pour la

défense de leur mere-patrie. Jusqu'à présent elles n'en ont pas eu assez pour leur propre défense ; & dans les différentes guerres où les meres-patries se sont engagées, elles ont été généralement dans le cas de faire une distraction considérable de leurs propres forces pour défendre leurs colonies. A cet égard, on peut donc dire des colonies sans exception qu'elles ont plutôt affoibli que fortifié leurs meres-patries.

Les seules colonies de l'Espagne & du Portugal ont contribué par quelque revenu à la défense de leur mere-patrie & à l'entretien de son gouvernement civil. Les taxes levées sur celles des autres nations européennes, sur celles de l'Angleterre en particulier, ont rarement égalé la dépense qu'elles leur coûtoient en tems de paix, & n'ont jamais été suffisantes pour payer les frais qu'elles leur ont occasionnés en tems de guerre. Ces colonies ont donc été une source de dépense & non de revenu pour leur mere-patrie.

Le bien que font ces colonies à leurs meres-patries respectives consiste entièrement dans ces avantages particuliers qui viennent de la nature même

des provinces américaines, & on regarde le commerce exclusif comme l'unique source de ces avantages.

En vertu de ce commerce exclusif, les colonies angloises, par exemple, ne peuvent envoyer qu'en Angleterre toute la partie de leur surabondant spécifiée dans les marchandises énumérées. Il faut que les autres nations l'achètent d'elle. Il faut donc que ces marchandises soient meilleur marché en Angleterre qu'elles ne peuvent l'être ailleurs, & qu'elles contribuent davantage à augmenter les jouissances que celles de tout autre pays, & qu'elles donnent pareillement plus d'encouragement à son industrie. En échangeant contr'elles une partie de son superflu, elle doit plus gagner que tout autre pays ne gagneroit avec pareille portion de son superflu qu'il échangeeroit de même. Ses manufactures, par exemple, acheteront une plus grande quantité de sucre & de tabac de ses colonies, que les manufactures correspondantes des pays étrangers n'en peuvent acheter avec pareille quantité de leurs productions. Ainsi comme dans ces échanges le prix du produit des manufactures angloises se trouve supérieur à celui de

produit des manufactures étrangères, les premières ont par-là un encouragement que les autres ne peuvent avoir. Le commerce exclusif diminue donc, ou retient au moins dans un degré inférieur à celui où elles s'éleveroient, les jouissances & l'industrie de tous les pays qui ne font pas ce commerce, & par cette raison il donne un avantage évident sur les autres à celui qui le fait seul.

On trouvera peut-être cependant qu'il faudroit l'appeller un avantage relatif plutôt qu'un avantage absolu, & que la supériorité qu'il donne à un peuple vient moins de ce qu'il agrandit la sphere de son produit & de ses jouissances, que du préjudice qu'il porte à ceux des autres. Il est moins heureux qu'il ne seroit avec la liberté du commerce; mais il a la satisfaction de rendre les autres peuples encore moins heureux que lui. Prouvons ceci par un exemple.

En conséquence du monopole qu'exerce l'Angleterre, le tabac du Maryland & de la Virginie lui revient à meilleur compte qu'à la France, à qui elle en vend ordinairement une partie considérable. Mais si la France & tous

les autres pays de l'Europe avoient pu de tout tems commercer librement avec le Maryland & la Virginie, il pourroit être actuellement à plus bas prix qu'il ne l'est, non-seulement pour eux, mais pour l'Angleterre même. Le produit du tabac trouvant un marché beaucoup plus étendu que celui qu'il a eu jusqu'à présent, pourroit s'augmenter, & se feroit probablement augmenté au point de réduire les profits d'une plantation de tabac au niveau de ceux d'une plantation en bled, qu'on suppose être encore au dessous : le prix du tabac pourroit être & auroit probablement été moindre qu'il n'est ; avec une égale quantité de marchandises d'Angleterre ou d'ailleurs, on en auroit eu davantage, & par conséquent il se feroit vendu d'autant meilleur marché dans ces colonies. Autant donc que cette plante est capable de multiplier les jouissances & d'augmenter l'industrie de l'Angleterre ou des autres pays par son bon marché & son abondance, elle auroit produit ces deux effets dans le cas d'un commerce libre un peu mieux ou un peu plus complètement qu'elle ne fait à présent. Il est vrai que l'Angleterre n'auroit eu alors aucun

avantage sur les autres pays ; elle auroit pu acheter le tabac de ses colonies un peu meilleur marché, & conséquemment vendre quelques-unes de ses marchandises un peu plus cher qu'elle ne fait aujourd'hui ; mais elle auroit eu cela de commun avec les autres nations. Peut-être y auroit-elle gagné un avantage positif ou absolu ; mais pour l'avantage relatif, elle l'auroit certainement perdu.

Il y a cependant des raisons fort plausibles de croire que tant pour obtenir cet avantage relatif dans le commerce de ses colonies, que pour exécuter le projet envieux & malicieux d'en exclure, autant qu'il étoit possible, toutes les autres nations, l'Angleterre a non-seulement sacrifié une partie de l'avantage absolu qu'elle pouvoit en tirer, ainsi que les autres nations, mais qu'elle s'est encore exposée & soumise à un désavantage absolu & relatif, dans presque toutes les autres branches de son commerce.

Lorsqu'elle s'attribua par l'acte de la navigation le monopole du commerce de ses colonies, les étrangers retirèrent nécessairement les capitaux qu'ils y avoient mis auparavant. Le capital an,

glois, qui jusques - là n'avoit fait qu'une partie de ce commerce, fut pour lors chargé de le faire en entier; & au lieu de ne fournir aux colonies qu'une partie des marchandises d'Europe dont elles avoient besoin, il fut employé seul à les leur fournir en totalité. Mais c'est ce qu'il ne pouvoit faire, & ce qu'il leur en fournissoit, étoit nécessairement fort cher. Le capital qui n'achetoit auparavant qu'une partie du surabondant des colonies, étoit alors tout ce qu'il y en avoit pour acheter le tout; mais il ne pouvoit acheter le tout sur l'ancien pied, ou à l'ancien prix, & il falloit nécessairement qu'il eût ce qu'il en achetoit à très-bon marché. Or quand le marchand trouve un emploi de son capital où il vend fort cher & achete à très-bon marché, son profit doit y être fort grand, & excéder de beaucoup le taux ou niveau ordinaire des profits dans d'autres branches de commerce; & cette supériorité de profit ne peut manquer d'attirer dans cette branche une partie du capital qu'on employoit dans les autres. Mais comme cette espèce de révulsion du capital doit avoir augmenté graduellement la concurrence des capitaux dans le commerce

des colonies, il n'est pas possible qu'elle n'ait diminué de même la concurrence dans d'autres branches de commerce ; & comme elle a fait baisser par degrés les profits de celui-là, elle a fait monter ceux des autres jusqu'à ce que les profits aient repris un niveau différent de l'ancien & un peu plus haut qu'il n'étoit auparavant.

Ce double effet de retirer du capital de tous les autres commerces, & de porter le taux du profit un peu plus haut qu'il ne feroit allé dans tous les commerces, a non-seulement été le fruit du monopole d'abord qu'il s'est établi, mais il a toujours continué de l'être depuis.

1°. Ce monopole a continuellement retiré le capital des autres commerces pour être employé dans celui des colonies.

Quoique la richesse de la Grande-Bretagne soit fort augmentée depuis l'acte de la navigation, elle ne l'a certainement pas fait dans la même proportion que celle des colonies. Or le commerce étranger de chaque pays croît naturellement en proportion de sa richesse, le surabondant de son produit en proportion de son produit ; &

la Grande-Bretagne s'étant emparée de presque tout ce qui peut s'appeller le commerce étranger des colonies, & son capital n'ayant pas augmenté dans la même proportion que l'étendue de ce commerce, elle n'a pu le faire sans retirer continuellement des autres branches quelque partie du capital qu'on y mettoit auparavant, & sans en détourner encore celui qu'on y auroit mis sans cela. Aussi depuis l'acte de la navigation le commerce des colonies s'est continuellement accru, tandis que plusieurs autres branches du commerce étranger, particulièrement de celui que nous faisons avec d'autres parties de l'Europe, ont été continuellement en décadence. Nos manufactures pour la vente au loin, renonçant à fournir le marché voisin de l'Europe ou celui de quelques-unes des contrées plus distantes qui bordent la Méditerranée, se sont montées la plupart pour le marché encore plus distant des colonies, pour le marché où elles ont le monopole plutôt que pour celui où elles ont différens compétiteurs. On peut trouver dans l'accroissement du commerce des colonies toutes les causes de la décadence dans d'autres branches, sans

les chercher, comme ont fait le chevalier Decker & d'autres écrivains, dans l'excès des taxes & la manière mal-adroite dont on les impose, dans le prix du travail, dans l'extravagance du luxe, &c. Le capital mercantile de la Grande-Bretagne, quoique fort grand, n'étant pas infini, & ce même capital, quoique grossi considérablement depuis l'acte de la navigation, n'ayant pas augmenté en proportion du commerce des colonies, il étoit impossible de faire ce commerce sans retirer quelque partie de ce capital des autres branches de commerce, & par conséquent sans y occasionner quelque décadence.

Il faut observer que l'Angleterre étoit un grand pays commerçant, & que son capital mercantile déjà fort considérable grossissoit de jour en jour, non-seulement avant que l'acte de la navigation eût établi le monopole du commerce des colonies, mais avant que ce commerce fût un objet bien important. Sa marine dans la guerre de Hollande, pendant le gouvernement de Cromwel, étoit supérieure à celle des Provinces-Unies; & dans celle qui s'alluma au commencement du regne de

Charles II, elle étoit supérieure, ou pour le moins égale aux deux marines réunies de la France & de la Hollande. Peut-être auroit-on de la peine à lui accorder une plus grande supériorité actuelle, sur-tout si la marine de la Hollande avoit la même proportion avec son commerce, qu'elle avoit dans ce tems-là. Mais la puissance navale de l'Angleterre dans l'une & l'autre de ces guerres, ne devoit point sa grandeur à l'acte de la navigation. Durant la première, le plan de cet acte venoit seulement d'être formé, & quoiqu'avant que la seconde éclatât il eût été pleinement revêtu de l'autorité légale, aucune des parties qui le composent n'avoit eu le tems de produire un effet marquant, & celle qui établissoit le commerce exclusif des colonies l'avoit eu beaucoup moins que toutes les autres. Ces colonies & leur commerce étoient alors peu de chose, en comparaison de ce qu'ils sont aujourd'hui. La Jamaïque étoit un désert mal sain, mal peuplé, & encore plus mal cultivé. New-York & New-Jersey étoient possédés par les Hollandois, & la moitié de Saint-Christophe par les François. L'isle d'Antigoa, les

deux Carolines , la Pensylvanie , la Georgie & la Nouvelle Ecosse n'étoient pas plantées. La Virginie, le Maryland & la Nouvelle Angleterre l'étoient ; mais quoique ces colonies prospérasent , il n'y avoit peut-être pas une seule personne en Europe ou en Amérique qui pût prévoir ou même soupçonner le degré de richesse , de population & de splendeur où elles sont à présent. Enfin l'isle des Barbades étoit la seule colonie angloise de quelque importance dont l'état d'alors eût quelque ressemblance avec sa condition présente. Le grand commerce que faisoit alors l'Angleterre , & la grande puissance navale qu'il soutenoit, ne pouvoient être l'effet du monopole exercé avec ses colonies, l'acte de sa navigation n'ayant eu son exécution à la rigueur que plusieurs années après qu'il fut passé. La véritable cause qui soutenoit cette puissance & qui ne pourroit la soutenir aujourd'hui , étoit son commerce de l'Europe & des pays qui bordent la Méditerranée. Supposé que celui des colonies eût resté ouvert à toutes les nations dans ses progrès , la part qui pouvoit en échoir à la Grande-Bretagne (& vraisemblablement il lui en seroit échu une très-con-

fidérable) auroit été autant d'ajouté au grand commerce dont elle étoit déjà en possession. L'accroissement de son commerce des colonies, en conséquence du monopole, a donc moins fait une addition à celui dont elle étoit en possession, qu'il n'en a changé la direction.

2°. Ce monopole a nécessairement contribué à faire monter le taux du profit, dans toutes les branches du commerce britannique, plus haut qu'il ne seroit monté naturellement, si toutes les nations avoient pu commercer librement avec les colonies angloises.

Comme le monopole a nécessairement attiré dans ce commerce une plus grande portion du capital anglois, que celle qui auroit pris cette direction d'elle-même, ainsi, par l'expulsion des capitaux étrangers, il a nécessairement réduit la quantité totale du capital employé dans ce même commerce au dessous de ce qu'elle auroit été naturellement dans le cas d'une concurrence libre. Or en diminuant la concurrence des capitaux dans cette branche, il y a nécessairement élevé le taux du profit; & en diminuant de même la concurrence des capitaux anglois

dans les autres branches , il y a nécessairement produit le même effet. Quels qu'aient été l'état & l'étendue du capital de la Grande-Bretagne à telle ou telle époque, depuis l'acte de la navigation , tant que cet état a duré, le monopole du commerce des colonies a dû faire monter le taux du profit britannique plus haut qu'il n'auroit été naturellement, tant dans cette branche du commerce anglois, que dans toutes les autres. Si depuis l'acte de la navigation le taux ordinaire du profit britannique est bien tombé, comme on n'en peut douter, il eût tombé encore plus bas, si le monopole établi par cet acte n'avoit pas contribué à le soutenir.

Or tout ce qui fait monter dans un pays le taux ordinaire du profit plus haut qu'il n'auroit été de lui-même, foumet nécessairement ce pays à un double désavantage, à un désavantage absolu & relatif, dans toutes les branches de commerce dont il n'a pas le monopole.

Il le foumet à un désavantage absolu, parce que ses marchands ne peuvent faire cet excès de profit sans vendre plus cher qu'ils n'auroient fait, & les

marchandises des pays étrangers qu'ils importent , & celles du pays même qu'ils exportent. Il faut que ce pays achete & qu'il vende moins, qu'il jouisse & qu'il produise moins, qu'il n'auroit fait autrement.

Il le soumet à un désavantage relatif, parce qu'il met les autres pays, qui ne sont pas sujets au même désavantage absolu, plus au dessus ou moins au dessous de lui dans ces branches de commerce; il les met dans le cas de jouir & de produire davantage, en proportion de ses jouissances & de son produit; il augmente leur supériorité ou diminue leur infériorité. En élevant le prix de son produit au-delà de ce qu'il seroit, il met les marchands des autres pays en état de vendre aux étrangers moins cher que lui, & par conséquent de le pousser dehors de toutes les branches de commerce dont il n'a pas le monopole.

Nos marchands se plaignent souvent du haut salaire du travail, comme s'il étoit la cause que les manufacturiers étrangers donnent leurs marchandises à meilleur marché qu'ils ne donnent les leurs. Mais ils ne disent rien des gros profits des fonds. Ils se plaignent

du gain excessif des autres & ne parlent point du leur. Cependant les grands profits des fonds anglois peuvent contribuer à hauffer le prix des manufactures angloises autant & quelquefois plus que le haut prix du travail.

C'est ainsi, on peut le dire avec justice, que le capital de la Grande-Bretagne a été en partie retiré & en partie chassé de la plupart des branches de commerce dont elle n'a point le monopole, du commerce de l'Europe en particulier & de celui des pays ultérieurs situés aux environs de la Méditerranée.

Il a été retiré en partie de ces branches de commerce, par l'attrait du profit supérieur qu'il y avoit à faire dans celui des colonies, en conséquence de son accroissement continuel, & parce que le capital qui l'avoit fait une année ne suffisoit jamais pour le faire l'année suivante.

Il en a été chassé en partie, par l'avantage que le taux supérieur du profit établi dans la Grande - Bretagne donne aux autres pays dans toutes les branches où elle n'a pas le monopole.

Comme le monopole du commerce des colonies a retiré des autres bran-

ches une partie du capital anglois qu'on y auroit employé sans lui, de même il y a fait entrer de nécessité plusieurs capitaux étrangers qui n'auroient jamais pris cette route, si on ne les avoit expulsés du commerce des colonies. Il a diminué dans les autres branches la concurrence des capitaux anglois, & par-là il a fait monter le profit de nos marchands plus haut qu'il ne seroit monté. Il a augmenté, au contraire, la concurrence des capitaux étrangers, & par-là il a fait baïsser le profit étranger au dessous de ce qu'il auroit été. Il est donc évident que des deux côtés il a soumis la Grande-Bretagne à un désavantage relatif dans toutes les autres branches de commerce.

On dira peut-être que le commerce des colonies est plus avantageux à la Grande-Bretagne qu'à tout autre, & que le monopole ayant forcément jeté dans ce commerce une plus grande portion de son capital, qu'elle n'y en auroit mis sans cela, ce capital se trouve employé de la manière la plus avantageuse pour la nation.

L'emploi le plus avantageux d'un capital pour le pays auquel il appartient, est celui qui met en mouvement le plus

de travail productif & qui augmente davantage le produit annuel de ses terres & de son industrie. Or la quantité de travail productif qu'un capital employé dans le commerce étranger de consommation peut mettre en mouvement, est, comme on l'a montré dans le second livre, exactement en proportion à la fréquence des retours. Par exemple, un capital de dix mille livres sterling, employé dans un commerce étranger de consommation dont les retours se font régulièrement une fois l'année, peut tenir constamment en haleine dans le pays auquel il appartient une quantité de travail productif égale à ce que dix mille livres sterling peuvent en entretenir pendant un an. Si les retours se font deux ou trois fois par an, il peut en entretenir une quantité égale à ce que vingt ou trente mille livres sterling peuvent en payer. Un commerce étranger de consommation avec un pays voisin, est, par cette raison, généralement plus avantageux que celui qui se fait avec un pays plus éloigné, & le commerce direct plus avantageux que celui qui se fait par détour, ainsi qu'on la montré dans le second livre.

Or

Or dans tous les cas telle a été l'influence du monopole avec les colonies sur l'emploi du capital de la Grande-Bretagne, qu'il a détourné forcément une partie de ce capital du commerce étranger de consommation avec les pays voisins à un autre commerce avec des pays plus éloignés, & que dans plusieurs cas il l'a détourné du commerce étranger direct de consommation à un commerce de détour.

1°. Ce monopole a forcé dans tous les cas quelque partie du capital de la Grande - Bretagne à quitter le commerce étranger de consommation avec un pays voisin, pour un commerce avec des pays plus éloignés.

Il a forcé dans tous les cas quelque partie de ce capital à quitter le commerce avec les pays qui bordent la Méditerranée, pour entrer dans le commerce avec les régions plus éloignées de l'Amérique & des Indes Occidentales, dont les retours sont nécessairement moins fréquens, non-seulement à cause de la distance qui est plus grande, mais à cause des circonstances particulières où se trouvoient ces régions. Les nouvelles colonies, comme on l'a déjà remarqué, n'ont jamais assez de fonds.

Leur capital est toujours bien inférieur à ce qu'elles pourroient en employer avec beaucoup d'utilité & de profit au défrichement & à la culture des terres. Elles ont donc constamment besoin d'un capital plus fort que le leur, & pour suppléer à celui qui leur manque, elles tâchent d'emprunter autant qu'elles peuvent de la mere-patrie, dont elles sont par conséquent toujours débitrices. La maniere la plus ordinaire dont les colons contractent cette dette, n'est pas en empruntant par obligation des gens riches de la mere-patrie, quoiqu'ils le fassent quelquefois, mais en restant avec leurs correspondans qui leur envoient des marchandises d'Europe, autant en arriere que ceux-ci veulent bien le permettre. Les retours annuels ne vont souvent pas à plus du tiers, & quelquefois pas même au tiers de ce qu'elles doivent. Ainsi tout le capital que la Grande-Bretagne leur avance ne lui rentre guere avant moins de trois ans, ou quelquefois en moins de quatre ou cinq. Mais un capital de mille livres sterlings, par exemple, qui ne rentre dans la Grande-Bretagne qu'une fois en cinq ans, ne peut employer constamment que la cinquieme partie de l'industrie angloise qu'il en-

tre tiendroit, s'il rentroit tout entier en un an; & au lieu d'en mettre en action pour la valeur de mille livres sterlings, il n'en mettra que pour la valeur de deux cents. Il n'y a sans doute aucun planteur qui par le haut prix qu'il paye pour les marchandises d'Europe, par les lettres de change qu'il donne à des dates éloignées, & par la commission sur le renouvellement de celles qu'il donne à des dates prochaines, ne compense & ne fasse même plus que compenser la perte que son correspondant peut souffrir de son délai. Mais quoiqu'il puisse compenser la perte de son correspondant, il ne peut compenser celle de la Grande-Bretagne. Dans un commerce dont les retours sont si tardifs, le profit du marchand peut être aussi grand ou plus grand qu'il ne seroit dans un autre où les retours sont fréquens & prompts; mais l'avantage du pays où il réside, la quantité du travail productif qui s'y fait, le produit annuel des terres & du travail sont nécessairement toujours beaucoup moindres. Que les retours du commerce de l'Amérique, & encore plus ceux du commerce des Indes Occidentales, soyent en général non-seulement plus lents,

mais plus irréguliers & plus incertains que ceux du commerce avec les différentes parties de l'Europe, ou même avec celles qui bordent la Méditerranée, c'est ce qui, je pense, ne fera contesté d'aucun de ceux qui ont quelque expérience de ces diverses branches de commerce.

2°. Le monopole du commerce des colonies a forcé dans plusieurs cas quelque partie du capital de la Grande-Bretagne à passer du commerce étranger direct de consommation dans un indirect ou de détour.

Parmi les marchandises énumérées, qui ne peuvent être envoyées ailleurs qu'en Angleterre, il y en a plusieurs dont la quantité qu'elle reçoit passe de beaucoup sa consommation, & dont il faut exporter le surplus à d'autres pays; ce qui ne peut se faire sans qu'une partie de son capital entre forcément dans le commerce étranger de consommation indirect ou par détour. Le Maryland & la Virginie, par exemple, envoient annuellement à la Grande-Bretagne plus de quatre-vingt-seize mille muids de tabac, & on dit qu'elle n'en consomme pas plus de quatorze mille muids. Il en reste donc plus de quatre-vingt-deux

mille à exporter à la France , à la Hollande & aux pays qui bordent la Baltique & la Méditerranée. Mais cette partie du capital de la Grande-Bretagne qui fait entrer chez elle ces quatre-vingt-deux mille muids, qu'elles exportent de-là à d'autres pays, & qui lui rapporte d'autres marchandises ou de l'argent en retour, est employée dans un commerce étranger de consommation qui se fait par détour, & il prend forcément cette détermination par la nécessité de se défaire d'un aussi grand surplus. Si nous supputons en combien d'années le total de ce capital doit rentrer dans la Grande-Bretagne, il faudroit ajouter à l'éloignement des retours américains celui des retours des autres pays. Si le total du capital employé dans le commerce étranger direct de consommation avec l'Amérique est souvent trois ou quatre ans à rentrer, tout le capital employé dans un commerce de détour ne doit pas rentrer avant quatre ou cinq ans. Si l'un ne peut tenir en action qu'un tiers ou un quart de l'industrie domestique qu'on entreprendroit avec un capital égal qui rentreroit tous les ans, l'autre n'en peut faire aller constamment qu'un quart ou

un cinquieme. Mais si les colonies n'avoient pas été bornées à la Grande-Bretagne pour la vente de leur tabac, il ne nous en feroit guere venu que la quantité nécessaire à notre consommation. Dans ce cas, la Grande-Bretagne auroit probablement acheté avec le produit immédiat de son industrie, ou avec une partie de ce qu'elle manufacture, ce qu'elle achete aujourd'hui pour sa propre consommation avec ce grand superflu de tabac qu'elle exporte à d'autres pays. Ce produit, ces manufactures, au lieu de s'affortir pour un seul grand marché, comme ils font à présent, se feroient probablement assortis pour un grand nombre de plus petits. Au lieu d'un grand commerce étranger de consommation par détour, la Grande-Bretagne eût probablement fait un grand nombre de petits commerces étrangers directs. A raison de la fréquence des retours, une partie, & probablement une petite partie, peut-être pas plus du tiers ou du quart du capital qui fait aujourd'hui ce grand commerce de détour, auroit pu suffire pour faire tous ces autres petits & directs, pour mettre constamment en action une égale quantité d'industrie angloise, & pour soutenir égale-

ment le produit annuel des terres & du travail de la Grande-Bretagne. De cette manière, tous les objets de ce commerce étant remplis par un capital beaucoup moindre, il y auroit eu de grandes épargnes de capital applicables à d'autres objets, à l'amélioration des terres, au progrès des manufactures & à l'extension du commerce. Ces épargnes du capital feroient du moins entrées en concurrence avec les autres capitaux anglois employés dans ces différens genres; elles y auroient réduit le taux du profit, & par-là elles auroient donné à la Grande-Bretagne dans tous ces mêmes genres plus de supériorité qu'elle n'en a sur les autres pays.

Le monopole du commerce des colonies a aussi forcé quelque partie du capital de la Grande-Bretagne à passer du commerce étranger de consommation au commerce de transport, & conséquemment de l'usage qu'elle en faisoit pour soutenir plus ou moins son industrie à celui de soutenir, en partie l'industrie des colonies, & en partie celle de quelques autres nations.

Par exemple, les marchandises annuellement achetées avec le grand surplus de quatre-vingt-deux mille muids

de tabac réexporté de la Grande-Bretagne, ne font pas toutes consommées chez elle. Une partie, comme les toiles d'Allemagne & de Hollande, va en retour aux colonies pour leur consommation. Or la partie du capital qui achète le tabac avec lequel ces toiles sont ensuite achetées, abandonne nécessairement l'industrie de la Grande-Bretagne qu'elle soutenoit, pour être employée entièrement à soutenir, en partie l'industrie des colonies, & en partie celle des autres pays qui achètent ce tabac avec leur produit.

D'ailleurs le monopole du commerce des colonies, en attirant de nécessité plus du capital de la Grande-Bretagne qu'il n'y en entreroit naturellement, semble avoir totalement rompu la balance naturelle qui, sans lui, se seroit établie entre toutes les différentes branches de l'industrie angloise. Au lieu de travailler pour un grand nombre de petits marchés, la Grande-Bretagne a travaillé sur-tout pour un grand; son commerce, au lieu de rouler dans plusieurs petits canaux, s'est rassemblé principalement dans un grand canal. Mais tout le système de son industrie & de son commerce en est moins solide,

& l'état de son corps politique moins bien constitué. Dans sa condition présente, elle ressemble à ces corps mal-sains où quelques-unes des parties vitales ont une grandeur démesurée , & qui par-là sont sujets à plusieurs maladies dangereuses qui n'arrivent guere à ceux dont les parties sont mieux proportionnées. Une petite obstruction dans ce grand vaisseau sanguin gonflé artificiellement bien au-delà de ses dimensions naturelles , & dans lequel on a fait circuler de force une excessive quantité de commerce & d'industrie , doit, selon toute apparence , occasionner les dérangemens les plus fâcheux dans tout le corps politique. Aussi l'attente d'une rupture avec les colonies a-t-elle jeté plus de terreur dans le peuple anglois, que ne lui en a jamais inspiré une *armada* espagnole ou une invasion françoise. Cette terreur, bien ou mal fondée , a rendu la révocation de l'acte du timbre une mesure populaire , au moins parmi les négocians. La plupart d'entr'eux croyoient voir l'anéantissement total de leur commerce dans l'exclusion du marché des colonies, s'il leur étoit seulement fermé durant quelques années. La plupart des manufacturiers y

prévoyoient de même la ruine entière de leurs manufactures, & la plupart des ouvriers imaginoient qu'ils alloient être sans emploi. Quelque interruption de travail & quelque dérangement qu'une rupture avec quelqu'un de nos voisins puisse causer dans ces classes du peuple, nous ne la prévoyons jamais avec une inquiétude & une émotion si générales. Le sang dont la circulation s'arrête dans quelque petit vaisseau, se dégorge aisément dans un plus grand, sans qu'il en résulte beaucoup d'inconvéniens; mais quand il s'arrête dans un des plus grands, les convulsions, l'apoplexie & la mort en font la suite immédiate & inévitable. Si une seule de ces manufactures gigantesques poussées artificiellement à une grandeur contre nature, par le moyen des gratifications ou du monopole intérieur & extérieur, se trouve arrêtée ou interrompue par quelque obstacle, elle occasionne souvent une mutinerie & un désordre qui allarment le gouvernement, & qui embarrassent même les délibérations de la législation; quels seroient donc, disoit-on, le trouble & la confusion, si nombre de nos principales manufactures venoient à tomber tout à coup ?

Un relâchement graduel & modéré dans les loix concernant le commerce exclusif des colonies, & qui rende à ce commerce une grande partie de sa liberté, paroît être le seul expédient qui puisse délivrer la Grande-Bretagne de ce danger; qui puisse la mettre en état ou même la forcer de retirer quelque partie de son capital d'un emploi si outré, pour le tourner vers d'autres, quoiqu'avec moins de profit; & qui, en diminuant par degrés une branche de son industrie, & en augmentant les autres, les ramene insensiblement à cette proportion naturelle, salutaire & convenable que la liberté parfaite établit nécessairement & qu'elle seule peut conserver. On ne pourroit ouvrir subitement ce commerce à toutes les nations, sans s'exposer non-seulement à quelques inconvéniens passagers, mais à une grande perte irréparable pour la plupart de ceux dont le capital se trouve actuellement engagé. La seule perte qu'il y auroit à cesser tout d'un coup d'employer les vaisseaux importateurs des quatre-vingt-deux mille muids de tabac que nous ne consommons pas, pourroit devenir très-sensible. Tels sont les malheureux ef-

fets de tous les réglemens du système mercantille. Non-seulement ils introduisent des maladies dangereuses dans le corps politique, mais encore des maladies auxquelles il est difficile d'apporter du remède sans le rendre pour un tems encore plus malade. Je laisse donc à la sagesse des hommes d'Etat & des législateurs à déterminer dans la suite de quelle maniere le commerce des colonies doit être ouvert par degrés; quelles sont les entraves qu'il faut d'abord lui ôter, & quelles sont celles par où il faut achever sa délivrance, ou comment il faut s'y prendre pour rétablir graduellement le système naturel de la justice & de la liberté parfaites.

Cinq événemens différens qu'on ne prévoyoit point, & auxquels on ne pensoit point, ont heureusement concouru à empêcher la Grande-Bretagne de sentir aussi vivement qu'on s'y attendoit généralement l'exclusion totale qu'elle éprouve depuis plus d'un an (depuis le premier Décembre 1774) d'une branche fort importante du commerce des colonies, celle des douze provinces associées de l'Amérique Septentrionale. Premièrement, ces colonies, pour se préparer à la commune résolution de

ne plus importer, ont épuisé complètement la Grande-Bretagne de toutes les marchandises qui leur convenoient. Secondement, cette année, la demande extraordinaire de la flotte espagnole a épuisé l'Allemagne & le nord de plusieurs marchandises, spécialement des toiles, qui, dans notre marché même, avoient coutume d'entrer en concurrence avec nos manufactures. Troisièmement, la paix entre la Russie & la Turquie a occasionné une demande extraordinaire de la part des Turcs, qui avoient été fort mal fournis pendant qu'ils étoient tenus en échec par les Russes, dont la flotte croisoit dans l'Archipel. Quatrièmement, la demande que le nord de l'Europe a faite aux manufactures angloises a toujours été en augmentant depuis quelques années. Cinquièmement, le partage de la Pologne & la pacification qui l'a suivi ont ajouté cette année un surcroît de plus à la demande du nord, par le nouveau débouché qui s'est ouvert dans ce pays-là. Tous ces événemens, hors le quatrième, sont passagers & accidentels de leur nature; & si l'exclusion d'une branche aussi importante que le commerce des colonies vient malheureuse-

ment à continuer long-tems, elle peut encore nous mettre mal à l'aïse. Cependant comme le malheur qui en peut résulter n'arrivera que par degrés, nous le sentirons moins que s'il avoit fondu tout à coup sur nous, & en attendant, l'industrie & le capital du pays pourront trouver un nouvel emploi, une nouvelle direction, capables d'empêcher qu'il ne devienne extrême.

Ainsi en tournant vers le commerce des colonies plus de capital qu'il n'en feroit allé de ce côté, le monopole a, dans tous les cas, fait sortir une partie de ce même capital du commerce étranger avec des pays voisins, pour le placer dans un autre avec des pays plus éloignés : dans plusieurs cas, il l'a fait passer d'un commerce étranger direct de consommation dans un commerce de détour ; & en quelques-uns, de tout commerce étranger de consommation dans un commerce de transport. Il l'a donc toujours détournée d'une direction où elle auroit entretenu une plus grande quantité de travail productif, dans une autre où elle ne pouvoit entretenir qu'une quantité beaucoup moindre. D'ailleurs en appropriant à un marché particulier une si grande partie

de l'industrie & du commerce de la Grande-Bretagne, il a rendu l'état de toute cette industrie & de tout ce commerce plus précaire & moins solide que s'ils s'étoient montés pour fournir un grand nombre de marchés différens.

Il faut distinguer avec soin les effets du commerce des colonies & ceux du monopole de ce commerce. Les premiers sont toujours & nécessairement profitables, & les derniers toujours & nécessairement nuisibles. Mais les premiers sont si utiles, que, malgré le monopole & ses mauvais effets, ce commerce est encore très-avantageux, quoiqu'il le feroit davantage sans le monopole.

L'effet du commerce des colonies, dans son état naturel & libre, est d'ouvrir un marché considérable, quoiqu'éloigné, où se versent les parties du surabondant de l'industrie angloise qui peuvent excéder la demande des marchés plus prochains, de ceux de l'Europe & des autres pays qui bordent la Méditerranée. Sans rien retirer à ces marchés de ce qu'on avoit coutume d'y envoyer, ce commerce, supposé libre, encourage la Grande-Bretagne à aug-

menter de plus en plus le surabondant de son produit, en lui présentant continuellement de nouveaux équivalens contre lesquels elle peut l'échanger. Il tend à augmenter la quantité du travail productif de la Grande-Bretagne, mais sans altérer en rien la direction de celui qui s'y faisoit auparavant. En admettant la concurrence de toutes les nations, il empêcheroit le taux du profit de s'élever au dessus de son niveau ordinaire, soit dans le nouveau marché, soit dans le nouvel emploi des fonds. Le nouveau marché, sans rien ôter à l'ancien, créeroit, pour ainsi dire, un nouveau produit pour sa fourniture, & ce nouveau produit formeroit un nouveau capital pour le nouvel emploi, sans empiéter sur l'ancien.

Au contraire, le monopole de ce commerce, en excluant la concurrence des autres nations, & en faisant monter ainsi le taux du profit tant dans le nouveau marché que dans le nouvel emploi des fonds, retire le produit de l'un & le capital de l'autre. Le but avoué du monopole est d'avoir plus de part que nous n'en aurions au commerce des colonies, sans quoi il n'y

auroit aucune raison de l'établir. Mais tout ce qui fait entrer forcément dans une branche de commerce dont les retours sont plus lents une partie plus considérable du capital que celle qui d'elle-même y feroit entrée, rend nécessairement moindre toute la quantité du travail productif du pays, tout le produit annuel de ses terres & de son travail. Il est cause que le revenu de ses habitans ne prend pas tous les accroissemens qu'il prendroit, & par-là il diminue leur faculté d'accumuler. Non-seulement il empêche que leur capital n'entretienne autant de travail productif qu'il auroit fait, mais il l'empêche de croître aussi vite, & par conséquent d'augmenter aussi promptement la quantité de travail qu'il met en mouvement.

Cependant les bons effets du commerce des colonies sont plus que contrebalancer pour la Grande-Bretagne les mauvais effets du monopole; de sorte que ce commerce, de la manière même dont il se fait à présent, est, à tout prendre, non-seulement avantageux, mais fort avantageux. Le nouveau marché & le nouvel emploi qu'ouvre ce commerce, sont beaucoup plus étendus que l'ancien

marché & l'ancien emploi perdus par le monopole. Le nouveau produit & le nouveau capital, qu'il a, pour ainsi dire, créés, entretiennent dans la Grande-Bretagne plus de travail productif que ce qui peut en avoir été supprimé par la révulsion qui a détourné le capital des autres branches de commerce dont les retours sont plus fréquens. Mais si, tel qu'il se fait à présent, il ne laisse pas de nous être fort avantageux, ce n'est point en vertu, mais en dépit du monopole.

C'est moins pour le produit brut que pour le produit manufacturé, que le commerce des colonies ouvre un nouveau marché. L'agriculture est proprement l'affaire des nouvelles colonies, & ce qu'elles conviennent mieux que tout le reste, à cause du bon marché des terres. C'est pourquoi elles abondent en produit brut, & au lieu d'en importer elles en ont généralement beaucoup à exporter. Ou l'agriculture y enlève des bras à toute autre occupation, ou elle les empêche de s'y adonner. Il y reste peu de bras pour les manufactures nécessaires, & point du tout pour celles qui ne servent qu'à l'ornement. Elles aiment mieux ache-

ter ce qui se fabrique chez les autres que de le fabriquer elles-mêmes. Si le commerce des colonies encourage l'agriculture de l'Europe, c'est principalement en encourageant ses manufactures. Les manufacturiers auxquels ce commerce donne un nouvel emploi, forment un nouveau marché pour le produit de la terre ; & le plus avantageux de tous les marchés, le marché intérieur pour les grains, les bestiaux, le pain & la viande de boucherie, s'étend ainsi en Europe par le moyen du commerce de l'Amérique.

Mais que le monopole du commerce avec des colonies qui peuplent & acquièrent de jour en jour ne suffise pas pour élever ou même pour maintenir les manufactures d'un pays, c'est ce qui paroît assez par les exemples de l'Espagne & du Portugal, qui étoient des pays manufacturiers avant qu'ils eussent aucune colonie considérable, & qui ont cessé de l'être depuis qu'ils ont les plus riches & les plus fertiles colonies du monde.

En Espagne & en Portugal, les mauvais effets du monopole, aggravés par d'autres causes, ont pris entièrement le dessus sur les bons effets du commér-

ce des colonies. Ces causes semblent être d'autres monopoles de différens genres ; la dégradation de la valeur de l'or & de l'argent au dessous de ce qu'elle est dans la plupart des autres pays ; l'exclusion des marchés étrangers, par des taxes mises mal-à-propos sur l'exportation, & le rétrécissement du marché intérieur, par les taxes encore plus déplacées sur le transport des marchandises d'une partie du pays à une autre ; & sur-tout cette administration irrégulière & partielle de la justice qui protège souvent le débiteur riche & puissant contre les poursuites de son créancier lésé, & qui fait craindre à la partie industrieuse de la nation de préparer des marchandises pour la consommation de ces grands, pleins de hauteur, auxquels ils n'osent vendre à crédit, & dont ils ne sont jamais sûrs d'être payés.

En Angleterre, au contraire, les bons effets du commerce des colonies, aidés d'autres causes, ont pris, en grande partie, la supériorité sur les mauvais effets du monopole. Ces causes semblent être la liberté générale du commerce, qui, malgré les entraves que nous y avons mises, est au moins

égale , peut-être supérieure à celle de tout autre pays ; la liberté d'exporter franches de droit à presque tous les pays étrangers , presque toutes les marchandises qui sont le produit de l'industrie domestique ; & , ce qui est peut-être encore d'une plus grande importance , la liberté illimitée de les transporter d'un endroit à l'autre dans le pays même , sans être obligé d'en rendre compte à aucun bureau public , sans être sujet à aucune question , visite ou examen de quelque espèce qu'il soit ; mais sur-tout cette administration égale & impartiale de la justice , qui rend les droits des derniers sujets de la Grande - Bretagne respectables aux grands , & qui , en assurant à chacun les fruits de sa propre industrie , donne à notre industrie en général l'encouragement le plus puissant & le plus efficace.

Cependant si les manufactures de la Grande - Bretagne ont trouvé , comme on n'en peut pas douter , leur avancement dans le commerce des colonies , ce n'est nullement en vertu , mais en dépit du monopole. L'opération de ce monopole a été , non d'augmenter la quantité , mais de changer la qualité

& la forme d'une partie de nos manufactures, & de fabriquer pour un marché dont les retours sont tardifs & éloignés, au lieu de fabriquer pour un marché dont les retours sont fréquens & prochains. Son effet conséquemment a été de détourner une partie du capital de la Grande-Bretagne d'un emploi où il auroit entretenu plus d'industrie manufacturière, à un autre emploi où il en entretient beaucoup moins, &, par-là, de diminuer, au lieu d'augmenter, le total de cette industrie.

Le monopole du commerce des colonies, ainsi que tous les autres expédiens bas & mal-faisans du système mercantille, arrête donc l'industrie des autres nations, & sur-tout celle des colonies, non-seulement sans augmenter, mais en diminuant celle du pays en faveur duquel il est établi.

Quelle que puisse être à un tems donné l'étendue du capital de ce pays, le monopole s'oppose à ce qu'il y entretienne une aussi grande quantité de travail productif qu'il auroit fait sans cela, & de procurer aux habitans autant de revenu qu'ils en auroient tiré. Or comme un capital ne peut augmen-

ter que par les épargnes prises sur le revenu, le monopole, en l'empêchant de rapporter tout le revenu qu'il pourroit donner, l'empêche nécessairement de s'accroître aussi vite qu'il auroit fait; & par conséquent il est cause que le travail productif & le revenu des habitans n'augmentent pas encore plus qu'ils ne font. Le monopole rend donc infailliblement une des grandes sources du revenu, je veux dire, le salaire du travail, moins abondante qu'elle n'auroit été sans lui.

Le monopole, en faisant monter le taux du profit mercantile, décourage l'amélioration des terres. Le profit de cette amélioration dépend de la différence entre ce que la terre produit actuellement & ce qu'elle produiroit en y appliquant un certain capital. Si cette différence rapporte un plus grand profit que celui qu'on peut tirer d'un capital égal placé dans tout emploi mercantile, l'amélioration de la terre enlèvera le capital de tous les emplois mercantiles. Si le profit est moindre, les emplois mercantiles attireront le capital de l'amélioration des terres. Ainsi tout ce qui fait hausser le taux du profit mercantile diminue la supériorité

du profit de l'amélioration. Dans le premier cas, il empêche que le capital n'aille à l'amélioration, & dans le second, il l'en fait sortir. Or en décourageant l'amélioration, le monopole retarde nécessairement l'accroissement naturel d'une autre source de revenu, savoir, la rente de la terre. Ajoutez qu'en faisant hauffer le taux du profit, le monopole tient nécessairement le taux courant de l'intérêt plus haut qu'il ne feroit. Or le prix de la terre étant en proportion de la rente qu'elle rapporte, le denier auquel on l'achete communément tombe nécessairement à mesure que le taux de l'intérêt s'élève, & s'élève à mesure que le taux de l'intérêt tombe. Le monopole est donc préjudiciable au propriétaire en deux manieres. Il retarde l'accroissement naturel, 1^o. de sa rente, & 2^o. du prix qu'il auroit de sa terre au *prorata* de la rente.

Il est vrai que le monopole fait hauffer le taux du profit mercantile, & que par ce moyen il augmente un peu les profits de nos marchands. Mais comme il arrête l'accroissement naturel du capital, il tend plutôt à diminuer qu'à augmenter la somme totale
du

du revenu que les habitans du pays tirent du profit des fonds. Un petit profit sur un grand capital rapporte généralement plus de revenu qu'un grand profit sur un petit capital. Le monopole fait monter le taux du profit; mais il empêche que la somme du profit national ne monte aussi haut qu'elle monteroit sans lui.

Le monopole rend donc moins abondantes qu'elles ne feroient toutes les sources primitives de revenu, le salaire du travail, la rente de la terre & les profits des fonds. Pour favoriser le petit intérêt d'un petit ordre d'hommes dans un pays, il blesse l'intérêt de tous les autres ordres dans ce pays, & celui de tous les hommes dans tous les autres pays.

C'est uniquement en faisant monter le taux ordinaire du profit, que le monopole est devenu ou peut devenir avantageux à un ordre particulier d'hommes. Mais outre tous les mauvais effets déjà exposés qui résultent inévitablement du haut taux du profit, il y en a un plus fatal, peut-être, que tous les autres ensemble, mais qui, si nous en pouvons juger par l'expé-

rience, est inféparablement lié avec lui. Par-tout cette cause semble détruire l'économie qui, dans d'autres circonstances, est naturelle à l'état de commerçant. Lorsque les profits sont hauts, cette modeste vertu leur paroît superflue, & un luxe dispendieux en prend la place comme mieux assorti à l'opulence de leur situation. Mais les propriétaires de grands capitaux mercantilles sont nécessairement les chefs & les conducteurs de toute l'industrie d'une nation, & leur exemple a beaucoup plus d'influence sur les mœurs de toute sa partie industrieuse que celui de toute autre classe d'hommes. Si celui qui fait travailler l'industrie est vigilant & ménager, l'ouvrier le fera vraisemblablement aussi; mais si le maître est dissolu & dérangé, c'est sur sa mauvaise conduite, que le serviteur réglera la sienne, comme il règle son ouvrage sur le modèle qu'il lui a donné. Il arrive de-là que ceux qui seroient naturellement les plus disposés à accumuler n'amassent rien, & que les fonds destinés pour faire aller le travail productif ne reçoivent aucune augmentation de revenu de la part de ceux qui sont les plus faits pour les

augmenter. Le capital du pays, au lieu de croître, se dissipe insensiblement, & la quantité de travail productif y diminue de jour en jour. Les profits exorbitans des marchands de Cadix & de Lisbonne ont-ils augmenté le capital de l'Espagne & du Portugal? Ont-ils soulagé la pauvreté; ont-ils poussé l'industrie de ces deux misérables pays? Tel a été le ton de dépense parmi les négocians de ces deux villes commerçantes, que ces profits excessifs, bien loin d'augmenter le capital général du pays, paroissent avoir été à peine suffisans pour maintenir les capitaux sur lesquels ils ont été faits. Les capitaux étrangers se fourrent tous les jours de plus en plus dans le commerce de Cadix & de Lisbonne. C'est pour les chasser d'un commerce qu'ils sont de jour en jour moins capables de soutenir par leur propre capital, que les Espagnols & les Portugais s'efforcent continuellement de resserrer de plus en plus les chaînes cruelles de leur absurde monopole. Comparez les mœurs mercantiles de Cadix & de Lisbonne avec celles d'Amsterdam, & vous verrez combien la conduite & le caracte-

re des marchands sont différemment affectés par l'inégalité des profits des fonds. Les marchands de Londres, à la vérité, ne sont pas encore devenus d'aussi magnifiques seigneurs que ceux de Cadix & de Lisbonne; mais ils ne sont en général ni si attentifs à leurs affaires, ni si économes que ceux d'Amsterdam. On suppose cependant qu'ils ne laissent pas d'être plus riches que les premiers, & qu'ils ne le sont pas tout-à-fait tant que plusieurs des derniers. Mais le taux de leur profit est communément beaucoup plus bas que celui des uns, & il ne laisse pas d'être plus haut que celui des autres. Ce qui vient vite s'en va de même, dit le proverbe; & le ton ordinaire de la dépense paroît se régler par-tout moins sur la faculté réelle de dépenser, que sur la facilité supposée de gagner de l'argent pour fournir à la dépense.

C'est ainsi que le seul avantage que procure le monopole à un seul ordre d'hommes tourne en bien des manières au détriment général de la société.

L'idée de fonder un grand empire dans la seule vue de multiplier confi-

dérablement le nombre de ses pratiques ou chalands, paroît d'abord un projet qui ne peut convenir qu'à une nation de gens tenant boutique. Il ne lui convient pourtant nullement; mais il est fort bon pour une nation que gouvernent des marchands tenant boutique. De pareils souverains sont, & sont seuls capables d'imaginer qu'ils trouveront quelque avantage à employer le sang & les trésors de leurs sujets à fonder & à soutenir un tel empire. Dites à un de ces marchands: achetez-moi une bonne terre, & j'achèterai toujours mes habits dans votre boutique, quand je devrois les y payer un peu plus cher que je ne les payerois ailleurs; vous ne le trouverez pas fort empressé d'accepter votre proposition. Mais si une autre personne vous achetoit un bon bien, le marchand lui seroit fort obligé si elle stipuloit que vous prendrez vos habits dans sa boutique. L'Angleterre a fait l'acquisition d'un bien très-considérable dans un pays fort éloigné, pour quelques-uns de ses sujets qui n'étoient pas à leur aise chez elle. A la vérité, le prix en a été fort peu de chose, & au

lieu du denier trois, il ne s'y monte guere actuellement dans la vente ordinaire des terres qu'à la dépense des différens équipemens qui ont fait la premiere découverte, reconnu la côte, & pris fictivement possession du pays. La terre étoit bonne, & les cultivateurs pouvant travailler sur un fonds fertile, qu'ils avoient en abondance, & ayant eu quelque tems la liberté de vendre leur produit où il leur plaisoit, ils sont devenus dans l'espace de trente ou quarante ans (de 1620 à 1660) un peuple très-nombreux, & ont si bien profité, que les marchands tenant boutique & autres trafiquans d'Angleterre ont souhaité d'avoir exclusivement leur pratique. En conséquence, sans prétendre qu'ils eussent contribué en rien à la dépense faite, d'abord pour acheter, & ensuite pour mettre en valeur, ils ont demandé au parlement que les cultivateurs de l'Amérique fussent obligés de s'adresser à leur boutique, 1°. pour acheter toutes les marchandises dont ils avoient besoin; 2°. pour vendre telles parties sur leur surabondant qui conviendroient à ces marchands; car ils ne vouloient pas acheter le tout; quelques-unes impor-

tées en Angleterre y auroient croisé le commerce qu'ils y faisoient déjà : c'est pourquoi ils trouvoient bon que les colons les vendissent où ils voudroient ; le plus loin c'étoit le mieux ; & par cette raison ils proposerent d'en borner la vente ou le marché aux pays situés au midi du cap Finisterre. Une clause du fameux acte de la navigation fit une loi de cette proposition vraiment digne de marchands tenant boutique.

Le maintien de ce monopole a été jusqu'à présent le principal , ou , pour mieux dire , le seul but & le seul objet de la domination que la Grande-Bretagne s'attribue sur ses colonies. On suppose que c'est dans le commerce exclusif que consiste le grand avantage d'avoir des provinces qui n'ont jamais fourni de revenu ni de forces militaires pour les frais du gouvernement civil & pour la défense de la mere-patrie. Le monopole est le grand sceau de leur dépendance & l'unique fruit qu'on en ait recueilli jusqu'à présent. Tout ce que la Grande-Bretagne a dépensé jusqu'ici pour maintenir cette dépendance , elle l'a réellement dépensé pour soutenir ce monopole. Les

frais pour l'établissement des colonies, en tems de paix, se montoient d'ordinaire, au commencement des troubles actuels, à la solde de vingt régimens d'infanterie, aux frais de l'artillerie, des munitions & des vivres extraordinaires qu'il falloit leur fournir, & à ceux d'une force navale fort considérable qu'on tenoit toujours sur pied pour garder contre les vaisseaux interlopes des autres nations la côte immense de l'Amérique Septentrionale & celle de nos isles des Indes Occidentales. Tous ces frais étoient une charge sur le revenu de la Grande-Bretagne, & sont néanmoins la plus petite partie de ce que lui a coûté sa domination sur les colonies. Si nous voulons savoir à quoi se monte le tout, il faut que nous ajoutions à la dépense de cet établissement pendant la paix l'intérêt de la somme que la Grande-Bretagne a dépensée en différentes occasions pour les défendre en qualité de provinces sujettes à son empire. Il faut y ajouter en particulier toute celle de la dernière guerre, & en grande partie celle de la guerre qui l'a précédé. La dernière guerre a été entièrement une querelle de colonies, & tout ce

qu'elle a coûté, dans quelque partie du monde qu'il ait été dépensé, soit en Allemagne, soit dans les Indes Orientales, doit être mis sur le compte des frais pour les colonies. Elle a coûté plus de quatre-vingt-dix millions st., y compris non-seulement la nouvelle dette qui a été contractée, mais les deux schelings pour livre ajoutés à la taxe sur les terres, & les sommes empruntées chaque année sur les fonds d'amortissement. La guerre d'Espagne qui commença en 1734 fut aussi principalement une querelle de colonies. Son objet étoit surtout d'empêcher la recherche des vaisseaux des colonies qui faisoient un commerce de contrebande avec le continent espagnol. Toute cette dépense est dans la réalité une gratification donnée pour conserver un monopole. L'objet prétendu étoit d'encourager les manufactures & d'augmenter le commerce de la Grande-Bretagne; mais l'effet réel a été de faire monter le taux du profit mercantile, & de donner à nos marchands le moyen de mettre plus de capital qu'ils n'auroient fait dans une branche de commerce dont les retours sont plus lents & plus éloignés que la plupart de ceux des autres

branches ; deux effets qu'on auroit très bien fait de prévenir par une telle gratification, & qui en valoient la peine, si tant est qu'aucune gratification eût pu les parer.

Avec le système actuel d'administration, tout est perte pour l'Angleterre, dans ce qui lui est revenu de la domination qu'elle s'attribue sur ses colonies.

Proposer à la Grande-Bretagne d'abandonner volontairement toute autorité sur ses colonies, de les laisser choisir leurs magistrats, s'imposer les loix qu'elles jugeroient à propos, faire la guerre & la paix quand bon leur sembleroit ; ce seroit lui proposer une chose qui n'a jamais été acceptée par aucune nation du monde. Il n'y en a pas une qui ait jamais renoncé volontairement à dominer sur une province, quelque embarras qu'il y ait eu à la gouverner, & quelque foible qu'ait été le revenu qu'elle en tiroit en proportion de la dépense qu'elle lui occasionnoit. Quoique de tels sacrifices puissent être souvent conformes à l'intérêt d'une nation, ils sont toujours mortifians pour sa fierté ; & , ce qui est peut-être encore de plus grande conséquence,

ils sont toujours contraires à l'intérêt privé de la partie qui gouverne , parce qu'ils lui ôteroient la disposition de plusieurs places de confiance & de lucre, de plusieurs occasions d'acquérir des richesses & de la distinction que manque rarement de lui fournir la province la plus turbulente & la plus onéreuse au grand corps du peuple. Les enthousiastes les plus visionnaires seroient à peine capables de présenter un pareil projet avec aucune espérance sérieuse de le voir adopté. Si cependant la Grande - Bretagne l'adoptoit , non-seulement elle s'épargneroit sur le champ toute la dépense de l'établissement des colonies pendant la paix , mais elle pourroit faire avec elles un traité de paix qui lui assureroit efficacement un commerce libre plus avantageux pour le grand corps du peuple , quoique moins lucratif pour les marchands que le monopole qu'elle fait aujourd'hui. En se quittant ainsi bons amis , l'affection des colonies , que nos dernières dissensions ont peut-être presque éteinte , se réveilleroit bientôt pour la mere-patrie. Ses enfans seroient probablement disposés , non-seulement à respecter ce traité de com-

merce pendant des siècles de suite, mais encore à nous favoriser dans la guerre comme dans le commerce. Au lieu de sujets remuans & factieux, ils deviendroient nos plus fideles, nos plus zélés & nos plus généreux alliés, & on pourroit voir revivre entre la Grande-Bretagne & ses colonies, d'un côté la tendresse maternelle, & de l'autre le respect filial qui subsistoient entre les colonies grecques & la mere-patrie dont elles descendoient.

Pour qu'une province soit avantageuse à l'Etat auquel elle appartient, il faut qu'elle fournisse au public un revenu suffisant non - seulement pour payer toute la dépense de son établissement en tems de paix, mais pour contribuer de sa quote part au maintien du gouvernement général de l'empire. Si une province particuliere ne contribue point à cette dépense, il faut que le fardeau retombe inégalement sur quelque autre partie de l'Etat. Par une raison de parité, le revenu extraordinaire que chaque province fournit au public en tems de guerre doit avoir, avec le revenu extraordinaire de l'empire, la même proportion qu'à le subside ordinaire qu'elle don-

ne en tems de paix avec le revenu ordinaire. On accordera aisément que le revenu, tant ordinaire qu'extraordinaire, que la Grande-Bretagne tire de ses colonies, n'a point cette proportion avec le revenu général de tout l'empire. Il est vrai qu'on a supposé que le monopole compensoit ce qui manquoit au revenu public de la part des colonies, en augmentant le revenu particulier du peuple breton, & en lui donnant le moyen de payer des taxes plus fortes; mais, comme je l'ai déjà montré, quoique ce monopole soit fort à charge aux colonies, & quoiqu'il puisse augmenter le revenu d'un ordre particulier d'hommes dans la Grande-Bretagne, au lieu d'augmenter celui du grand corps du peuple, il le diminue; & par une suite nécessaire, au lieu d'ajouter quelque chose à ses facultés, relativement aux taxes, il l'en rend moins capable. D'ailleurs ceux dont le monopole grossit le revenu constituent un ordre d'hommes qu'il est absolument impossible, & qu'il seroit d'une très-mauvaise politique de taxer au delà de la proportion des autres ordres, ainsi que je tâcherai de le faire voir.

dans le livre suivant. Il n'y a donc aucune ressource particulière à tirer de cet ordre particulier.

Les colonies peuvent être taxées ou par leurs propres assemblées, ou par le parlement de la Grande-Bretagne.

Il ne paroît pas fort probable qu'on puisse jamais manier les assemblées des colonies avec assez de succès pour lever sur leurs constituans un revenu qui suffise, non simplement à entretenir en tout tems leur gouvernement civil & militaire, mais à payer dans la proportion convenable la dépense du gouvernement général de l'empire britannique. Combien a-t-il fallu de tems pour amener à ce point le parlement même de la Grande-Bretagne, quoique placé immédiatement sous les yeux du souverain, pour le rendre assez libéral & en obtenir de quoi fournir aux établissemens civil & militaire de l'Angleterre même ? Ce n'est qu'en distribuant parmi les membres du parlement une grande partie des emplois résultans de ces établissemens, ou en leur en donnant la disposition, qu'on a pu venir à bout de vaincre sa parcimonie. Mais les assemblées des colo-

nies sont si loin des yeux du souverain, elles sont en si grand nombre, si différentes par leur constitution, & si dispersées par leur situation, qu'il seroit très-difficile de les gouverner comme le parlement, quand le souverain auroit les mêmes moyens de le faire, & ces moyens lui manquent. Il seroit de toute impossibilité de distribuer parmi tous les principaux membres de toutes ces assemblées une quantité d'emplois formés du gouvernement général de l'empire britannique, ou de leur en donner la disposition d'un assez grand nombre pour leur faire abandonner leur popularité parmi leurs compatriotes. Il seroit également impossible de les amener à taxer leurs constituans pour l'entretien de ce gouvernement général, dont tous les émolumens iroient à des gens qui leur seroient étrangers. D'ailleurs l'ignorance inévitable de l'administration sur l'importance relative dans divers membres de ces assemblées, le mécontentement qu'on donneroit souvent à plusieurs d'entr'eux par des préférences dont ils seroient choqués, les bévues qui se commettraient constamment dans cette manière de les intéresser & de les

gagner ; tout cela semble prouver qu'avec eux une telle politique feroit impraticable.

Ajoutez que ces assemblées ne peuvent être supposées des juges compétens de ce qui est nécessaire pour la défense & le maintien de tout l'empire. Le soin d'y pourvoir ne leur est pas confié, ce n'est pas leur affaire, & elles n'ont point de voyes régulières pour être bien informées. L'assemblée d'une province, comme celle d'une paroisse dans la sacristie, peut être à portée de juger des affaires qui regardent son district particulier, & non de celles qui concernent tout l'empire. Elle ne peut même bien juger de la proportion qu'il y a entre lui & sa province, ni du degré de richesse & d'importance qu'elle a par comparaison avec les autres provinces, parce qu'elle n'a pas la surintendance & l'inspection sur elles. L'assemblée qui veille sur tout l'empire est seule en état de voir ce qu'il faut pour le défendre & le soutenir, & ce que chaque partie doit y contribuer.

On a proposé en conséquence que les colonies fussent taxées par requisi-tion, c'est-à-dire, que le parlement

de la Grande-Bretagne déterminât la somme que payeroit chaque colonie, & que l'assemblée provinciale afsît & levât cette somme de la maniere qui conviendrait le mieux aux circonstances où se trouveroit la province. Ce qui intéresseroit tout l'empire seroit ainsi déterminé par l'assemblée qui préside aux affaires de tout l'empire, & les affaires provinciales de chaque colonie pourroient encore être réglées par l'assemblée particuliere de chacune. Les colonies, en ce cas, n'auroient point de représentans au parlement; mais si nous pouvons en juger par l'expérience, il n'y a point de probabilité que la requisition parlementaire fût jamais déraisonnable. Il n'y a point d'occasion où le parlement ait jamais montré la moindre disposition à surcharger les parties de l'empire qui n'ont point de représentans. Les isles de Guernesey & de Jersey, sans aucun moyen de résister à l'autorité du parlement, sont taxées plus légèrement qu'aucune autre partie de la Grande-Bretagne. Le parlement voulant exercer son droit supposé, bien ou mal fondé, d'imposer les colonies, ne leur a rien demandé jusqu'à présent qui ne fût bien au déf.

sous de la juste proportion avec ce que payoient leurs compatriotes en Angleterre. Ajoutez que si la contribution des colonies devoit hauffer ou baiffer en proportion que haufferoit ou baifferoit la taxe sur les terres, le parlement ne pourroit les taxer qu'il ne taxât en même tems ses constituans, & que les colonies alors pourroient être considérées comme véritablement représentées dans le parlement.

On ne manque pas d'exemples d'empires où toutes les différentes provinces ne sont pas taxées en bloc, s'il m'est permis de me servir de cette expression, mais où le souverain ayant réglé la somme que chacune doit payer il affeoit & leve la taxe comme il juge à propos dans certaines, tandis que dans d'autres il la laisse affeoir & lever comme l'entendent leurs Etats respectifs. La France est un de ces exemples. En suivant le plan de taxer par requi-sition, le parlement d'Angleterre seroit, à l'égard des colonies, à-peu près dans la même situation où le roi de France est à l'égard des provinces de son royaume qui jouissent encore du privilege d'avoir des Etats particuliers, & qu'on suppose être mieux gouvernées que les autres.

Mais quand les colonies n'auroient pas sujet de craindre, dans cette hypothèse, que leur partie des charges publiques excédât jamais la juste proportion avec celle des Anglois leurs co-sujets, la Grande-Bretagne pourroit être bien fondée à craindre qu'elle n'arrivât jamais à cette proportion. Le parlement n'a pas eu jusqu'ici sur ses colonies la même autorité effective que le roi de France a sur ses provinces d'Etat. Si les assemblées des colonies n'étoient pas disposées favorablement (& il n'y a pas d'apparence qu'elles le foyent, si on ne s'y prend pas plus adroitement pour les pratiquer), elles pourroient trouver encore divers prétextes pour éluder & rejeter les requisitions du parlement. Supposé que nous ayions une guerre avec la France, & qu'on ait besoin sur le champ de dix millions st. pour défendre le siege de l'empire, il faudra emprunter cette somme sur le crédit de quelque fonds parlementaire engagé pour en payer l'intérêt. Le parlement proposera de lever ce fonds par une taxe, en partie sur la Grande-Bretagne, & en partie sur les colonies de l'Amérique & des In-

des Occidentales. Avancera-t-on volontiers de l'argent sur le crédit d'un fonds qui dépendra en partie de la bonne volonté de toutes les assemblées des colonies, qui seront si loin du théâtre de la guerre, & qui pourront fort bien se croire peu intéressées à l'événement ou au succès qu'elle peut avoir? On n'avancera probablement sur ce fonds que la somme dont on suppose-
 • ra que peut répondre la taxe à lever sur la Grande-Bretagne. Tout le poids de la dette contractée tomberoit ainsi, comme il a toujours fait, sur elle seule, sur une partie de l'empire, & non sur tout l'empire. La Grande-Bretagne est peut-être, depuis que le monde existe, le seul Etat qui, à mesure qu'il a étendu son empire, n'a fait qu'augmenter sa dépense sans augmenter ses ressources. Les autres Etats se sont généralement déchargés sur les provinces sujettes & subordonnées de la plus forte partie de la dépense nécessaire à la défense de l'empire. La Grande-Bretagne a souffert jusqu'à présent que ses provinces sujettes & subordonnées se déchargeassent sur elle de presque toute cette dépense. Pour mettre le parlement sur

un pied d'égalité avec ses colonies, que la loi a supposées jusqu'ici être sujettes & subordonnées, il faudroit, d'après le système de les taxer par requiſition parlementaire, que le parlement eût quelques moyens d'appuyer ſes demandes, & de leur faire ſortir immédiatement leur effet, dans le cas où les aſſemblées des colonies tenteroient de les éluder ou de les rejeter. Or il n'eſt pas aisé de concevoir quels ſont ces moyens, & on ne nous les a point encore expliqués.

Si le parlement de la Grande-Bretagne ſe mettoit jamais pleinement en poſſeſſion de taxer les colonies ſans le conſentement de leurs aſſemblées, dès ce moment l'importance de ces aſſemblées ſeroit anéantie, & tous ceux qui datent le plus dans l'Amérique Angloiſe perdroient en même tems la leur. Les hommes ſont jaloux d'avoir quelque part au maniement des affaires publiques, ſur-tout à cauſe de l'autorité & de la conſidération qu'elles leur donnent. La ſtabilité & la durée de tout ſystème de gouvernement libre dépend du pouvoir qu'ont la plupart des chefs, ou les principaux habitans qui compoſent l'aristocratie naturelle de

chaque pays, de conserver & de défendre leur importance respective. Tout le jeu des factions & de l'ambition domestiques consiste dans les attaques faites continuellement par les chefs ou les principaux citoyens à l'importance les uns des autres. Les chefs de l'Amérique, ainsi que ceux de tout autre pays, desirent de conserver la leur. Ils sentent ou imaginent qu'elle leur échapperoit, si leurs assemblées, qu'ils aiment à nommer parlemens & à considérer comme ayant la même autorité que celui de la mere-patrie, étoient dégradées jusqu'à devenir les humbles ministres & les officiers exécuteurs des volontés de ce parlement. C'est pourquoi ils ont rejeté la proposition d'être taxés par requisiion parlementaire, &, comme tous les autres hommes ambitieux & qui ont l'ame haute, ils ont préféré de tirer l'épée pour défendre leur propre importance.

Vers le tems de la décadence de la république romaine, les alliés de Rome qui avoient porté la principale charge de défendre l'Etat & d'étendre l'empire, demanderent à être admis à tous les privileges des anciens Romains.

Sur le refus de la république, éclata la guerre des alliés. Rome, durant le cours de cette guerre, accorda ces privilèges à la plupart d'entr'eux successivement, & à un seul à la fois, à mesure qu'ils se détachèrent de la confédération générale. Le parlement insista pour taxer les colonies, & elles refusèrent d'être taxées par un parlement où elles n'ont pas de représentans. Si le parlement accordoit à chaque colonie qui se détacheroit de la confédération générale un nombre de représentans proportionné à ce qu'elle contribueroit au revenu public de l'empire en se soumettant aux mêmes taxes; s'il lui donnoit en dédommagement la même liberté de commerce dont on jouit en Angleterre, avec la perspective d'augmenter le nombre de ses représentans à proportion que sa contribution pourroit augmenter dans la suite, il présenteroit un nouvel objet plus éblouissant à l'ambition de ceux qui menent chacune des colonies. Au lieu de s'amuser aux petits lots que peut amener la pauvre chance des factions d'une colonie, la présomption naturelle aux hommes, ou cette confiance qu'ils ont dans leurs talens & leur bonne

fortune leur feroit peut-être espérer quelqu'un de ces gros lots qui sortent de la roue dans la grande loterie d'Etat de la politique angloise. A moins qu'on ne prenne cette méthode, qui paroît la plus simple, ou qu'on n'en trouve quelqu'autre, pour conserver l'importance & satisfaire l'ambition de ceux qui ont du crédit & de l'autorité sur les esprits dans l'Amérique, il n'est pas vraisemblable qu'ils se soumettent jamais volontairement à nous; & nous devons considérer que chaque goutte de sang qui sera versé en voulant les y forcer, sera le sang de gens que nous avons ou que nous voulons avoir pour concitoyens. Ceux-là sont bien simples qui se flattent que dans l'état où sont les choses il nous sera facile de conquérir nos colonies par la force seule. Les personnes qui dirigent actuellement les résolutions de ce qu'ils appellent leur congrès continental, se sentent dans ce moment un degré d'importance que sentent peut-être à peine les plus grands sujets en Europe. De marchands, de négocians, de procureurs, ils sont devenus des hommes d'Etat & des législateurs, & ils sont employés à combiner une forme nouvelle de gouvernement

vernement pour un empire étendu qu'ils se flattent pouvoir devenir, & qui, selon toutes les apparences, deviendra effectivement un des plus grands & des plus formidables qu'il y ait jamais eu dans le monde. Cinq cents personnes peut-être qui, en différentes manières, agissent immédiatement sous le congrès continental, & peut-être cinq cents mille qui agissent d'après ces cinq cents, portent toutes dans le cœur un sentiment proportionné de ce qu'elles ont acquis de valeur. Chaque individu dans le parti qui gouverne l'Amérique, joue actuellement, dans son imagination, un rôle supérieur, non-seulement à tous ceux qu'il avoit remplis jusqu'alors, mais encore à tout ce qu'il pouvoit jamais espérer; & à moins qu'on n'offre à son ambition, ou à l'ambition de ceux qui le conduisent, quelque nouvelle amorce, pour peu qu'il ait de cœur, il mourra dans la défense de son parti.

C'est une remarque du président Hénault que nous sommes curieux aujourd'hui de plusieurs petits faits du tems de la ligue, qu'on ne regardoit peut-être pas alors comme de grandes nouvelles dans le monde. Chacun,

dit-il, se croyoit un être important, & les Mémoires innombrables qui nous restent de ce tems-là, ont été, pour la plupart, écrits par gens qui prenoient plaisir à transmettre & exalter des événemens où ils se flattoient d'avoir joué un grand rôle. On fait avec quelle obstination la ville de Paris se défendit, & quelle horrible famine elle souffrit plutôt que de se soumettre au meilleur des rois de France & qui fut ensuite le plus aimé. La plus grande partie des citoyens ou de ceux qui les gouvernoient combattirent pour leur propre importance, dont ils prévoyoient la chute dès que l'ancien gouvernement seroit rétabli. A moins qu'on ne persuade à nos colonies de s'unir à nous, comme a fait l'Ecosse, elles se défendront probablement contre la meilleure des mères-patries, avec autant d'opiniâtreté que Paris s'est défendu contre un des meilleurs rois qu'il y ait jamais eu.

L'idée des représentans étoit inconnue dans l'antiquité. Lorsque le peuple d'un Etat étoit admis aux droits de citoyen dans un autre, il n'avoit d'autre moyen d'exercer ces droits que de venir en corps voter & délibérer avec

l'autre peuple. L'admission de la plus grande partie des habitans de l'Italie aux privilèges de citoyen romain, causa la ruine de la république. Il n'étoit plus possible de distinguer qui étoit ou n'étoit pas citoyen romain; aucune tribu ne pouvoit connoître ses propres membres. Toute sorte de canaille pouvoit s'introduire dans les assemblées du peuple, en chasser les véritables citoyens, & décider des affaires comme si elle en avoit eu le droit. Ainsi, quoique la constitution de la république romaine ait été nécessairement détruite par l'union de Rome avec les Etats alliés de l'Italie, je ne vois pas la moindre probabilité à ce que la constitution britannique souffrît de l'union de la Grande-Bretagne avec ses colonies. Cette constitution y gagneroit, au contraire, une perfection qu'elle ne peut jamais avoir sans cela. Pour que l'assemblée qui délibère & décide sur les affaires de chaque partie de l'empire, soit bien informée, & qu'elle agisse avec connoissance de cause, il faut certainement qu'elle ait des représentans de chacune de ces parties. Je ne prétends pourtant pas que cette union soit facile, ou qu'il ne puisse se rencontrer des

difficultés & même de grandes difficultés dans l'exécution : cependant je n'ai entendu parler d'aucune qui paroisse insurmontable ; peut-être que la plus grande n'est pas dans la nature des choses , mais dans les préjugés & les opinions , tant en-deçà qu'au-delà de l'Atlantique.

En-deçà, nous appréhendons que la multitude des représentans de l'Amérique ne fasse trébucher la balance de la constitution , & qu'elle n'augmente trop ou l'influence de la couronne , d'un côté , ou la force de la démocratie , de l'autre. Mais si le nombre des représentans américains étoit en proportion de la taxation de l'Amérique , le nombre des gens à pratiquer augmenteroit exactement en proportion des moyens de le faire, & *vice versa*. Les parties monarchique & démocratique de la constitution conserveroient exactement, l'une à l'égard de l'autre, le même degré de force relative qu'elles auroient eu auparavant.

En-delà, le peuple craint que la grande distance où il est du siege du gouvernement ne l'expose à beaucoup d'oppression. Mais ils feroient aisément

protégés contre toute oppression, par le nombre de leurs représentans, qui, dès les commencemens, seroit considérable. Cette distance ne pourroit guere affoiblir la dépendance des représentans à l'égard de leurs constituans, & les premiers sentiroient encore qu'ils devroient leur séance au parlement, & toute la considération & la confiance qu'ils en tireroient à la bienveillance des derniers. Il seroit par conséquent de leur intérêt de cultiver cette bienveillance, en se plaignant avec toute l'autorité de membres de la législation, de chaque violence dont un officier civil ou militaire se feroit rendu coupable dans ces parties reculées de l'empire. D'ailleurs les nations américaines peuvent se flatter qu'elles ne seroient pas long-tems à cette distance du siege de l'empire. Leurs progrès en richesse, en population, en amélioration, ont été si rapides jusqu'à présent, qu'en moins d'un siecle peut-être le produit des taxes de l'Amérique pourroit excéder celui des taxes de la Grande-Bretagne. Le siege de l'empire se transporterait alors naturellement dans la partie qui contribueroit le

plus à la défense & au maintien du tout.

La découverte de l'Amérique & celle d'un passage aux Indes par le Cap de Bonne-Espérance, sont les deux plus importans événemens consignés dans l'histoire du genre humain. Ils ont eu déjà de grandes suites; mais il est impossible que dans le court espace de deux à trois cents ans qui se sont écoulés depuis, on ait vu toute l'étendue de celles qui en peuvent résulter. Il n'y a point de sagesse humaine qui soit en état de prévoir le bonheur ou le malheur dont ils seront désormais la source pour l'humanité. En rapprochant & unissant en quelque manière les parties du monde les plus éloignées, en leur donnant le moyen de se soulager les unes les autres dans leurs besoins, d'augmenter mutuellement leurs jouissances & d'augmenter réciproquement leur industrie, leur tendance générale paroît être le bien des hommes. Cependant tous les avantages du commerce qu'ils ont produit ont été perdus pour les naturels des Indes Orientales & Occidentales dans les calamités affreuses qui les ont enveloppés. Mais ils n'y ont été plon-

gés que par accident, & non par la nature même de ces événemens. Dans le tems de ces découvertes, la supériorité de force du côté des Européens étoit si grande, qu'ils pouvoient commettre impunément toutes sortes d'injustices dans ces contrées éloignées. Les naturels y deviendront peut-être plus forts dans la suite, ou ceux de l'Europe plus foibles; & les habitans de tous les quartiers du globe pourront arriver à cette égalité de force & de courage, qui, par la crainte mutuelle qu'elle inspire, peut seule contenir l'injustice des nations indépendantes dans une espece de respect pour leurs droits réciproques. Mais rien ne paroît plus propre à introduire une telle égalité, que cette communication des connoissances & des améliorations de tout genre, que porte naturellement ou plutôt nécessairement avec lui un commerce étendu entre toutes les parties du monde.

Cependant un des principaux effets de ces découvertes a été d'élever le système mercantille à un degré de splendeur & de gloire auquel il ne seroit jamais parvenu. L'objet de ce système est d'enrichir une grande nation plutôt

par le commerce & les manufactures que par le défrichement & la culture des terres , plutôt par l'industrie des villes que par celle de la campagne. En conséquence de ces découvertes , les villes commerçantes de l'Europe , au lieu d'être manufacturieres ou voiturieres pour une petite partie du monde seulement (pour la partie de l'Europe que baigne l'Océan Atlantique , & les pays qui bordent la Baltique & la Méditerranée), sont devenues manufacturieres pour les nombreux cultivateurs qui acquierent tous les jours en Amérique , & les voiturieres & même aussi , à quelques égards , les manufacturieres de l'Asie , de l'Afrique & de l'Amérique. Deux nouveaux mondes se sont ouverts à leur industrie , chacun des deux beaucoup plus grand & plus spacieux que l'ancien , & l'un d'eux leur offrant un marché qui s'agrandit de jour en jour.

Les pays qui possèdent les colonies de l'Amérique , & qui commercent directement avec les Indes Orientales , jouissent à la vérité de toute la pompe & de tout l'éclat de ce grand commerce ; mais il y en a d'autres qui , malgré les moyens odieux dont on s'est

fervi pour les en exclure, ont souvent plus de part au bénéfice qu'il produit. Les colonies de l'Espagne & du Portugal, par exemple, donnent plus d'encouragement réel à l'industrie étrangère qu'à celle de leurs mères-patries. La consommation de ces colonies, pour le seul article des toiles, se monte, dit-on (mais je n'en suis pas garant), à plus de trois millions st. par an. Mais ce sont la France, la Flandre, la Hollande & l'Allemagne, qui fournissent presque entièrement à cette consommation; le Portugal & l'Espagne y fournissent peu. Le capital qui procure aux colonies cette grande quantité de toiles, se distribue annuellement parmi les habitans de ces autres nations; il n'y a que les profits de ce capital qui soient dépensés en Espagne & en Portugal, où ils aident à soutenir la somptueuse profusion des marchands de Cadix & de Lisbonne.

Les réglemens même par lesquels chaque nation tâche de s'assurer le commerce exclusif de ses colonies, sont souvent plus préjudiciables aux pays en faveur desquels on les fait, qu'à ceux contre lesquels ils sont établis. L'injuste oppression des autres pays

retombe, pour ainsi dire, sur la tête des oppresseurs, & écrase encore plus leur industrie que celle des étrangers. Suivant ces réglemens, il faut, par exemple, que le marchand de Hambourg envoie la toile qu'il destine pour l'Amérique au marché de Londres, & qu'il en remporte du tabac qu'il destine pour le marché de l'Allemagne, parce qu'il ne peut envoyer l'une directement en Amérique, ni en rapporter l'autre directement. Cette contrainte l'oblige probablement à vendre sa toile un peu meilleur marché & à payer le tabac un peu plus cher qu'il n'eût fait, & par-là elle écorne probablement un peu ses profits. Dans le commerce entre Hambourg & Londres, le capital du marchand de Hambourg lui rentre cependant beaucoup plus vite qu'il ne lui seroit rentré dans le commerce direct avec l'Amérique, en supposant même que les payemens de l'Amérique seroient aussi ponctuels que ceux de Londres; ce qui n'est pas. Ainsi dans le commerce auquel il se trouve borné par ces réglemens, son capital peut exercer constamment une plus grande quantité d'industrie allemande qu'il n'auroit fait dans celui d'où il est

exclu. Son capital peut donc être moins profitable pour lui de cette manière que de l'autre ; mais certainement il ne peut être moins avantageux à son pays. Il en est tout autrement du capital du marchand de Londres : l'emploi où le monopole attire ce capital, peut bien être plus lucratif pour lui ; mais , par la lenteur des retours , il ne peut être plus avantageux à son pays.

Ainsi , après toutes les injustes tentatives faites par chaque pays de l'Europe pour s'emparer de tout le commerce de ses colonies , il n'y en a point qui ait été capable de s'approprier autre chose que la dépense de maintenir en tems de paix & de défendre en tems de guerre l'autorité oppressive qu'il s'attribue sur elles. Chacun d'eux s'est réservé à lui seul complètement les inconvéniens qui résultent de la possession de ses colonies. A l'égard des avantages qui résultent de leur commerce , il a fallu malgré lui qu'il les partageât avec d'autres pays.

Au premier coup-d'œil , sans doute , le monopole du grand commerce de l'Amérique paroît une acquisition de la plus grande valeur. Aux yeux trou-

blés par les vapeurs de l'ambition, il s'offre beaucoup d'éclat parmi tous ces objets confus de la guerre jetés à la *gribouillette*, s'il est permis d'user de ce terme, & que chacun veut attraper. Cependant l'éclat éblouissant de l'objet, la grandeur immense du commerce est justement ce qui en rend le monopole préjudiciable au pays qui le fait. C'est précisément ce qui est cause qu'un emploi qui de sa nature est nécessairement moins avantageux, attire à soi une plus grande proportion du capital qu'il n'en auroit attiré.

On a déjà montré dans le second livre que le fonds mercantile de chaque pays cherche naturellement, pour ainsi dire, l'emploi le plus avantageux pour ce pays. S'il va au commerce de transport, le pays auquel il appartient devient l'entrepôt des marchandises de tous les autres pays dont il fait le commerce. Mais le propriétaire de ce fonds souhaite nécessairement de vendre le plus qu'il peut de ces marchandises dans son pays même. Il s'épargne ainsi l'embarras, le risque & la dépense de l'exportation; & en conséquence il sera bien aise de s'en défaire chez lui, non-seulement à bien plus bas prix, mais

avec un peu moins de profit qu'il n'en auroit chez l'étranger. Il cherche donc naturellement à convertir, autant qu'il peut, son commerce de transport en commerce étranger de consommation. Si son fonds est employé dans ce dernier commerce, il fera bien aise, par la même raison, de vendre chez lui le plus qu'il pourra des marchandises du pays qu'il amasse pour les exporter, & il s'efforcera de convertir son commerce étranger de consommation en un commerce intérieur. Le fonds mercantile de chaque pays poursuit ainsi l'emploi le plus proche & fuit le plus éloigné; il poursuit naturellement celui dont les retours sont plus fréquens, & fuit celui où ils sont plus tardifs; il poursuit celui qui peut mettre en mouvement une plus grande quantité de travail dans le pays auquel il appartient, & il fuit celui qui ne peut en mettre autant; il poursuit celui qui dans les cas ordinaires est le plus avantageux à ce pays, & il fuit celui qui l'est le moins.

Mais s'il arrive que, dans les emplois plus éloignés & moins avantageux au pays dans les cas ordinaires, le profit s'élève un peu au dessus de ce qui suffit

pour balancer la préférence qu'on donne aux emplois plus prochains, cette supériorité de profits enlèvera des fonds aux emplois plus prochains, jusqu'à ce que les profits de tous reprennent leur niveau. Cette supériorité de profits est cependant une preuve que, dans les circonstances actuelles où se trouve la société, ces emplois éloignés emportent moins de fonds, en proportion des autres, & que les fonds n'y sont pas distribués de la manière la plus convenable dans les divers usages qu'on en a faits. C'est une preuve qu'on achète quelque chose meilleur marché, ou qu'on le vend plus cher qu'il ne devrait être vendu ou acheté, & que quelque classe des citoyens est plus ou moins foulée en payant plus ou en gagnant moins qu'il ne faudroit pour qu'il y eût cette égalité qui doit s'établir & qui s'établit naturellement parmi leurs différentes classes. Quoique le même capital ne puisse jamais fournir la même quantité de travail productif, quand on l'emploie au loin, que quand on l'emploie près de soi, cependant il peut être aussi nécessaire pour le bien de la société de l'employer loin que près, parce que les marchandises dont l'em-

ploi éloigné fait le commerce sont peut-être nécessaires elles-mêmes pour plusieurs des emplois plus prochains. Mais si les profits de ceux qui font le commerce de ces marchandises sont au dessus de leur niveau, elles seront vendues plus cher qu'elles ne doivent l'être, ou un peu au dessus de leur prix naturel, & dès-lors tous ceux qui mettent leurs capitaux dans des emplois plus proches seront plus ou moins lésés par ce haut prix. Leur intérêt exige donc de ce moment-là qu'il soit retiré quelques fonds des emplois plus proches, & qu'ils entrent dans l'emploi éloigné, pour réduire ses profits à leur niveau, & les marchandises qui sont l'objet de son commerce à leur taux naturel. Dans ce cas extraordinaire, l'intérêt public demande qu'il soit pris quelque chose sur les emplois ordinairement les plus avantageux au public, pour le verser dans ceux qui ordinairement le sont moins, & pour-lors les intérêts naturels & les inclinations des hommes se rencontrent aussi exactement avec l'intérêt public que dans tous les cas ordinaires, & ils menent à retirer des fonds de l'emploi le plus proche, pour les verser dans le plus éloigné.

C'est ainsi que les intérêts particuliers & les passions des individus les disposent naturellement à appliquer leurs fonds aux emplois qui, dans les cas ordinaires, sont les plus avantageux au public. Mais s'ils y en appliquoient trop, la chute du profit qu'ils y feroient, & son élévation dans tous les autres, les porteroient bientôt à changer cette distribution défectueuse. Par conséquent, sans que la loi intervienne, les intérêts & les passions des hommes les conduisent naturellement à partager & à distribuer les fonds de chaque société à tous les emplois qu'on en peut faire, de manière qu'ils approchent le plus près possible de la proportion qui convient à l'intérêt de la société entière.

Tous les différens réglemens du système mercantile dérangent nécessairement plus ou moins cette répartition naturelle des fonds, qui est la plus avantageuse. Mais elle est peut-être plus dérangée par ceux qui concernent le commerce de l'Amérique & des Indes Orientales, que par tous les autres, parce qu'il n'y a pas deux autres branches de commerce qui emportent une aussi grande quantité de fonds. Cependant les réglemens qui causent ce désordre

ne font pas les mêmes. Le monopole est la grande machine dans toutes les deux ; mais ce n'est pas la même sorte de monopole. De quelque espèce qu'il soit, il paroît véritablement être le seul engin du système mercantile.

Dans le commerce de l'Amérique, chaque nation tâche de s'emparer, autant qu'elle peut, de tout le marché de ses colonies, en excluant sans façon toutes les autres nations de tout commerce direct avec elles. Durant la plus grande partie du seizième siècle, les Portugais tâcherent de s'approprier de même tout le commerce aux Indes Orientales, en prétendant qu'ils avoient seuls le droit de naviguer sur la mer des Indes, par la raison qu'ils en avoient les premiers trouvé la route. Les Hollandois continuent encore d'exclure toutes les autres nations européennes de tout commerce direct avec leurs isles d'épiceries. Les monopoles de cette espèce sont évidemment établis contre toutes les nations de l'Europe, qui par-là sont non-seulement privées d'un commerce où il pourroit leur être utile de placer une partie de leurs fonds, mais encore obligées d'acheter certaines marchandises plus cher que si elles

les importaient elles-mêmes du pays qui les produit.

Mais depuis la chute de la puissance du Portugal, il n'y a point de nation en Europe qui ait prétendu au droit exclusif de faire voile sur la mer des Indes, dont les principaux ports sont actuellement ouverts à tous les vaisseaux européens. Cependant, excepté en Portugal & depuis quelques années en France, le commerce aux Indes Orientales a été soumis dans toute l'Europe à une compagnie exclusive. Ces sortes de monopoles sont proprement établis contre la nation même qui les autorise. La plupart des sujets de cette nation se trouvent non-seulement exclus d'un commerce où il pouvoit leur convenir de placer une partie de leurs fonds, mais ils sont forcés d'acheter les marchandises qui sont l'objet de ce commerce un peu plus cher que s'il étoit ouvert & libre à tous leurs concitoyens. Par exemple, depuis l'établissement de la compagnie angloise des Indes Orientales, outre l'exclusion de ce commerce donnée aux autres habitans de l'Angleterre, il leur a fallu payer dans le prix des marchandises de l'Inde qu'ils ont consommées, non-seulement tous les

profits extraordinaires que la compagnie a pu faire sur elles en conséquence de son monopole, mais encore tout le dégât & toute la perte qu'ont nécessairement occasionnés la fraude & les abus inséparables de l'administration des affaires d'une si grande compagnie. Aussi l'absurdité de cette seconde espece de monopole frappe-t-elle beaucoup plus les yeux que celle de la premiere.

Ces deux sortes de monopoles dérangent plus ou moins la distribution des fonds de la société; mais ils ne les dérangent pas toujours de la même manière.

Les monopoles de la premiere espece attirent toujours dans le commerce où ils sont établis une plus grande proportion des fonds de la société, qu'il n'y en seroit entré naturellement.

Les monopoles de la seconde espece peuvent quelquefois attirer les fonds vers le commerce où ils sont établis, & quelquefois les en repousser, selon les circonstances. Dans les pays pauvres ils les attirent, & dans les pays riches ils les repoussent. Dans les uns il y va plus & dans les autres moins de fonds qu'il n'en iroit autrement.

Des pays pauvres, tels, par exem-

ple, que la Suede & le Danemarck, n'auroient probablement jamais envoyé un seul vaisseau aux Indes Orientales, si le commerce n'y avoit pas été soumis à une compagnie exclusive. L'établissement d'une pareille compagnie encourage infailliblement les aventuriers, c'est-à-dire, ceux qui veulent hasarder. Le monopole qu'ils exercent les met à l'abri de tout compétiteur dans le marché intérieur, & quant aux marchés du dehors, ils ont la même chance que les marchands des autres nations. Le monopole leur offre la certitude d'un grand profit sur une quantité considérable de marchandises qu'ils débitent chez eux, & la chance d'un autre profit sur ce qu'ils en vendront chez les autres. Sans cet encouragement extraordinaire, de pauvres marchands de pays pauvres n'auroient vraisemblablement jamais eu l'idée de risquer leur petits capitaux dans une entreprise aussi éloignée & aussi peu certaine que leur auroit paru le commerce aux Indes Orientales.

Un pays riche, au contraire, tel que la Hollande, enverroit probablement aux Indes Orientales un plus grand nombre de vaisseaux, si le commerce

étoit libre, qu'il n'en envoie actuellement. Les fonds limités de la compagnie hollandoise des Indes Orientales repoussent vraisemblablement de ce commerce plusieurs grands capitaux mercantiles qui ne manqueroient pas d'y aller d'eux-mêmes. Le capital mercantile de la Hollande entière est si grand, qu'il se dégorge, pour ainsi dire, continuellement, tantôt dans les fonds publics des nations étrangères, tantôt en prêts à des marchands & à des aventuriers particuliers des autres nations, quelquefois dans le commerce étranger de consommation le plus détourné, & quelquefois dans celui de transport. Tous les emplois qui sont près étant complètement remplis, tout le capital qu'on peut y mettre avec un profit passable s'y trouvant déjà placé, l'excédent reflue nécessairement dans les emplois éloignés. Si le commerce aux Indes Occidentales étoit libre, il recevrait, selon toute apparence, une plus grande portion de ce capital redondant. Les Indes Orientales offrent, tant aux manufactures de l'Europe, qu'à l'or & à l'argent & à diverses autres productions de l'Amérique, un marché plus grand

& plus étendu que l'Europe & l'Amérique prises ensemble.

Tout changement dans la distribution naturelle des fonds est nécessairement préjudiciable à la société où il s'introduit, soit qu'il attire dans un commerce particulier plus de fonds qu'il n'y en entreroit, soit qu'il repousse ceux qu'on y mettroit. S'il est vrai que le commerce de la Hollande seroit beaucoup plus fort sans compagnie exclusive qu'il ne l'est aujourd'hui, ce pays doit souffrir une perte considérable de ce qu'une partie de son capital est exclu de l'emploi qui lui conviendrait le mieux. De même s'il est vrai que le commerce de la Suede & du Danemarck seroit moindre, ou plutôt qu'il n'existeroit pas sans compagnie, ces deux royaumes doivent également souffrir de mettre une partie de leur capital à un usage qui s'accommode plus ou moins mal avec leur fortune présente. Ils se trouveroient peut-être mieux d'acheter des autres nations les marchandises de l'Inde, que de placer une si grande partie de leur capital dans un commerce si éloigné, où les retours sont si lents, où ce capital ne peut entretenir chez eux qu'une si petite quan-

tité de travail productif, tandis qu'on y a si grand besoin de travail, & qu'il y a tant de choses à y faire & si peu de faites.

Quand même un pays particulier ne pourroit faire un commerce direct aux Indes Orientales que par le moyen d'une compagnie, il ne s'en suit donc pas qu'on doive y former une telle compagnie ; mais il faut en conclure que ce pays-là ne doit pas se mêler de faire directement ce commerce, quoiqu'on puisse le faire sans ces sortes de compagnies : nous en avons une bonne preuve dans les Portugais, qui l'ont fait presque tout entier sans compagnie exclusive pendant plus de cent ans de suite.

Il n'y a point de négociant particulier, dit-on, dont le capital suffise pour avoir en différens ports de l'Inde des facteurs & des agens qui amassent des marchandises & qui les tiennent prêtes pour les vaisseaux qu'il peut y envoyer dans l'occasion ; & à moins qu'il n'en ait, il peut arriver souvent que, par la difficulté de trouver une cargaison, le vaisseau manque la saison de retourner, & que les frais d'un si long retardement emportent non-seulement tout le profit du voyage, mais occasionnent

encore une perte considérable. Si cet argument prouvoit quelque chose, il prouveroit qu'on ne peut faire une grande branche de commerce sans compagnie exclusive ; ce qui est contraire à l'expérience de toutes les nations. Il n'y a point de grande branche de commerce dont le capital d'un seul négociant particulier puisse embrasser les branches subordonnées qui doivent aller, pour faire aller la branche principale. Mais quand une nation est en situation d'entreprendre une grande branche de commerce, quelques marchands tournent naturellement leurs capitaux vers la principale branche, & quelques autres tournent les leurs vers les branches subordonnées, & quoique de cette manière il arrive que toutes les branches sont exploitées, il arrive pourtant très-rarement qu'elles le foyent par le capital d'un négociant particulier. Si donc une nation est à tems de faire le commerce des Indes Orientales, une certaine portion de son capital se partagera naturellement entre toutes les différentes branches. Quelques-uns de ses marchands trouveront qu'il est de leur intérêt de résider dans l'Inde, & d'y employer leurs capitaux à faire des provisions de marchandises

marchandises pour les vaisseaux qu'y doivent envoyer d'autres marchands résidens en Europe. Si les différens établissemens que les nations européennes ont obtenus dans l'Inde, n'étoient plus à des compagnies exclusives, & qu'ils fussent sous la protection immédiate du souverain, ils deviendroient une résidence sûre & commode, au moins pour les marchands des nations auxquelles ils appartiennent. Si, à une époque particulière, la portion du capital du pays qui se porteroit d'elle-même à ce commerce ne suffisoit pas pour toutes ses branches, ce seroit preuve que le pays se presse trop de le faire, & qu'il lui seroit plus avantageux d'acheter quelque tems des autres nations européennes les marchandises de l'Inde dont il a besoin, même à plus haut prix, que de les importer lui-même directement de l'Inde. Rarement perdrait-il par le haut prix de ces marchandises autant qu'il perd par la distraction d'une grande portion de son capital enlevé à des emplois plus nécessaires ou plus convenables aux circonstances où il se trouve.

Quoique les Européens possèdent des établissemens considérables sur la côte d'Afrique & aux Indes Orientales, ils

n'y ont pourtant pas encore des colonies aussi nombreuses & aussi florissantes que celles des isles & du continent de l'Amérique. Cependant l'Afrique & divers pays compris sous le nom général d'*Indes Orientales*, sont habités par des nations barbares. Mais ces nations n'étoient pas si foibles ni si faciles à vaincre que l'étoient les pauvres Américains sans défense & sans ressources; & d'ailleurs elles étoient plus peuplées, en proportion de la fertilité naturelle du sol qu'elles habitoient. Les nations les plus barbares des Indes Orientales & de l'Afrique étoient des peuples pasteurs, sans en excepter même les Hottentots; mais les naturels de toute l'Amérique, excepté le Mexique & le Pérou, étoient tous chasseurs; & il y a une grande différence entre le nombre de bergers & le nombre de chasseurs que peut faire subsister un territoire également étendu & fertile. Il étoit donc plus difficile de déplacer les naturels de l'Afrique & des Indes Orientales, & d'étendre les plantations européennes sur la plus grande partie des terres occupées par les Indigènes. Ajoutez que, comme on l'a déjà observé, le génie des compagnies exclusives est défavorable aux

progrès des nouvelles colonies, & qu'il a été probablement la principale cause de ce qu'elles en ont fait si peu dans les Indes Orientales. Les Portugais ont fait le commerce d'Afrique & des Indes Orientales sans compagnies exclusives ; & leurs établissemens à Congo, à Angola & Benguela sur la côte d'Afrique, & à Goa dans les Indes Orientales, quoique bridés par la superstition & par toutes les especes de mauvais gouvernement, ne laissent pas d'avoir quelque légère ressemblance avec les colonies de l'Amérique, & sont en partie occupés par des Portugais depuis plusieurs générations. Les établissemens des Hollandois au Cap de Bonne-Espérance & à Batavia sont aujourd'hui les deux plus fortes colonies européennes qu'il y ait en Afrique & dans l'Inde, & leur situation est singulièrement heureuse. Le Cap de Bonne-Espérance étoit habité par des peuples aussi barbares & aussi parfaitement incapables de se défendre que les naturels de l'Amérique. Il est d'ailleurs comme un lieu de repos à moitié chemin de l'Europe aux Indes Orientales, & presque tous les vaisseaux de l'Europe y faisant quelque séjour en allant & en revenant, la quantité de

provisions fraîches de toute espece, les fruits, & quelquefois le vin qu'ils y prennent en passant, en font un très-grand marché sur le surabondant du produit des colons. Batavia est pour les différentes contrées de l'Inde ce que le Cap de Bonne-Espérance est pour l'Inde & l'Europe. Elle se trouve sur la route la plus fréquentée de l'Indostan à la Chine & au Japon, & presque à moitié chemin. Presque tous les vaisseaux d'Europe qui vont en Chine touchent à Batavia, qui est encore le centre & la principale foire de tout ce qu'on appelle dans l'Inde le commerce du pays, non-seulement de celui qu'y font les Européens, mais aussi de celui qu'y font les naturels entr'eux; & on voit souvent dans son port des vaisseaux montés par des habitans de la Chine & du Japon, du Tunquin, de Malaca, de la Cochinchine & des isles Célèbes. Des situations si favorables ont mis ces deux colonies en état de surmonter tous les obstacles que le génie oppresseif des compagnies exclusives a pu opposer à leur agrandissement. Ces avantages ont fait triompher Batavia du climat même qui est peut-être le plus mal-sain qu'il y ait au monde.

Quoique les compagnies angloise & hollandoise n'aient pas établi d'autres colonies considérables dans les Indes Orientales, elles y ont fait de grandes conquêtes. Mais le génie des compagnies exclusives s'est montré sur-tout dans la manière dont elles ont gouverné leurs nouveaux sujets. Dans leurs isles à épiceries, les Hollandois brûlent tout ce qu'une année fertile produit au-delà de ce qu'ils peuvent vendre en Europe avec le profit qu'ils croient devoir y faire. Dans les isles où ils n'ont point d'établissement, ils donnent une récompense à ceux qui dépouillent les gérofliers & les muscadiers, qui y croissent naturellement, de leurs jeunes fleurs & de leurs feuilles vertes; & on dit que par cette barbare politique ils les y ont presque entièrement détruits. Ils ont même beaucoup réduit le nombre de ces arbres dans les isles où ils sont établis. Si le produit de ces dernières étoit plus grand qu'il ne conviendrait pour le profit qu'ils veulent y faire, ils craindroient que les naturels n'en vendissent aux autres nations, & ils imaginent que le meilleur moyen de s'affurer le monopole est d'empêcher que ce produit n'excède ce qu'ils en vendent eux-mêmes.

mes. Par différens expédiens oppreffifs, la population de plusieurs des Moluques fe trouve réduite à - peu - près au nombre qu'il faut pour fournir des provisions fraîches & les autres befoins de la vie à leurs inutiles garnifons & à ceux de leurs vaiffeaux qui viennent y charger des épiceries. On dit cependant que fous le gouvernement des Portugais même, ces ifles étoient paffablement garnies d'habitans. La compagnie angloife n'a pas encore eu le tems d'établir dans le Bengale un fyftême auffi parfaitement détructif. Mais le plan de fon gouvernement a exactement la même tendance. Il eft fouvent arrivé, à ce qu'on m'a certifié, que le chef ou le premier commis d'une factorerie ordonnoit à un payfan de labourer un riche champ de pavots & d'y femer du riz ou quelqu'autre grain. Le prétexte étoit de prévenir une difette; mais la véritable raifon étoit pour vendre plus cher une grande quantité d'opium qui lui reftoit. Dans d'autres occafions, quand le maître facteur comptoit fur un profit extraordinaire par le débit de l'opium, il faisoit labourer un champ de riz ou d'autre grain, pour y mettre des pavots. Les ferviteurs de la com-

pagne ont tenté plus d'une fois d'établir en leur faveur le monopole de quelque branche des plus importantes, non-seulement du commerce étranger, mais du commerce intérieur du pays. Si on les eût laissé faire, il étoit impossible que, dans un tems ou dans un autre, ils n'eussent entrepris de réduire la production dont ils auroient fait le monopole, je ne dis pas à la quantité qu'ils pouvoient en acheter, mais à celle qu'ils comptoient pouvoir vendre avec le profit qu'ils prétendoient; & par ce moyen, dans le cours d'un siècle ou deux, la compagnie angloise seroit devenue aussi complètement destructive que la compagnie hollandoise.

Ce plan destructif est pourtant ce qu'il y a de plus contraire à l'intérêt de ces compagnies considérées comme souveraines des pays qu'elles ont conquis. Presque par-tout le revenu du souverain est tiré de celui du peuple; & plus le peuple a de revenu, plus le produit des terres & du travail est grand, plus il peut payer au souverain. Mais si tel est l'intérêt de chaque souverain, c'est particulièrement celui du souverain dont tout le revenu provient presque entièrement de la rente des ter-

res. Cette rente est nécessairement toujours en proportion de la quantité & de la valeur du produit, & l'un & l'autre dépendent de l'étendue du marché. La quantité répondra toujours plus ou moins exactement à la consommation de ceux qui ont de quoi l'acheter, & le prix qu'ils en donneront fera toujours en proportion du nombre & de l'ardeur des concurrens qui veulent en avoir. En ce cas, il est donc évidemment de l'intérêt du souverain d'ouvrir au produit de son pays le marché le plus étendu, d'accorder la plus parfaite liberté au commerce, pour augmenter, autant qu'il est possible, le nombre & la concurrence des acheteurs, & par conséquent non - seulement d'abolir tout monopole, mais d'ôter toutes les entraves qui gênent le transport du produit domestique d'une partie du pays à l'autre & son exportation dans les pays étrangers, ou l'importation des marchandises de toute espèce contre lesquelles il peut être échangé. C'est ainsi qu'il doit naturellement augmenter la quantité & la valeur de ce produit, & conséquemment la part qui lui en revient ou son propre revenu.

Mais il paroît que des marchands ne font pas capables de se regarder & d'agir comme souverains, lors même qu'ils le font devenus. Ils regardent encore alors comme leur plus grande affaire le commerce ou le soin d'acheter pour revendre ; & , par une étrange absurdité, ils considèrent le personnage ou le caractère de souverain comme un simple accessoire à celui de marchand, comme quelque chose qui doit lui être subordonné, & qui doit servir à leur faire acheter dans l'Inde à meilleur marché & à vendre en Europe avec plus de profit. Ils tâchent pour cet effet d'écarter autant qu'ils peuvent tous les compétiteurs du marché des pays soumis à leur gouvernement, & par conséquent de réduire au moins quelque partie du surabondant de ces mêmes pays à ce qu'il faut précisément pour fournir ce qu'ils en demandent, ou ce qu'ils espèrent en vendre en Europe avec tel profit qu'ils jugent être un profit raisonnable. Leurs habitudes mercantiles les menent ainsi presque nécessairement, quoique peut-être insensiblement, à préférer dans toutes les occasions ordinaires le petit gain passager de monopoleur au grand & stable revenu de sou-

verain , & les conduiroient par degrés à traiter les pays fujets à leur domination comme les Hollandois traitent les Moluques.

Mais fi le génie de cette efpece de gouvernement eft effentiellement , & peut - être irrémédiablement vicieux dans ce qui concerne fa direction , même en Europe , celui de fon adminiftration dans l'Inde l'eft encore davantage. Cette adminiftration eft néceffairement compofée d'un confeil de marchands , profeflion fans doute extrêmement respectable , mais qui ne porte avec elle dans aucun endroit du monde cette forte d'autorité qui en impofe naturellement au peuple , & qui fait fe faire obéir fans faire aucune violence. Un confeil ainfi compofé ne peut commander la foumiffion que par la force qui l'accompagne , & fon gouvernement eft dès - lors néceffairement militaire & defpotique. Leur affaire propre eft cependant d'agir en marchands , c'eft de vendre pour le compte de leurs maîtres les marchandifes d'Europe qui leur font confiées , & d'acheter en retour des marchandifes de l'Inde pour être vendues en Europe ; c'eft de vendre les unes le plus cher , & d'acheter les autres le meilleur

marché possible, & conséquemment d'exclure, autant que faire se peut, tous les rivaux du marché particulier où ils tiennent leur boutique. Le génie de l'administration, en ce qui concerne le commerce de la compagnie, est donc le même que celui de la direction. Il tend à faire servir le gouvernement à l'intérêt du monopole, & par conséquent à réduire au moins certaines parties du surabondant du pays à ce qu'il faut simplement pour satisfaire à la demande de la compagnie.

D'ailleurs tous les membres de l'administration commerceront plus ou moins pour leur propre compte, & on leur défend en vain de le faire. Rien n'est moins sensé que de s'attendre que les commis d'un grand comptoir à trois ou quatre mille lieues de distance, & par conséquent presque entièrement hors de la vue de leurs commettans, aillent renoncer, sur un simple ordre de leurs maîtres, à toute affaire pour leur propre compte, & à toute espérance d'une fortune dont les moyens sont entre leurs mains, ni qu'ils se contentent des appointemens modérés qu'on leur donne, & qui, tout modérés qu'ils sont, ne peuvent guere augmenter, parce qu'ils

font aussi forts que le permettent les profits réels de la compagnie. Leur interdire cette liberté, c'est porter une loi qui ne peut guère avoir d'autre effet que celui de fournir aux employés supérieurs un prétexte pour opprimer ceux de leurs inférieurs qui ont le malheur de leur déplaire. Ceux qui servent la compagnie tâchent naturellement d'établir en faveur de leur commerce particulier le même monopole qui existe pour le commerce de leurs commettans. Si on les laissoit faire à leur gré, ils l'établiraient ouvertement & directement, en défendant à tout le monde de faire le commerce des articles qu'ils ont choisis pour le leur; & cette méthode franche seroit peut-être la meilleure & la moins oppressive. Mais s'ils reçoivent des ordres contraires de l'Europe, ils chercheront à l'établir secrètement & indirectement, c'est-à-dire, de la manière la plus ruineuse pour le pays. Ils employeront l'autorité du gouvernement, & pervertiront l'administration de la justice, pour tourmenter & ruiner ceux qu'ils trouveront en leur chemin dans quelque branche de commerce qu'ils auront jugé à propos de s'approprier, & qu'ils feront clandestinement

par des agens cachés, ou du moins qui ne feront pas avoués publiquement. Or le commerce particulier des commis s'étendra naturellement à une plus grande variété d'articles que le commerce public de la compagnie. Celui-ci n'embrasse que le commerce avec l'Europe, & une partie seulement du commerce étranger du pays; mais celui des commis s'étend à toutes les différentes branches du commerce tant intérieur qu'extérieur. Le monopole de la compagnie peut tendre uniquement à empêcher la production de cette partie du surabondant qu'on exporteroit en Europe, si le commerce étoit libre; celui de ses agens tend à mettre des bornes à la production naturelle de tous les objets dont ils trafiquent, de ce qui est destiné pour la consommation intérieure, aussi bien que de ce qui est destiné pour l'exportation, & conséquemment à dégrader la culture de tout le pays & à le dépeupler: il tend à réduire la quantité de toute sorte de produit, même celle des choses nécessaires à la vie, s'il plaît aux commis d'en faire commerce; il tend, dis-je, à la réduire à ce qu'ils peuvent en acheter & à ce qu'ils comp-

tent en vendre avec tel bénéfice qu'ils veulent en tirer.

Par la nature de leur situation, les commis doivent être aussi plus disposés à soutenir, avec une sévérité rigoureuse, leur propre intérêt contre celui du pays qu'ils gouvernent, que leurs maîtres ne peuvent l'être à soutenir les leurs. Le pays appartient à leurs maîtres, & des maîtres ne peuvent guère s'empêcher d'avoir quelque égard à l'intérêt de ce qui leur appartient. Mais il n'appartient pas aux commis. L'intérêt réel de leurs maîtres, s'ils étoient capables de l'entendre, est le même que celui du pays, & c'est seulement par ignorance & par la bassesse des préjugés mercantiles qu'ils viennent à l'opprimer. Mais l'intérêt réel des commis n'est point du tout le même avec celui du pays, & quand ils seroient parfaitement instruits, ils n'en seroient pas moins oppresseurs. Aussi les réglemens d'Europe, quoique souvent foibles, ont été communément dictés par de bonnes intentions. Il a paru quelquefois plus d'intelligence, & peut-être moins de bonne volonté, dans ceux qu'ont établis les commis. C'est un gouvernement bien singulier que celui où il tarde à chaque

membre de l'administration de quitter le pays & de n'avoir plus rien à faire avec le gouvernement, & où chaque membre, du moment qu'il en est dehors avec toute sa fortune, devient aussi parfaitement indifférent à tout ce qui s'y passe, que si le pays avoit été englouti par un tremblement de terre.

Par tout ce que je viens de dire, je n'entends pas attaquer par aucune imputation odieuse la réputation des serviteurs de la compagnie, encore moins celle de personne en particulier. C'est le système du gouvernement, la situation où ils sont placés, que je blâme, & non le caractère de ceux qui ont été employés. Ils ont agi selon la direction naturelle de leur position, & ceux qui ont crié le plus haut contr'eux n'auroient peut-être pas mieux fait qu'eux. Dans la guerre & les négociations, les conseils de Madras & de Calicut se sont conduits en plusieurs occasions avec une résolution & une sagesse décisives qui auroient fait honneur au sénat de Rome dans les plus beaux tems de la république. Cependant les membres de ces conseils ont été élevés dans des professions bien différentes de celles de la

guerre & de la politique. Mais leur situation seule , sans éducation , sans expérience , ou même sans exemples , semble avoir formé tout à coup en eux les grandes qualités qu'elle exigeoit , & leur avoir inspiré les talens & les vertus dont le germe leur étoit caché à eux-mêmes , & qu'ils possédoient sans s'en douter. Si donc elle les a élevés dans certaines occasions à des actions de magnanimité qu'on ne pouvoit guere attendre d'eux , nous ne devons pas nous étonner que dans d'autres elle les ait poussés à des exploits d'une nature un peu différente.

Ces fortes de compagnies sont donc préjudiciables à tous égards. Elles nuisent plus ou moins aux pays où elles sont établies , & sont destructives pour ceux qui ont le malheur de tomber sous leur gouvernement.



C H A P I T R E V I I I.

Des systèmes agricoles , ou de ces systèmes d'économie politique qui représentent le produit de la terre comme la seule ou la principale source du revenu & de la richesse de chaque pays.

LE système agricole d'économie politique ne demande pas une si longue explication que celle que j'ai cru devoir donner sur le système mercantile ou commerçant.

Autant que je puis le savoir , ce système , qui représente le produit de la terre comme la seule source du revenu & de la richesse de chaque pays , n'a jamais été adopté par aucune nation. Il n'existe aujourd'hui que dans les spéculations de quelques François qui ont beaucoup d'esprit & de savoir. Ce ne feroit sûrement pas la peine d'examiner au long les erreurs d'un système qui n'a jamais fait nulle part aucun mal , & qui n'en fera jamais. Je tâcherai cependant de développer aussi clairement que je pourrai les grands

traits de cet ingénieux système.

M. Colbert, ce fameux ministre de Louis XIV, étoit un homme de probité, qui avoit beaucoup d'industrie & de connoissances de détail, beaucoup d'expérience & de pénétration dans l'examen des comptes publics, & en un mot, des talens fort propres à introduire une méthode nouvelle & du bon ordre dans la perception & la dépense du revenu public. Ce ministre étoit malheureusement imbu de tous les préjugés du système mercantille. Comme ce système est dans sa nature & dans son essence un système d'entraves & de réglemens, il ne pouvoit guere manquer de plaire à un homme d'affaires, laborieux & pensif, accoutumé à régler les différens départemens des bureaux publics, & à établir des limites & des contrôles pour les tenir chacun dans sa sphere. Il s'efforça de régler l'industrie & le commerce d'un grand pays sur le même modele que ces départemens, & au lieu de permettre à chaque individu de suivre ses propres idées dans la recherche de son intérêt sur le plan honnête de l'égalité, de la liberté & de la justice, il donna des privilèges extraordinaires à certaines

branches de l'industrie , tandis qu'il mit à d'autres des entraves extraordinaires. Il n'étoit pas seulement disposé , comme les autres ministres de l'Europe , à encourager l'industrie des villes plus que celle de la campagne ; pour soutenir la première , il vouloit encore déprimer & abaisser la seconde. Pour que les habitans des villes eussent les vivres à meilleur marché , & pour encourager par ce moyen les manufactures & le commerce étranger , il défendit absolument l'exportation des grains , & il ferma aux habitans du pays les marchés étrangers qui leur auroient servi de débouchés pour la partie sans comparaison la plus considérable du produit de leur industrie. Cette prohibition , jointe , tant à la gêne que mettoient déjà les loix provinciales de France au transport des grains d'une province à l'autre , qu'aux taxes arbitraires & humiliantes qu'on levoit sur les cultivateurs dans presque toutes les provinces , décourage & retinat l'agriculture du royaume fort au dessous de l'état où elle seroit montée naturellement dans un sol si fertile & un si heureux climat. Cet état de découragement & d'abaissement fut senti plus

ou moins dans chaque partie du pays, & on fit différentes recherches pour en découvrir les causes. On trouva qu'une des principales étoit la préférence donnée par les institutions de M. Colbert, à l'industrie des villes sur celle de la campagne.

Si un jeune arbre est trop courbé d'un côté, dit le proverbe, il faut le courber autant de l'autre pour le redresser. Les philosophes françois qui ont représenté l'agriculture comme la seule source du revenu & de la richesse d'une nation, semblent avoir adopté cette maxime proverbiale, & comme on avoit fait trop de cas de l'industrie des villes en comparaison de celle de la campagne dans le plan de M. Colbert, on n'en fait certainement pas assez dans le système opposé.

Dans ce système, on divise en trois classes les différens ordres du peuple qui ont été supposés de tout tems contribuer au produit annuel des terres & du travail d'un pays. La première est celle des propriétaires des terres; la seconde celle des cultivateurs, des fermiers & des laboureurs ou gens qui travaillent à la terre, & que ces philosophes honorent du nom de classe

productive : la troisieme est celle des artisans, des manufacturiers & des marchands, qu'ils tâchent de dégrader par le nom humiliant de classe stérile ou qui ne produit rien.

La classe des propriétaires contribue au produit annuel par la dépense qu'ils peuvent faire dans les occasions pour l'amendement des terres, les bâtimens, les desséchemens, les clôtures & autres améliorations qu'ils peuvent faire ou entretenir, & qui peuvent mettre les cultivateurs en état d'avoir un plus grand produit avec le même capital, & par conséquent de payer une rente plus considérable. Cette rente avancée peut être regardée comme l'intérêt ou le profit qui revient au propriétaire sur la dépense ou le capital qu'il emploie ainsi à l'amélioration de sa terre. Ces dépenses dans ce système s'appellent *rentes foncières*.

Les cultivateurs ou fermiers contribuent au produit annuel par ce qu'on appelle dans ce système *dépenses primitives & dépenses annuelles*. Les dépenses primitives consistent dans les instrumens du labourage, dans le fonds du bétail, dans la semence, & dans la subsistance de la famille du fermier, des

serviteurs de la ferme & des bestiaux, au moins pendant une grande partie de la première année que la ferme est occupée, ou jusqu'à ce que le fermier ait recueilli quelque chose de la terre. Les dépenses annuelles consistent dans la semence, dans les réparations des instrumens du labourage, & dans l'entretien annuel des serviteurs & du bétail du fermier, & dans celui de sa famille, en tant qu'elle sert aux travaux de l'agriculture. Cette partie du produit de la terre qui reste après que la rente est payée doit être suffisante, premièrement, pour lui remplacer au bout d'un tems raisonnable, au moins pendant le tems du fermage, tout le capital de la dépense primitive, avec les profits ordinaires des fonds, & secondement, pour lui remplacer annuellement le total de ses dépenses annuelles, aussi avec les profits ordinaires des fonds. Ces deux sortes de dépenses sont deux capitaux que le fermier emploie à la culture, & à moins qu'ils ne lui rentrent régulièrement avec un profit raisonnable, il ne peut tenir cet emploi des fonds de niveau avec les autres; il faut qu'il se dépêche de l'abandonner & d'en chercher

quelqu'autre. Cette partie du produit de la terre qui est nécessaire pour mettre le fermier en état de faire valoir sa ferme, doit être considérée comme un fonds consacré à la culture, & auquel le propriétaire ne peut toucher sans diminuer le produit de sa terre, & s'il y touche, il ôtera au fermier, non-seulement le moyen de payer cette rente qui force nature, mais de payer même la rente raisonnable qu'il auroit pu prétendre sans cela. La rente qui appartient au propriétaire, n'est rien de plus que le produit net qui reste après qu'on a payé complètement toutes les dépenses nécessaires qui ont dû être faites pour avoir tout le produit. C'est parce que le travail des cultivateurs rapporte un produit net de cette espèce, en sus de tout ce qu'il faut pour payer complètement toutes ces dépenses, qu'on les distingue dans ce système par le titre honorable de classe productive. L'on y appelle par la même raison leurs dépenses primitives & annuelles, des dépenses productives, parce qu'outre qu'elles remplacent leur propre valeur, elles occasionnent la production annuelle de ce produit net.

On y décore du même nom de dépenses productives, les dépenses foncières, ou ce que le propriétaire met à l'amélioration de sa terre. Jusqu'à ce que toutes ces dépenses lui foyent rentrées, avec les profits ordinaires des fonds, par la rente avancée qu'il tire de sa terre, cette rente avancée doit être regardée comme sacrée & inviolable, tant par l'église, que par le roi : elle doit être exempte de dixmes & de taxes ; sans quoi, en décourageant l'amélioration de la terre, l'église s'oppose elle-même au futur accroissement de ses dixmes, & le roi à celui de ses taxes. Ainsi, comme dans un état des choses bien ordonné ces dépenses foncières reproduisent, non-seulement de la manière la plus complete leur propre valeur, mais qu'elles occasionnent au bout d'un certain tems la reproduction d'un produit net, elles sont considérées dans ce système comme dépenses productives.

Cependant les dépenses foncières du propriétaire, & les dépenses primitives & annuelles du fermier, sont les seules que ce système reconnoît pour productives. Toutes les autres dépenses, & tous les autres ordres du peuple,

ple, même ceux qui dans les idées communes passent pour être les plus productifs, y sont traités comme absolument stériles & ne produisant rien.

C'est sous ce dernier aspect que ce système présente les artisans & les manufacturiers, dont l'industrie augmente tant la valeur du produit brut de la terre, selon les idées ordinaires des hommes. Leur travail, dit-on, remplace seulement les fonds qu'on y emploie, en y ajoutant les profits ordinaires. Le fonds consiste dans les matières, les outils & le salaire avancés par celui qui les emploie, & c'est le fonds destiné pour les faire travailler & subsister. Les profits sont le fonds destiné pour la subsistance de l'entrepreneur. Comme celui-ci leur avance le fonds des matières, des outils & du salaire nécessaires pour les faire travailler, il s'avance à lui-même ce qu'il faut pour sa subsistance, qu'il proportionne généralement au profit qu'il compte faire sur le prix de leur ouvrage. À moins que ce prix ne lui rende la subsistance qu'il s'avance à lui-même, aussi bien que les matières, les outils & le salaire qu'il avance à ses ouvriers, il est évident qu'il ne lui rend pas toute la

dépense qu'il a faite. Ainsi les profits des manufactures ne sont pas, comme la rente de la terre, un produit net qui reste après le remboursement de toutes les dépenses faites pour les obtenir. Le fonds du fermier lui rapporte un profit, aussi bien que celui du maître manufacturier, & il rapporte encore une rente à une tierce personne; ce que ne fait pas celui du maître manufacturier. Ce qu'on dépense à faire travailler & subsister les artisans & les manufacturiers, ne fait donc qu'opérer simplement la continuation de sa propre valeur, sans produire une valeur nouvelle. Donc c'est une dépense absolument stérile & qui ne produit rien. Au contraire, la dépense qui fait travailler & subsister le fermier & ses ouvriers, n'opère pas seulement la continuation de sa valeur, elle en produit une nouvelle, qui est la rente du propriétaire. Elle est donc véritablement productive.

Le fonds mercantile est comme celui des manufactures, il ne produit rien; il continue seulement l'existence de sa valeur, sans en produire de nouvelle. Ses profits sont seulement le remboursement de la subsistance que le marchand s'avance à lui-même pendant

le tems qu'il employe son capital, ou jusqu'à ce qu'il en reçoive les retours; ils font seulement le remboursement d'une partie de la dépense qu'il a fallu faire en l'employant.

Le travail des artisans & des manufacturiers n'ajoute jamais rien à la valeur de tout le montant annuel du produit de la terre. Il ajoute, à la vérité, beaucoup à la valeur de certaines parties de ce produit; mais la consommation qu'il occasionne d'autres parties est précisément égale à la valeur qu'il ajoute à certaines, de manière que la valeur de tout le montant n'en est jamais plus grande dans un moment que dans un autre. La personne qui fait la dentelle d'une belle paire de manchettes, fera peut-être monter par son travail à la valeur de trente liv. st. une matiere qui ne coûte qu'un pening. Mais quoiqu'au premier coup-d'œil elle paroisse avoir donné une valeur six mille deux cents fois plus grande à une partie du produit brut, elle n'ajoute rien dans le fait à tout le montant de ce produit brut. Cette dentelle lui coûte peut-être deux ans de travail. Les trente liv. st. qu'elle en retire lorsqu'elle est finie,

ne font que le remboursement de la subsistance qu'elle s'est avancée à elle-même durant les deux ans qu'elle y a travaillé. La valeur qu'elle ajoute à la matière chaque jour, chaque mois, chaque année de son travail, ne fait que remplacer la valeur de sa consommation pendant ce jour, ce mois, cette année. Elle n'ajoute donc rien en aucun tems à tout le montant annuel du produit de la terre, la portion de ce produit qu'elle consomme continuellement étant toujours égale à la valeur qu'elle produit journellement. L'extrême pauvreté des personnes employées dans cette manufacture dispendieuse, quoique futile, peut nous convaincre que le prix de leur travail n'excède pas pour l'ordinaire la valeur de leur subsistance. Il n'en est pas de même du travail du fermier & de ceux qu'il emploie à la culture. La rente du propriétaire est une valeur que ce travail produit pour l'ordinaire continuellement en sus du remplacement complet de toute la consommation & de toute la dépense qu'il a fallu pour faire travailler & subsister le fermier & ses ouvriers.

Les artisans, les manufacturiers &

les marchands ne peuvent augmenter le revenu & la richesse de leur société que par l'épargne, ou, comme on s'exprime dans ce système, par la privation, c'est-à-dire, en se privant eux-mêmes d'une partie des fonds destinés pour leur subsistance. Ils ne reproduisent naturellement rien autre chose que ces fonds. Ainsi, à moins que naturellement ils n'en épargnent quelque partie, à moins qu'ils ne se privent annuellement de la jouissance qu'elle pourroit leur procurer, leur industrie ne peut jamais augmenter de la plus petite chose le revenu & la richesse de leur société. Au contraire, les fermiers & les ouvriers de la campagne peuvent jouir complètement de tous les fonds destinés à leur subsistance, & augmenter néanmoins en même tems le revenu & la richesse de leur société. Outre les fonds destinés pour leur subsistance, leur industrie donne annuellement un produit net, dont l'accroissement augmente nécessairement le revenu & la richesse de leur société. Les nations qui, comme la France & l'Angleterre, sont composées en grande partie de propriétaires & de cultivateurs, peuvent donc s'enrichir par

l'industrie & les jouissances. Les nations, au contraire, qui, comme la Hollande & Hambourg, sont principalement composées de marchands, d'artisans & de manufacturiers, ne peuvent s'enrichir que par l'épargne & la privation. La différence du caractère ordinaire de ces nations, répond à la différence de ces circonstances. Dans celui des premières entrent la libéralité, la franchise & la sociabilité; dans celui des autres, la lésinerie, la bassesse & l'intérêt personnel, incompatibles avec les plaisirs & les jouissances de la société.

La classe qui ne produit rien, celle des marchands, des artisans & des manufacturiers, est entretenue & employée entièrement aux frais des deux autres classes, celle des propriétaires & celle des cultivateurs. Elles lui fournissent les matières de son travail & le fonds de sa subsistance, le grain & le bétail qu'elle consomme tandis qu'elle travaille. Les propriétaires & les cultivateurs sont ceux qui payent en dernier ressort, & le salaire de tous les ouvriers de la classe qui ne produit rien, & les profits de tous ceux qui les emploient. Ces ouvriers & leurs maîtres sont pro-

prement les serviteurs des propriétaires & des cultivateurs. Ce sont des serviteurs du dehors, comme les domestiques le sont du dedans. Les uns & les autres sont également nourris & entretenus aux dépens des mêmes maîtres. Leur travail est également stérile, & n'ajoute rien à la valeur de la somme totale du produit de la terre. Au lieu d'augmenter la valeur de cette somme totale, ils font une charge & une dépense qu'il faut prendre sur elle.

Cependant la classe qui ne produit rien est non-seulement utile, mais fort utile aux deux autres classes. Moyennant l'industrie des marchands, des artisans & des manufacturiers, les propriétaires & les cultivateurs peuvent acheter les marchandises étrangères & le produit manufacturé de leur propre pays dont ils ont besoin, avec le produit d'une quantité de leur propre travail beaucoup moindre qu'elle ne seroit, s'ils étoient obligés d'importer les unes & de faire l'autre pour leur usage, sans avoir l'expérience & l'adresse nécessaires pour cela. La classe qui ne produit rien épargne aux cultivateurs des soins & des

embarras qui détourneraient leur attention de la culture des terres. Cette attention n'étant point partagée, la supériorité du produit qu'ils peuvent avoir en conséquence est pleinement suffisante pour payer toute la dépense qu'il leur en coûte, ainsi qu'aux propriétaires, pour faire subsister & travailler cette classe stérile. Quoique de sa nature l'industrie des marchands, des artisans & des manufacturiers, ne produise absolument rien, elle contribue cependant ainsi à augmenter le produit des terres. Elle augmente les facultés productives du travail productif, en leur permettant de s'appliquer tout entières à leur objet, la culture des terres; & la charrue va souvent mieux & plus facilement par le moyen du travail d'un homme dont l'occupation a le moins de rapport au labourage.

Les propriétaires & les cultivateurs ne peuvent jamais avoir le moindre intérêt à restreindre ou à décourager à aucun égard l'industrie des marchands, des artisans & des manufacturiers. Plus cette classe stérile aura de liberté, plus il y aura de concurrence dans tous les différens métiers qui la composent,

& moins les autres classes auront à payer pour les marchandises étrangères & le produit manufacturé du pays.

La classe qui ne produit rien n'a pas plus d'intérêt à opprimer les deux autres classes. Ce qui lui donne de l'emploi, & qui la fait vivre, est le surabondant du produit de la terre, ou ce qui en reste après en avoir déduit, premièrement, la subsistance des cultivateurs, &, secondement, celle des propriétaires. Plus il y a de ce surabondant, mieux elle vivra, plus elle sera employée. L'établissement de la justice, de la liberté & de l'égalité parfaites, est le secret tout simple d'assurer aux trois classes le plus haut degré de prospérité.

Les marchands, les artisans & les manufacturiers de ces Etats mercantiles qui, comme la Hollande & Hambourg, consistent principalement dans la classe qui ne produit rien, sont de même entretenus & employés entièrement aux frais des propriétaires & des cultivateurs des terres. La seule différence est que ces propriétaires & ces cultivateurs, placés la plupart à la distance la plus incommode des marchands, artisans & manufacturiers

auxquels ils fournissent les matieres de leur ouvrage & le fonds de leur subsistance, habitent des pays differens, & sont sujets d'autres gouvernemens.

Ces Etats mercantilles sont cependant utiles, & fort utiles aux habitans de ces autres pays. Ils remplissent en quelque sorte un vuide considerable, & tiennent la place des marchands, artisans & manufacturiers que les habitans du pays devroient avoir chez eux, & qu'ils n'ont pas, faute d'un bon gouvernement.

Ces nations terriennes, si on peut ainsi les nommer, ne peuvent jamais avoir intérêt à décourager ou à gêner l'industrie des Etats mercantilles, en imposant de gros droits sur leur commerce, ou sur les marchandises qu'ils leur fournissent. Ces droits, en renchérissant les marchandises, ne peuvent servir qu'à baisser la valeur réelle du surabondant du produit de leurs terres avec lequel, ou, ce qui revient au même, avec le prix duquel elles achètent ces marchandises. Au contraire, pour faire monter la valeur de ce surabondant, pour en encourager l'accroissement, & conséquemment l'amendement & la culture des terres,

l'expédient le plus efficace est d'accorder la plus parfaite liberté au commerce de toutes les nations mercantiles.

L'entiere liberté du commerce feroit même le moyen le plus sûr de se procurer chez soi, avec le tems, tous les artisans, manufacturiers & marchands dont on a besoin, & de remplir de la maniere la plus commode & la plus avantageuse le vuide important qu'on y sent.

Avec le tems, l'accroissement continu du surabondant des terres formeroit plus de capital qu'on n'en pourroit employer, avec un profit ordinaire, à leur amendement & à leur culture; & une partie de ce surabondant iroit naturellement à employer des artisans & des manufacturiers dans le pays. Or ces artisans & manufacturiers trouvant chez eux les matieres de leur travail & les fonds de leur subsistance, pourroient tout de suite, quoique n'ayant pas le même art & la même adresse que ceux des nations mercantiles, travailler à aussi bon marché qu'eux, par la raison qu'ils ne feroient pas obligés de les aller chercher si loin. Quand même, faute d'art &

d'adresse, ils ne pourroient travailler à aussi bon marché de quelque tems, comme ils trouveroient chez eux le débit de leur ouvrage, ils feroient encore en état de le vendre au même prix que les artisans & manufacturiers de ces Etats mercantilles vendent le leur, qu'ils sont obligés d'apporter de fort loin, & à mesure qu'ils acqueroient de l'art & de l'adresse, ils pourroient le vendre à meilleur marché qu'eux. Ils deviendroient donc d'abord leurs rivaux dans le marché intérieur, ensuite ils l'emporteroient, parce qu'ils vendroient à meilleur compte, & enfin ils les supplanteroient. Avec le tems, le prix des manufactures de ces nations terriennes diminuant encore en conséquence des progrès des arts & métiers, la vente de leurs marchandises ne se borneroit plus au marché intérieur, elle s'étendrait à plusieurs marchés étrangers, d'où elle excluroit de même par degré plusieurs manufactures de ces nations mercantilles.

Avec le tems, l'accroissement continu du produit brut & manufacturé de ces nations terriennes donneroit plus de capital qu'on n'en pourroit employer avec le taux ordinaire du

profit, soit dans l'agriculture, soit dans les manufactures. Le surplus de ce capital se tourneroit naturellement au commerce étranger, & feroit employé à exporter chez les autres nations la partie de l'un & l'autre produit qui excéderoit ce qu'il en faudroit pour le pays. Dans cette exportation, les marchands d'une nation terrienne auroient sur ceux des nations mercantilles un avantage pareil à celui qu'ont ses artisans & ses manufacturiers sur ceux de ces mêmes nations, l'avantage de trouver chez eux la cargaison, les provisions & les vivres, que les autres sont obligés d'aller chercher bien loin. Ainsi, avec moins d'art & d'habileté dans la navigation, ils seroient en état de vendre leur cargaison aux étrangers à aussi bon marché que les marchands des nations mercantilles, & avec le même art & la même habileté dans la navigation ils seroient en état de la vendre à meilleur marché. Ils deviendroient donc aussi-tôt les rivaux de ces nations mercantilles dans cette branche de commerce étranger, & avec le tems ils les en excluroient entièrement.

Pour qu'une nation terrienne pûss-

se élever dans son sein des artisans , des manufacturiers & des marchands , il n'y a donc point de méthode plus avantageuse , selon cet honnête & généreux système , que celle de laisser une parfaite liberté de commerce aux artisans , manufacturiers & marchands de toutes les autres nations. Par cette méthode , elle fait monter la valeur du surabondant du produit de ses terres , dont l'accroissement continuél établit , par degrés , un fonds qui , avec le tems , fait naître nécessairement chez elle les artisans , les manufacturiers & les marchands dont elle a besoin.

Lorsqu'une nation terrienne opprime , au contraire , par de gros droits ou des prohibitions , le commerce des nations étrangères , elle se fait tort à elle-même en deux manieres. Premièrement , en faisant monter le prix de toutes les marchandises étrangères & de toutes les espèces de manufactures , elle fait nécessairement baisser la valeur réelle du surabondant du produit de ses terres , surabondant avec lequel , ou , ce qui revient au même , avec le prix duquel elle achete ces marchandises étrangères & ces manufactures. Secondement , en donnant une

espece de monopole dans le marché intérieur à ses marchands , artisans & manufacturiers , elle fait hauffer le taux du profit mercantille & manufacturier en proportion de celui du profit agricole , & conséquemment elle fait sortir de l'agriculture une partie du capital qu'on y employoit auparavant , ou empêche qu'on n'y place tout ce qu'on y auroit placé. Cette politique décourage donc l'agriculture en deux manieres ; premièrement , en faisant baisser la valeur réelle de son produit , & par-là le taux de son profit , & secondement , en haussant le taux du profit dans tous les autres emplois.

Quand cette politique oppressive seroit capable de donner à une nation terrienne , des artisans , des manufacturiers & des marchands , plutôt qu'elle n'en auroit eu autrement , ce qui est fort douteux , ils s'y formeroient prématurément & avant terme. En élevant trop vite une espece d'industrie , on en abaisseroit une autre plus précieuse & plus estimable. On élèveroit celle qui remplace seulement le fonds qui l'employe avec le profit ordinaire ; on abaisseroit celle qui , ou-

tre le remplacement du fonds avec son profit, donne encore un produit net, une rente quitte au propriétaire. On déprimerait le travail productif, en se pressant trop d'encourager un travail qui ne produit rien.

M. Quesnai, l'auteur ingénieux & profond de ce système, représente par quelques formulaires arithmétiques comment, dans ce système, la somme totale du produit annuel se distribue parmi les trois classes ci-dessus, & comment le travail de la classe qui ne produit rien, ne fait que remplacer la valeur de sa consommation, sans rien ajouter à la valeur de cette somme totale. Le premier de ces formulaires y est appelé par excellence *table économique*. Il représente la manière dont l'auteur suppose que cette distribution se fait dans un État de la plus parfaite liberté, & par conséquent de la plus grande prospérité; dans un État où le produit annuel donne le plus grand produit net possible, & où chaque classe a dans ce produit la part qu'elle doit avoir. Quelques autres formulaires montrent ensuite la manière dont l'auteur suppose que cette distribution se fait dans les différens

Etats de gêne & de réglemeut , où la classe des propriétaires, ou bien celle qui ne produit rien , est plus favorisée que celle des cultivateurs , & où l'une ou l'autre des premières empiète plus ou moins sur la part qui devroit revenir à la dernière. Toute usurpation de cette nature, toute violation, ou tout dérangement de cette distribution naturelle qu'établirait une parfaite liberté, doit nécessairement, dans ce système, dégrader plus ou moins d'une année à l'autre la valeur & la somme totale du produit annuel, & doit nécessairement occasionner une décadence graduelle dans la richesse réelle & le revenu de la société, une décadence dont les progrès seront plus ou moins lents, selon le degré de cette usurpation, & selon que cette distribution naturelle qu'établirait la plus parfaite liberté sera plus ou moins violée. Ces formulaires qui viennent à la suite représentent les différens degrés de décadence qui, suivant ce système, correspondent aux différens degrés d'usurpation ou de violation de cette distribution naturelle.

Quelques médecins spéculatifs semblent avoir imaginé que la santé du corps humain ne peut se conserver

que par un certain régime précis de diete & d'exercice, dont la plus petite transgression occasionne nécessairement quelque degré d'indisposition ou de maladie proportionné au degré dans lequel on s'en écarte. L'expérience paroît cependant prouver que le corps se conserve souvent, au moins selon toutes les apparences, dans la plus parfaite santé, en suivant une grande variété de régimes tous différens, & même quelques-uns qui ne passent pas généralement pour être fort sains. Mais le corps d'un homme bien pourtant semble contenir en lui-même quelque principe inconnu de conservation, capable de prévenir ou de corriger, à bien des égards, les mauvais effets d'un régime défectueux. M. Quesnai, qui étoit lui-même un médecin, & un médecin fort spéculatif, paroît avoir eu une semblable idée du corps politique, & s'être imaginé qu'il ne pouvoit profiter & prospérer que sous un certain régime précis, le régime exact de la justice & de la liberté parfaites. Il semble n'avoir pas fait attention que dans le corps politique l'effort naturel que chaque homme fait pour améliorer sa condition, est un principe de

conservation capable de prévenir & de corriger, à bien des égards, les mauvais effets d'une économie politique partielle & oppressive à un certain degré. Quoiqu'une telle économie politique retarde, sans doute, plus ou moins le progrès naturel d'une nation vers la richesse & la prospérité, elle n'est cependant pas toujours capable de l'arrêter, & encore moins de la faire rétrograder. Jamais nation n'auroit prospéré si la prospérité ne se trouvoit qu'où regnent la parfaite liberté & la parfaite justice. La sagesse de la nature a mis heureusement dans le corps politique une ample provision de remèdes pour bien des mauvais effets de la folie & de l'injustice de l'homme, comme elle a mis dans le corps humain de quoi parer ou remédier à ceux de la paresse & de l'intempérance.

Cependant l'erreur capitale de ce système consiste, ce semble, à représenter la classe des artisans, des manufacturiers & des marchands, comme absolument stérile & ne produisant rien. Les observations suivantes peuvent servir à montrer combien cette assertion est mal fondée.

1^o. On reconnoît que cette classe

reproduit annuellement la valeur de sa consommation annuelle, & continue au moins de faire exister le fonds, ou le capital qui l'entretient & l'emploie. Or n'y eût-il que cette reproduction, il paroît que cette classe est appelée mal-à-propos stérile. Nous ne qualifierions pas de mariage stérile celui qui ne produiroit qu'un garçon & une fille pour remplacer le pere & la mere, & qui, sans augmenter le nombre des individus qui composent l'espèce humaine, le conserveroit tel qu'il est. Il est vrai que les fermiers & les garçons laboureurs reproduisent un produit net, une rente quitte au propriétaire, en fus du fonds qui les fait subsister & travailler. Comme un mariage qui donne trois enfans est plus productif que celui qui n'en donne que deux, de même le travail du fermier & de ses ouvriers produit certainement plus que celui des marchands, artisans & manufacturiers. Mais le produit supérieur d'une classe ne rend pas l'autre stérile & non productive.

2°. Par cette raison l'on a tort de représenter les artisans, les manufacturiers & les marchands, sous le même point de vue que les domestiques.

Le travail des domestiques ne continue pas de faire exister le fonds qui les nourrit & les employe. Ils vivent & sont employés entièrement aux dépens de leurs maîtres, & l'ouvrage qu'ils font n'est pas de nature à rembourser cette dépense. Il ne reste rien de leurs services, qui périssent dans le moment, & qui ne se fixent ou ne se réalisent point dans aucune marchandise vénale qui puisse remplacer la valeur de leurs gages & de leur subsistance. Le travail des artisans, des manufacturiers & des marchands, se fixe, au contraire, & se réalise dans quelque marchandise vénale. C'est par cette raison que dans le chapitre où je traite du travail productif j'ai placé les artisans, les manufacturiers & les marchands dans la classe des ouvriers productifs, & les domestiques dans celle qui ne produit rien.

3°. Il semble que dans toute hypothèse on ait tort de dire que le travail des artisans, des manufacturiers & des marchands n'augmente pas le revenu réel de la société. Quand on supposeroit, par exemple, comme on paroît le supposer dans ce système, que ce que cette classe consom-

me en un jour, en un mois, ou en un an, égale exactement la valeur de ce qu'elle produit par jour, par mois, par année, il ne s'en suivroit pas que son travail n'ajoute rien à la valeur réelle du produit annuel des terres & du travail de la société. Par exemple, quoiqu'un artisan qui fait dans les six premiers mois après la récolte pour dix liv. st. d'ouvrage, consume pendant le même espace de tems pour la valeur de dix liv. st. de bled & d'autres choses nécessaires, il ne laisse pas d'ajouter la valeur de dix livres sterlings au produit annuel de la terre & du travail de la société. Tandis qu'il a consommé du bled & d'autres choses nécessaires pour une demi-année de revenu de dix liv. st., il a fait un ouvrage d'une valeur égale capable d'acheter, soit pour lui, soit pour quelqu'autre, un égal revenu d'une demi-année. Par conséquent, la valeur de ce qu'il a consommé & produit durant ces six mois, est égale non à dix, mais à vingt liv. st. Il est possible, à la vérité, qu'il n'y ait jamais eu de moment où il ait existé de cette valeur plus de dix liv. st. Mais si le bled & les autres choses nécessaires valant ce

prix , qui ont été consommés par l'artisan, l'avoient été par un soldat ou par un domestique , la valeur de cette partie du produit annuel qui existoit à la fin des six mois, auroit été de dix liv. st. moindre qu'elle n'est actuellement en conséquence du travail de l'artisan. Ainsi quand la valeur de ce que l'artisan produit ne seroit jamais en aucun instant plus grande que la valeur de ce qu'il consomme à chaque instant, néanmoins la valeur existante des marchandises à vendre se trouve plus grande, en conséquence de ce qu'il produit.

Lorsque les partisans de ce système avancent que la consommation des artisans , des manufacturiers & des marchands , est égale à la valeur de ce qu'ils produisent, ils n'entendent probablement autre chose, sinon que leur revenu ou le fonds destiné pour leur consommation est égal à cette valeur. Mais s'ils s'étoient exprimés plus exactement, & qu'ils eussent dit simplement que le revenu de cette classe étoit égal à la valeur de ce qu'elle produisoit, le lecteur auroit pensé tout de suite que ce que cette classe épargneroit naturellement sur son revenu devoit

nécessairement augmenter plus ou moins la richesse réelle de la société. Pour présenter donc quelque chose qui ressemblât à un argument, il falloit s'exprimer comme ils ont fait; & cet argument, en admettant même que les choses seroient actuellement comme ils semblent les supposer, ne se trouveroit point du tout concluant.

4°. Les fermiers & les ouvriers de la campagne ne peuvent pas plus augmenter sans épargne le revenu réel, le produit annuel des terres & du travail de la société, que les artisans, les manufacturiers & les marchands. Le produit annuel des terres & du travail d'une société ne peut être augmenté qu'en deux manières; 1°. par le perfectionnement des facultés productives du travail utile qu'elle entretient actuellement; 2°. par quelque accroissement dans la quantité de ce travail.

Le perfectionnement des facultés productives du travail utile dépend, 1°. des degrés d'habileté qu'acquiert l'ouvrier; 2°. des machines avec lesquelles il travaille. Or comme le travail des artisans & des manufacturiers est capable d'une plus grande subdivision,

& que celui de chaque ouvrier peut être réduit à une plus grande simplicité d'opérations que celui des fermiers & des laboureurs, il est aussi plus susceptible de ces deux sortes d'améliorifemens. A cet égard, la classe des cultivateurs ne peut donc avoir aucune sorte d'avantage sur celle des artisans & des manufacturiers.

L'augmentation dans la quantité du travail utile dépend nécessairement du capital qui l'emploie, & à son tour l'augmentation de ce capital est nécessairement égale au montant des épargnes faites sur le revenu ou des personnes particulières qui administrent & dirigent l'emploi de ce capital, ou de quelques autres personnes qui le leur prêtent. Si, comme ce système paroît le supposer, les marchands, les artisans & les manufacturiers ont naturellement plus de penchant à la parcimonie & à l'épargne, que les propriétaires & les cultivateurs, jusques-là ils doivent naturellement augmenter davantage la quantité de travail utile employé dans leur société, & conséquemment augmenter davantage son revenu réel, le produit annuel de ses terres & de son travail.

5°. Et en dernier lieu, quand on supposeroit, avec ce système, que le revenu des habitans d'un pays consisteroit entièrement dans la quantité de subsistance qu'ils se procurent par leur industrie, dans cette supposition même le revenu d'un pays commerçant & manufacturier, toutes choses d'ailleurs égales, seroit toujours plus grand que celui d'un pays qui n'auroit ni commerce ni manufactures. Par le moyen du commerce & des manufactures, on peut importer dans un pays plus de subsistance que ses propres terres ne peuvent lui en donner dans l'état actuel de la culture. Quoique les habitans d'une ville n'aient point de terres à eux, ils ne laissent pas de se procurer de chez les autres, par leur industrie, une quantité de produit brut qui leur fournit non seulement les matières de leurs ouvrages, mais encore le fonds de leur subsistance. Ce qu'est une ville à l'égard de la campagne de son voisinage, un Etat indépendant peut l'être à l'égard des autres Etats. Ainsi la Hollande tire une grande partie de sa subsistance des autres pays, le bétail en vie du Holstein & du Jutland; & le bled de presque toutes les

nations de l'Europe. Une petite quantité de produit manufacturé achete une grande quantité de produit brut. Un pays commerçant & manufacturier achete donc, avec une petite partie de son produit manufacturé, une grande partie du produit brut des autres pays; tandis qu'au contraire, un pays sans commerce & sans manufactures est généralement obligé de donner une grande partie de son produit pour une fort petite partie du produit manufacturé des autres pays. L'un exporte ce qui ne donne la subsistance & ne convient qu'à un fort petit nombre, & importe de quoi faire subsister & accommoder un grand nombre; l'autre exporte de quoi faire subsister & accommoder un grand nombre, & importe ce dont peu de gens peuvent subsister & s'accommoder. Les habitans de l'un ont toujours plus de subsistance que leurs terres n'en donneroient dans l'état présent de la culture, les habitans de l'autre en ont moins.

Ce système, avec toutes ses imperfections, est cependant ce qu'on a publié de plus approchant du vrai sur le sujet de l'économie politique, & par-là il est digne de l'attention de tout

homme qui veut examiner sérieusement les principes de cette importante science. Quoique les idées qu'il inculque en représentant le travail de la terre comme le seul productif, foyent peut-être trop étroites, sa doctrine paroît aussi juste qu'honnête & généreuse, lorsqu'il représente la richesse des nations comme consistant non dans l'argent qu'on ne consomme point, mais dans les biens qui se consomment & que la terre produit annuellement par le travail de l'industrie, & en représentant la parfaite liberté comme le seul véritable expédient pour que cette reproduction soit la plus grande possible. Ses partisans sont nombreux; & comme les hommes aiment les paradoxes, parce qu'ils aiment à passer pour comprendre ce qui surpasse l'intelligence ou la portée ordinaire de leurs semblables, les paradoxes qu'on y trouve sur l'infécondité du travail manufacturier n'ont peut-être pas peu contribué à augmenter le nombre de ses admirateurs. Ils ont fait depuis quelques années une secte assez considérable, distinguée en France, dans la république des lettres, par le nom d'*économistes*. Leurs ouvrages ont été certainement de quelque

utilité à leur pays, non-seulement en tournant l'attention & la discussion générale sur plusieurs sujets qui n'avoient pas été bien examinés auparavant, mais en influant sur quelque démarche de l'administration publique, en faveur de l'agriculture. C'est en conséquence de leurs représentations, qu'on l'a délivrée de plusieurs sortes d'oppressions. La durée des baux, ou leur validité contre tout acheteur ou propriétaire futur, a été portée de neuf ans à vingt-sept. On a levé entièrement toutes les entraves qui gênoient le transport du bled d'une province du royaume à l'autre, & l'exportation libre a été établie comme une loi commune du royaume, dans tous les cas ordinaires. Cette secte a fourni beaucoup d'auteurs qui traitent dans leurs ouvrages, non-seulement de ce qu'on appelle proprement *économie politique*, ou *de la nature & des causes de la richesse des nations*, mais de toute autre branche de gouvernement civil. Tous suivent fidèlement & sans aucune variation sensible la doctrine de M. Quesnai. C'est pourquoi l'on trouve peu de variété dans la plus grande partie de

leurs ouvrages. L'exposé le plus net & le plus suivi de cette doctrine, est dans un petit livre de M. Mercier de la Riviere, quelque tems intendant de la Martinique, intitulé: *l'ordre naturel & essentiel des sociétés politiques*. L'admiration de tous les gens de la secte pour leur maître, qui étoit un homme de la plus grande modestie & de la plus grande simplicité, ne le cède point à celle d'aucune ancienne secte de philosophes pour son fondateur. Depuis que le monde existe, dit un auteur laborieux & respectable, le marquis de Mirabeau, il y a eu trois grandes inventions qui ont le plus contribué à donner de la stabilité aux sociétés politiques, indépendamment de plusieurs autres qui les ont ornées & enrichies. La première est l'invention de l'écriture, qui seule donne à la nature humaine le pouvoir de transmettre sans altération ses loix, ses contrats, ses annales & ses découvertes. La seconde est l'invention de la monnoie, qui lie tous les rapports entre les nations civilisées. La troisième est la table économique, le résultat des deux autres, qui les complete en perfectionnant leur objet, la grande découverte de

notre siècle, & dont notre postérité recueillera le fruit.

Si l'économie politique des nations de l'Europe moderne a été plus favorable aux manufactures & au commerce étranger, qui sont l'industrie des villes, qu'à l'agriculture, qui est l'industrie de la campagne, d'autres nations se sont conduites sur un plan différent, & ont donné plus de faveur à l'agriculture qu'aux manufactures & au commerce étranger.

La politique de la Chine favorise plus l'agriculture que toute autre chose. On dit qu'à la Chine la condition d'un laboureur est fort supérieure à celle d'un artisan, au lieu que dans la plus grande partie de l'Europe celle d'un artisan l'est à celle d'un laboureur. A la Chine, la grande ambition de chacun est d'avoir un petit morceau de terre en propriété ou en fermage, & on assure que les baux s'y donnent à des conditions bien modérées & avec la sûreté convenable pour les preneurs. Les Chinois font peu de cas du commerce étranger. *Votre misérable commerce*, disoient souvent les mandarins de la Chine à M. Langlet, envoyé de

Russie. Aussi ne font-ils eux-mêmes, & avec leurs propres navires, que peu ou point de commerce étranger, si ce n'est avec le Japon, & ils n'admettent les vaisseaux des nations étrangères que dans deux ou trois de leurs ports. Le commerce étranger y est donc resserré dans un cercle bien plus étroit qu'il ne seroit si on lui donnoit plus de liberté, soit dans les vaisseaux même de la Chine, soit dans ceux des autres nations.

Dans presque tous les pays, les manufactures sont le grand aliment du commerce étranger, parce que leurs productions contenant une grande valeur sous un petit volume, elles peuvent se transporter à moins de frais que la plupart des espèces de produit brut. Réciproquement elles ont généralement besoin du commerce étranger, dans les pays moins étendus que la Chine, & moins bien disposés pour le commerce intérieur. Sans lui elles ne pourroient être florissantes ni dans les pays d'une médiocre étendue qui ne fournissent qu'un petit marché, ni dans ceux où la communication entre une province & une autre est si difficile, qu'on ne peut y transporter d'un

endroit à l'autre tout ce que fournit le marché intérieur. Il faut se souvenir que la perfection de l'industrie manufacturière dépend absolument de la division du travail, & que, comme on l'a déjà observé, le degré où cette division peut être portée dans un pays est nécessairement réglé par l'étendue du marché. Or la Chine est d'une si vaste étendue, ses habitans sont en si grand nombre, il y a tant de variétés dans le climat, & par conséquent dans les productions de ses différentes provinces, & la communication par eau est si facile entre la plupart d'entr'elles, que le seul marché de cet empire suffit pour soutenir de grandes manufactures, & pour admettre des subdivisions considérables de travail. Le marché intérieur de la Chine est peut-être d'une étendue qui ne le cède guère au marché de tous les différens pays de l'Europe pris ensemble. Les manufactures ne pourroient cependant guère manquer d'y faire de grands progrès, & les facultés productives de l'industrie manufacturière de s'y perfectionner, si à ce grand marché intérieur elle ajoutoit plus de commerce étranger, ou un marché qui

embrassât tout le reste du monde , & spécialement si elle faisoit une grande partie de ce commerce avec ses propres vaisseaux. Avec une navigation plus étendue, les Chinois apprendroient naturellement l'art d'employer & de construire eux-mêmes toutes les différentes machines dont on se sert dans les autres pays , aussi bien que tous les autres perfectionnemens de l'art & de l'industrie pratiqués dans les diverses parties du monde. Dans leur système actuel , ils n'ont guere d'occasions de se perfectionner que par l'exemple des Japonois.

La politique de l'ancienne Egypte & celle du gouvernement de l'Indostan paroissent avoir favorisé l'agriculture plus que toute autre profession.

Dans l'ancienne Egypte & dans l'Indostan , tout le corps du peuple étoit divisé en différentes castes ou tribus, dont chacune garde de pere en fils sa profession particuliere. Le fils d'un prêtre est nécessairement prêtre, celui d'un soldat est soldat, celui d'un laboureur un laboureur, celui d'un tisserand un tisserand, celui d'un tailleur un tailleur, &c. Dans ces deux pays, la caste des prêtres étoit la premiere, celle des sol-

dat la dernière, & celle des fermiers & des laboureurs étoit supérieure à celle des artisans & des manufacturiers.

Leur gouvernement étoit particulièrement attentif à l'intérêt de l'agriculture. Les ouvrages construits par les anciens souverains de l'Egypte pour distribuer commodément les eaux du Nil, étoient fameux dans l'antiquité, & leurs ruines font encore l'admiration des voyageurs. Ceux qui furent construits par les anciens souverains de l'Indostan pour la distribution des eaux du Gange & de plusieurs autres rivières, quoique moins célèbres, ne leur étoient pas inférieurs. Aussi ces deux contrées, quoiqu'accidentellement sujettes à des chertés, ont été fameuses pour leur fertilité. Quoiqu'extrêmement peuplées, elles pouvoient, dans les années d'une abondance médiocre, exporter de grandes quantités de grains à leurs voisins.

Les anciens Egyptiens avoient pour la mer une aversion superstitieuse, & comme la religion des Gentous ne permettoit pas à ses sectateurs d'allumer du feu, ni conséquemment de faire la cuisine sur l'eau, elle défendoit, en effet, tous les longs voyages par mer.

Il falloit que les Egyptiens & les Indiens dépendissent absolument de la navigation des autres nations, pour l'exportation du surabondant de leur produit, & cette dépendance, en bornant le marché, décourageoit nécessairement l'augmentation de ce surabondant. Elle décourageoit celui du produit manufacturé encore plus que celui du produit brut. Les manufactures demandent un marché beaucoup plus étendu que les parties du produit brut les plus importantes. Un seul cordonnier fera plus de trois cents paires de souliers par an, & sa famille n'en usera peut-être pas six paires. Ainsi, à moins qu'il n'ait pour pratiques au moins cinquante familles comme la sienne, il ne peut se défaire de tout le produit de son travail. La classe la plus nombreuse d'artisans, dans un grand pays, fera rarement plus d'un cinquantieme ou d'un centieme dans le nombre de toutes les familles qu'il contient. Quelques auteurs ont supputé que dans de grands pays, tels que la France & l'Angleterre, le nombre de gens employés à l'agriculture étoit la moitié, selon quelques-uns le tiers, ou selon d'autres au moins la cinquieme partie des habitans. Mais,

comme la plus grande partie du produit de l'agriculture de la France & de l'Angleterre se consomme chez elles, chaque personne qui y travaille n'a guere besoin, selon ces calculs, que d'une, deux ou au plus quatre familles comme la sienne, pour trouver le débit du produit de son travail. Ainsi, sous le découragement d'un marché resserré, l'agriculture se soutiendra beaucoup mieux que les manufactures. Véritablement, dans l'ancienne Egypte & dans l'Indostan, le resserrément du marché étranger se trouvoit en quelque sorte compensé par la commodité des navigations intérieures, qui ouvroient, de la maniere la plus avantageuse, toute l'étendue du marché intérieur à chaque partie du produit de chaque canton du pays. La grande étendue de l'Indostan formoit aussi au dedans un fort grand marché, suffisant pour soutenir une grande diversité de manufactures. Mais le peu d'étendue de l'ancienne Egypte, qui ne fut jamais égale à l'Angleterre, doit avoir rendu, en tout tems, le marché intérieur du pays trop étroit pour soutenir une grande variété de manufactures. Aussi le Bengale, qui est de toutes les provinces

de l'Indostan celle qui exporte communément le plus de riz, a toujours été plus remarquable par l'exportation de ses manufactures que par celle de ses grains. Au contraire, quoique l'ancienne Egypte exportât quelques manufactures, particulièrement de belle toile, ainsi que d'autres marchandises, on l'a toujours plus distinguée pour son exportation des grains. Elle fut long-tems le grenier de l'empire romain.

Les souverains de la Chine, de l'ancienne Egypte & des différens royaumes dans lesquels a été divisé l'Indostan dans divers tems, ont toujours tiré tout leur revenu, ou du moins la partie la plus considérable de leur revenu, de quelque espece de taxe ou de rente sur les terres. Cette taxe ou rente, comme les dixmes en Europe, consistoit dans une certaine proportion, dans le cinquieme, a ce qu'on dit, du produit des terres, qui étoit délivré en nature ou payé en argent selon une certaine évaluation, & qui par conséquent varioit d'une année à l'autre, ainsi que le produit. Il étoit donc naturel que les souverains de ces pays-là donnaissent une attention particuliere à l'intérêt de l'agriculture, de la prospérité & de la

décadence de laquelle dépendoit immédiatement l'accroissement ou la diminution de leur revenu.

Quoique la politique des anciennes républiques de Grece & de Rome honorât plus l'agriculture que les manufactures & le commerce étranger, elle semble cependant avoir plutôt découragé les unes qu'avoir encouragé l'autre directement & de propos délibéré. Le commerce étranger étoit absolument défendu dans plusieurs des anciens Etats de la Grece ; & dans plusieurs autres, les métiers d'artisan & de manufacturier étoient regardés comme nuisibles à la force & à l'agilité du corps humain, comme le rendant incapable de ces habitudes que leurs exercices militaires & gymnastiques cherchoient à lui donner, & par-là même comme le rendant plus ou moins inepte à supporter les fatigues & affronter les dangers de la guerre. On y considéroit ces sortes d'occupations comme convenant seulement à des esclaves, & on détendoit aux citoyens libres d'un Etat de les exercer. Dans les Etats même où cette défense n'avoit pas lieu, comme à Rome & à Athenes, le grand corps du peuple ne laissoit pas d'être exclu

par le fait de tous les métiers qui sont actuellement exercés par la plus basse classe des habitans des villes. Ils l'étoient à Athènes & à Rome par les esclaves des riches au profit de leurs maîtres, dont l'opulence, le pouvoir & la protection mettoient un pauvre citoyen libre presque dans l'impossibilité de trouver le débit de son ouvrage, quand il se trouvoit en concurrence avec eux. Cependant les esclaves sont rarement inventifs, & ce sont des hommes libres qui ont fait toutes les principales découvertes, soit dans les machines, soit dans l'arrangement & la distribution des tâches, qui facilitent & abrègent le travail. Si un esclave avoit proposé quelque amélioration de ce genre, son maître eût été porté à croire qu'elle lui auroit été suggérée par la paresse & le desir de s'épargner de la peine aux dépens de son maître. Le pauvre esclave, au lieu d'une récompense, auroit été probablement maltraité de paroles & peut-être d'effet. Il falloit donc généralement plus de travail dans une manufacture d'esclaves, que dans une composée d'hommes libres, pour exécuter la même quantité d'ouvrage. Par cette raison, l'ouvrage des premiers doit

généralement avoir été plus cher que celui des derniers. M. de Montesquieu remarque que les mines de Hongrie ont toujours été exploitées à moins de frais que les mines turques du voisinage, quoiqu'elle ne soit pas plus riche. Les mines turques sont exploitées par des esclaves, & les bras de ces esclaves sont les seules machines que les Turcs sachent employer. Les mines de Hongrie sont exploitées par des hommes libres qui emploient une quantité de machines qui facilitent & abrègent leur travail. Par le peu que nous savons sur le prix des manufactures du tems des Grecs & des Romains, il paroîtroit que les plus belles étoient excessivement chères. La soie se vendoit au poids de l'or. Il est vrai qu'elle n'étoit pas manufacturée en Europe, & que, comme elle venoit des Indes Orientales, la longueur du transport peut en quelque sorte rendre raison du prix. Cependant le prix que payoit quelquefois une Dame pour avoir une belle toile, n'étoit pas moins exorbitant. Or la toile se faisoit toujours en Europe, ou ne venoit pas de plus loin que de l'Egypte. Ainsi la grandeur du prix ne peut s'expliquer que par la grande dépense du

travail qu'elle avoit coûté, & cette dépense ne peut s'expliquer à son tour que par l'imperfection des machines qu'on y employoit. Quoique le prix des fines étoffes de laine fût moins extravagant, il paroît avoir été beaucoup plus haut qu'il n'est à présent. Plin parle de certaines étoffes teintes d'une manière particulière qui coûtoient cent deniers, ou trois liv. six schelings huit pences la livre. D'autres teintes d'une autre manière coûtoient mille deniers, ou trente-trois liv. six schelings & huit pences la livre. Il faut se rappeler que la livre romaine étoit de douze onces. Véritablement c'étoit principalement la teinture qui les rendoit si cheres. Mais si elles n'avoient pas été beaucoup plus cheres en elles-mêmes qu'elles ne sont à présent, il y a grande apparence qu'on n'auroit pas fait tant de frais pour les teindre. Il y auroit eu trop de disproportion entre l'accessoire & le principal. Selon le même auteur, le prix de quelques triclinaires, sorte d'oreillers ou de coussins de laine sur lesquels on s'appuyoit sur les lits où l'on se mettoit à table, passe toute croyance ; car on dit que quelques-uns coûtoient plus de trente mille, &

d'autres plus de trois cents mille livres sterling. On ne dit pas que ce haut prix fût pour la teinture. Le docteur Arburthnot observe que les habillemens du beau monde des deux sexes paroissent avoir eu anciennement bien moins de variété qu'ils n'en ont aujourd'hui ; & le peu de variété que nous trouvons dans les draperies des statues antiques confirme cette observation. Il en conclut que leur vêtement étoit moins cher que le nôtre. Mais la conséquence n'est pas juste. Lorsque la dépense d'un habillement à la mode est fort grande, la variété ne l'est pas. Mais quand les facultés productives des arts & de l'industrie qui fabriquent se perfectionnant, la dépense d'un habillement vient à être modérée, la variété regne, elle s'établit naturellement. Le riche, ne pouvant plus se distinguer par la dépense d'un habit, tâchera de le faire par la multitude & la diversité de ses habits.

On a déjà observé que la plus grande & la plus importante branche du commerce de chaque nation est celle du commerce qui se fait entre les habitans des villes & ceux de la campagne. Les habitans des villes tirent de la cam-

pagne le produit brut qui fait la matière de leurs ouvrages & le fonds de leur subsistance, & ils payent ce produit brut à la campagne en lui en renvoyant une partie manufacturée & bonne pour l'usage immédiat. Le commerce qui se fait entre ces deux ordres d'hommes consiste en dernière analyse dans une certaine quantité de produit brut échangé contre une certaine quantité de produit manufacturé. Par conséquent, plus le premier est cher, plus le dernier est bon marché; & tout ce qui tend à hausser dans un pays le produit manufacturé, tend à faire baisser le produit brut de la terre, & par là à décourager l'agriculture. Moins une quantité donnée de produit brut, ou, ce qui est la même chose, moins le prix d'une quantité donnée de produit brut peut acheter de produit manufacturé, moins cette quantité donnée de produit brut a de valeur réelle, moins le propriétaire est encouragé à en augmenter la quantité par des améliorations, & le fermier par la culture. D'ailleurs tout ce qui tend à diminuer dans un pays le nombre des artisans & des manufacturiers, tend à diminuer le marché intérieur, le plus important de

tous pour le produit brut de la terre ; & par - là il tend encore à décourager l'agriculture.

Ces systêmes qui , préférant l'agriculture à tout le reste , mettent des entraves aux manufactures & au commerce étranger pour la favoriser , ces systêmes agissent donc directement contre le but qu'ils se proposent , & découragent indirectement l'espece même d'industrie qu'ils veulent protéger. A cet égard, ils sont peut - être plus inconsequens que le systême mercantille même. Ce systême, en donnant plus d'encouragement aux manufactures & au commerce étranger qu'à l'agriculture, détourne une certaine portion du capital de la société d'une espece d'industrie plus avantageuse, pour en soutenir une qui l'est moins ; mais au bout du compte il encourage réellement l'espece d'industrie dont il se propose l'avancement, au lieu que ces systêmes dont je parle font tout le contraire.

C'est ainsi que tout systême qui s'efforce, ou d'attirer par des encouragemens extraordinaires vers une espece particuliere d'industrie plus du capital de la société qu'il n'y en entreroit naturellement, ou de détourner par

des entraves extraordinaires d'une espèce particulière d'industrie une portion du capital qu'on y employeroit autrement, renverse dans la réalité, ou combat la fin qu'il se propose. Au lieu d'accélérer, il retarde les progrès de la société vers la richesse & la grandeur, & au lieu d'augmenter, il diminue la valeur réelle du produit annuel de ses terres & de son travail.

Tous les systèmes de préférence & de gêne étant ainsi complètement détruits, le système simple & uni de la liberté naturelle s'établit de lui-même. Tant qu'un homme ne viole pas les loix de la justice, il est libre de poursuivre son intérêt comme il l'entend, & de mettre son industrie ou son capital avec l'industrie ou le capital de tout autre, soit homme, soit ordre d'hommes. Le souverain est complètement déchargé d'un devoir dont il ne peut s'acquitter sans s'exposer à des erreurs innombrables, & que toute la sagesse & les connoissances ne suffiroient pas pour remplir, du devoir de surintendant sur l'industrie des particuliers, & du soin de la diriger de la manière la plus convenable à l'intérêt de la société. Suivant ce système de liberté, le sou-

verain n'a que trois devoirs à remplir ; trois devoirs , à la vérité , de la plus grande importance , mais clairs , & qui ne passent point la portée d'un esprit ordinaire : le premier est de protéger la société contre la violence & l'invasion des autres sociétés indépendantes ; le second , de protéger , autant qu'il est possible , chaque membre de la société contre l'injustice & l'oppression de tout autre de ses membres , ou d'établir une exacte administration de la justice ; & un troisieme , de faire & d'entretenir certains ouvrages publics & certaines institutions publiques , qu'il ne fera jamais de l'intérêt d'aucun individu , ni d'un petit nombre d'individus , de faire & d'entretenir , parce que le profit ne payeroit jamais leur dépense , quoiqu'il puisse souvent la payer & au - delà à une grande société.

L'accomplissement de ces différens devoirs du souverain suppose nécessairement une certaine dépense , & cette dépense suppose encore un certain revenu pour y fournir. Ainsi je tâcherai d'expliquer dans le livre suivant , 1°. quelles sont les dépenses nécessaires du souverain ou de la communauté ; quelles sont celles qui doivent être défrayées

par la contribution générale de toute la société, & quelles sont celles qui doivent l'être seulement par une partie ou par quelques membres particuliers de la société; 2°. quelles sont les différentes méthodes par lesquelles on peut faire contribuer toute la société à défrayer la dépense qui doit tomber sur elle, & quels sont les principaux avantages & inconvéniens de chacune de ces méthodes, & 3°. quelles sont les raisons & les causes qui ont conduit tous les gouvernemens modernes à engager une partie de leur revenu, ou à contracter des dettes, & quels ont été les effets de ces dettes sur la richesse réelle, le produit annuel des terres & du travail de la société. Le livre suivant sera donc naturellement divisé en trois chapitres.





LIVRE CINQUIEME.

*Du revenu du souverain ou de la
communauté.*



CHAPITRE PREMIER.

*Des dépenses du souverain ou de la
communauté.*

PREMIERE PARTIE.

Des frais de défense.

LE premier devoir du souverain ; celui de protéger la société contre la violence & l'invasion des autres sociétés indépendantes, ne peut être rempli que par le moyen de la force militaire. Mais la dépense, tant pour préparer cette force militaire en tems de paix, que pour l'employer en tems de guerre, est fort différente, selon les différens états de la société & les différens périodes de son avancement.

Tome V.

H

Parmi les peuples chasseurs, qui font le dernier & le plus barbare état de la société, tel que nous le trouvons chez les naturels de l'Amerique Septentrionale, chaque homme est en même tems un guerrier & un chasseur. Quand il va à la guerre pour défendre sa société, ou pour la venger des injures qu'elle a reçues de la part d'autres sociétés, il subsiste de son propre travail, comme il fait chez lui. Il n'en coûte rien à sa société (car dans cet état des choses il n'y a proprement ni souverain ni communauté) pour le préparer à se mettre en campagne, ou pour le faire subsister quand il y est.

Parmi les nations de bergers, qui font un état de société plus avancé, tel qu'on le voit chez les Tartares & les Arabes, chaque homme est de même un guerrier. Communément ces nations n'ont point d'habitation fixe, mais vivent sous des tentes, ou dans une espece de chariots couverts, qui se transportent facilement d'un endroit à l'autre. Toute la tribu ou nation change de demeure suivant les différentes saisons de l'année, ou suivant d'autres accidens. Lorsque leurs troupeaux ont consommé le fourrage d'une partie du

pays, ils les menent dans une autre, & de-là dans une troisième. Dans la saison de la sécheresse, ils vont aux bords des rivières, & dans la saison humide, ils se retirent vers les hauteurs. Lorsqu'ils vont à la guerre, ils ne confient pas leurs troupeaux à la foible défense de leurs vieillards, de leurs femmes & de leurs enfans, qu'ils ne laissent pas non plus derrière sans protection & sans subsistance. D'ailleurs, toute la nation étant accoutumée à une vie errante en tems de paix, elle tient aisément la campagne en tems de guerre : soit qu'ils marchent dans l'ordre d'une armée, soit qu'ils se déplacent comme compagnie de bergers, leur manière de vivre est à-peu-près la même, quoiqu'ils se proposent un objet fort différent. Ils vont donc tous ensemble à la guerre, & chacun fait le mieux qu'il peut. Parmi les Tartares, on a vu souvent les femmes même s'engager dans la mêlée. S'ils sont victorieux, tout ce qui appartient à la tribu ennemie est la récompense de la victoire. Mais s'ils sont vaincus, tout est perdu. Non-seulement tous leurs troupeaux de gros & de menu bétail, mais leurs femmes & leurs enfans deviennent la

proie du vainqueur. La plupart de ceux même qui survivent à l'action sont obligés de se soumettre à lui pour ne pas mourir de faim ; le reste se dissipe ordinairement & se disperse dans les déserts.

La vie & les exercices ordinaires d'un Tartare ou d'un Arabe le préparent suffisamment pour la guerre. La course, la lutte, l'art de jouer du bâton, de lancer un javelot, de tirer de l'arc, sont les passe-tems ordinaires de ceux qui vivent en plain air, & sont autant d'images de la guerre. Lorsqu'un Tartare ou un Arabe va actuellement à la guerre, il subsiste de ses troupeaux, qui le suivent comme en tems de paix. Il n'en coûte rien à son chef ou souverain (car ces nations ont toutes des chefs & des souverains), pour le préparer à la guerre, & lorsqu'il est en campagne, & le pillage, quand l'occasion s'en présente, est la seule paye qu'il attend ou qu'il exige.

Une armée de chasseurs peut rarement excéder deux ou trois cents hommes. Leur subsistance est si précaire, qu'elle ne permet guere à un plus grand nombre de vivre long-tems tous ensemble. Une armée de bergers, au con-

traire, peut aller jusqu'à deux & trois cents mille hommes. Tant que rien n'arrête leurs progrès, tant qu'ils peuvent s'avancer d'un territoire dont ils ont consommé le fourrage à un autre où ils en trouvent tant qu'ils veulent, à peine y a-t-il des bornes à la multitude de ceux qui peuvent marcher ensemble. Il est impossible qu'une nation de chasseurs soit jamais formidable aux nations civilisées qui sont ses voisines. Rien n'est plus méprisable qu'une guerre avec les Indiens, dans l'Amérique Septentrionale. Rien, au contraire, n'est plus terrible qu'une invasion des Tartares telle qu'on en a vu souvent en Asie. Le jugement de Thucydide, que l'Europe & l'Asie ne résisteroient pas aux Scythes unis, a été confirmé par l'expérience de tous les siècles. Les habitans des plaines étendues & tout à découvert de la Scythie ou Tartarie ont été souvent unis sous la domination du chef de quelque horde ou tribu conquérante, & ils ont signalé leur union par le ravage & la dévastation de l'Asie. Les habitans des déserts sauvages de l'Arabie, qui sont une autre grande nation de bergers, n'ont jamais été unis qu'une fois sous Mahomet & ses suc-

ceffeurs immédiats. Leur union, qui fut plutôt l'effet d'un enthousiasme religieux que de la conquête, se signala de même. Si les peuples chasseurs de l'Amérique devenoient jamais des peuples bergers, leur voisinage seroit beaucoup plus dangereux pour les colonies européennes qu'il ne l'est à présent.

Dans un état de société encore plus avancé, parmi ces nations d'agriculteurs qui ont peu de commerce étranger & pour toute manufacture que ce qui se fait grossièrement en étoffes & en meubles dans presque toutes les familles pour leur usage particulier, chaque homme est de même un guerrier ou le devient aisément. Ceux qui vivent de l'agriculture passent généralement tout le jour en plein air, exposés à toutes les rigueurs des saisons. La vie dure qu'ils mènent ordinairement les dispose aux fatigues de la guerre, avec lesquelles certaines de leurs occupations ont nécessairement quelque analogie. L'occupation nécessaire d'un homme qui creuse la terre le dispose à travailler dans les tranchées & à fortifier un camp, aussi bien qu'à clorre un champ. Les passe-temps ordinaires de ces agri-

culteurs sont les mêmes que ceux des bergers, & forment de même des images de la guerre. Mais comme les agriculteurs ont moins de loisir que les bergers, ils employent moins de tems à ces jeux & à ces exercices. Ils sont soldats, mais ils ne sont pas si rompus dans ce qu'il faut pour l'être. Mais tels qu'ils sont, il n'en coûte rien au souverain ou à la communauté, pour les préparer à la guerre.

L'agriculture, même dans son état le plus barbare & le plus grossier, suppose un établissement, une espece d'habitation qu'on ne peut abandonner sans une grande perte. Lors donc qu'une nation de simples agriculteurs va faire la guerre, tout le peuple ne peut se mettre en campagne à la fois. Il faut au moins que les vieillards, les femmes & les enfans restent à la maison pour prendre soin de l'habitation. Cependant tous les hommes en âge de porter les armes peuvent se mettre en marche, & c'est ce qui est souvent arrivé dans de petites nations de cette espece. On suppose que dans toute nation le nombre des hommes en état de porter les armes se monte environ au quart ou au cinquieme de tout le corps du peuple.

Ajoutez que si la guerre commence après le tems des semailles & finit avant la récolte, l'agriculteur & ses principaux ouvriers peuvent alors prendre congé de la ferme sans beaucoup de perte. Il peut partir avec la confiance que l'ouvrage qui reste à faire sera suffisamment bien exécuté par les vieillards, les femmes & les enfans. Il sert donc volontiers sans paye pendant une campagne si courte, & souvent il en coûte aussi peu au souverain ou à la communauté pour le nourrir en campagne que pour le préparer à la guerre. C'est la maniere dont il paroît que servoient tous les différens Etats de l'ancienne Grece jusqu'après la seconde guerre de Perse, & les Péloponésiens jusqu'après la guerre du Péloponese. Thucydide observe que ces derniers finissoient généralement leur campagne en été, & retournoient chez eux faire leur moisson. Telle étoit aussi la coutume des Romains sous les rois & dans les premiers tems de la république. Ce ne fut qu'au siege de Veïes que ceux qui restoient à Rome commencerent à contribuer à l'entretien de ceux qui alloient à la guerre. Dans les monarchies européennes fondées sur les ruines de l'empire

romain, avant & quelque tems après ce qu'on appelle proprement *l'établissement des loix féodales*, les grands lords ou barons, avec tous leurs vassaux immédiats, étoient dans l'usage de servir la couronne à leurs propres dépens. En campagne, comme chez eux, ils vivoient de leur propre revenu, & ils ne recevoient du roi ni solde ni paye dans cette occasion.

Dans un état de société plus avancé, deux différentes causes font qu'il est absolument impossible que ceux qui se mettent en campagne s'entretiennent à leurs propres dépens. Ces causes sont les progrès des manufactures & ceux de l'art de la guerre

Lorsqu'un agriculteur marche à une expédition, pourvu qu'elle ne commence qu'après le tems des semailles & qu'elle finisse avant la moisson, l'interruption de ses travaux ne lui causera pas toujours un préjudice notable. La nature fait sans lui la plus grande partie de ce qui reste à faire. Mais du moment qu'un artisan, un forgeron, un charpentier, un tisserand, par exemple, quitte son atelier, l'unique source de son revenu tarit entièrement. Il fait tout, & la nature ne fait rien pour lui.

Lors donc qu'il se met en campagne, comme il n'a pas de revenu pour vivre, il faut nécessairement qu'il vive aux dépens du public. Or, dans un pays où la plupart des habitans sont artisans & manufacturiers, les gens qui vont à la guerre doivent être tirés de ces deux classes, & ils doivent par conséquent être entretenus par le public tant qu'il les emploie à son service.

D'un autre côté, quand l'art de la guerre est devenu par degrés un art très-savant & très-compiqué, quand une seule escarmouche ou une seule bataille irrégulière n'a pu en décider l'événement, comme dans les premiers âges de la société, mais que la querelle se prolonge à différentes campagnes dont chacune dure la plus grande partie de l'année, il devient nécessaire que le public entretienne ceux qui le servent à la guerre, au moins tout le tems qu'ils font ce service. Quelle que puisse être en tems de paix l'occupation de ceux qui vont à la guerre, ils ne pourroient supporter d'eux-mêmes le fardeau d'un service si ennuyeux & si coûteux. Aussi après la seconde guerre de Perse, les armées d'Athènes semblent avoir été généralement composées de troupes

mercenaires , partie , à la vérité , de citoyens , mais aussi partie d'étrangers , & toutes également soudoyées & payées par l'Etat. Depuis le siège de Veïes, les armées romaines furent payées de même pendant tout le tems de leur service. Sous les gouvernemens féodaux, le service militaire des grands barons & de leurs vassaux immédiats fut universellement échangé au bout d'un certain tems pour de l'argent qu'ils donnoient à ceux qui servoient à leur place.

Le nombre de ceux qui vont à la guerre , en proportion de celui de tout le peuple , est nécessairement beaucoup plus petit dans l'état civilisé , que dans l'état barbare de la société. Dans une société civilisée , comme les soldats sont entretenus entièrement par le travail de ceux qui ne sont point soldats , le nombre des premiers ne peut jamais excéder ce que les derniers peuvent en faire subsister de ce qui reste après avoir prélevé ce qu'il faut pour entretenir , d'une manière conforme à leur état respectif , les autres officiers du gouvernement & de la magistrature , & pour s'entretenir eux-mêmes. Dans les petits Etats agraires de l'ancienne Grece , il y avoit un quart ou un cin-

quième de tout le corps du peuple qui se regardoient comme soldats, & qui, dit-on, marchaient quelquefois à la guerre. On estime communément que parmi les nations modernes de l'Europe, on ne peut employer comme soldats plus de la centième partie des habitans d'un pays, sans le ruiner.

Il paroît que la dépense de préparer une armée pour s'en servir au besoin, n'est devenue considérable que longtemps après que les frais de l'entretenir en campagne sont entièrement tombés sur le souverain ou la communauté. Dans toutes les républiques de l'ancienne Grèce, il falloit que chaque citoyen apprit ses exercices militaires. L'Etat l'exigeoit comme une partie nécessaire de l'éducation; il y avoit, ce semble, dans chaque ville un lieu public où différens maîtres monstroient aux jeunes gens ces exercices sous la protection du magistrat public. Tout ce qu'il en coûtoit à un Etat pour préparer ses citoyens à la guerre, se bornoit à cette institution fort simple. A Rome, les exercices du champ de Mars avoient le même objet que ceux du gymnase dans l'ancienne Grèce. Ce fut également l'objet de plusieurs ordonnances

publiques sous les gouvernemens féodaux, où l'on prescrivoit aux citoyens la pratique de l'arquebuse & d'autres exercices militaires; mais il ne paroît pas avoir été aussi bien rempli. Soit faute d'intérêt dans les officiers chargés de l'exécution de ces ordonnances, soit quelque autre cause, elles paroissent avoir été universellement négligées dans tous ces gouvernemens, & les exercices militaires y sont tombés insensiblement en désuétude parmi le grand corps du peuple.

Dans les républiques de l'ancienne Grece & de Rome pendant tout le tems qu'elles ont existé, & sous les gouvernemens féodaux pendant un tems considérable depuis leur premier établissement, le métier de soldat n'étoit pas un métier à part qui fit la seule ou la principale occupation d'une classe particulière de citoyens. Quelle que fût la profession ordinaire par laquelle un citoyen gagnoit sa vie, il ne laissoit pas de se regarder comme propre à exercer encore le métier de soldat, & comme obligé de le faire dans certaines occasions.

Cependant comme l'art de la guerre est certainement le plus noble de tous les arts, de même en se perfectionnant

il devient nécessairement un des plus compliqués. L'état des arts mécaniques & de quelques autres avec lesquels il est nécessairement lié, détermine le degré de perfection où il peut être porté dans un tems particulier. Mais pour qu'il arrive à ce degré de perfection dont il est susceptible, il faut qu'il devienne la seule ou la principale occupation d'une classe particulière de citoyens, sa perfection, comme celle de tout autre art, dépendant de la division du travail. Cette division s'introduit naturellement dans les autres arts par la prudence des individus qui trouvent plus d'avantage à exercer un métier particulier qu'à en exercer un grand nombre. Mais c'est la sagesse de l'Etat seule qui peut rendre le métier de soldat un métier séparé & distinct de tous les autres. Un citoyen qui consumeroit tout son tems dans les exercices militaires pendant une paix profonde, & sans aucun encouragement particulier de la part du public, pourroit sans doute s'y rendre fort habile & s'amuser beaucoup; mais il n'y gagneroit sûrement rien du côté de l'intérêt. C'est la sagesse de l'Etat seule qui peut faire que ce particulier trouve son intérêt à y consacrer la plus grande par-

tie de son tems, & les Etats n'ont pas toujours eu cette sagesse, lors même que le soin de leur propre conservation la demandoit d'eux.

Un berger a beaucoup de loisir; un agriculteur n'en manque pas dans l'état barbare de l'agriculture; un artisan ou un manufacturier n'en a point du tout. Le premier peut mettre, sans y rien perdre, une grande partie de son tems aux exercices militaires; le second peut y en mettre une partie; mais le dernier ne peut y mettre une heure qu'il n'y perde, & son attention à son propre intérêt le conduit naturellement à les négliger entièrement. Les améliorations que le progrès des arts & des manufactures introduit nécessairement dans l'agriculture, laissent au laboureur aussi peu de loisir qu'à l'artisan. Les habitans de la campagne, comme ceux des villes, viennent à négliger les exercices militaires, & le grand corps du peuple cesse absolument d'être guerrier. D'un autre côté, la richesse, qui fuit toujours les améliorations de l'agriculture & des manufactures, & qui, dans la réalité, n'est autre chose que le produit accumulé de ces améliorations, provoque l'invasion des

peuples voisins. Une nation industrieuse, & par cette raison opulente, est la plus exposée à être attaquée; & à moins que l'Etat ne prenne de nouvelles mesures pour sa défense, les habitudes naturelles du peuple le rendent absolument incapable de se défendre lui-même.

Dans ces circonstances, il n'y a, ce semble, que deux méthodes de pourvoir à la défense publique.

La première est de renforcer la pratique des exercices militaires, par une police assez rigoureuse pour vaincre la pente naturelle de l'intérêt, du génie & des inclinations du peuple, & d'obliger, ou en tout ou en partie, les citoyens en âge de porter les armes, à joindre, en quelque manière, le métier de soldat à toute autre profession, ou métier qu'ils exerceroient.

La seconde, d'entretenir & d'employer un certain nombre de citoyens dans la pratique constante des exercices militaires, & de rendre le métier de soldat un métier à part & séparé de tous les autres.

Si l'Etat a recours au premier de ces expédiens, on dit que sa force militaire consiste dans une milice; & s'il

a recours au second , on dit qu'elle consiste en une armée sur pied. La pratique des exercices militaires est la seule ou la principale occupation des soldats d'une armée sur pied , & l'entretien ou la paye que l'État leur donne , est le fonds principal & ordinaire de leur subsistance. Cette pratique n'est qu'occasionnellement l'occupation ordinaire des soldats d'une milice , & c'est de quelque autre occupation qu'ils tirent le fonds principal & ordinaire de leur subsistance. Dans une milice , le caractère du laboureur , de l'artisan , du trafiquant , l'emporte sur celui de soldat ; dans une armée sur pied , le caractère de soldat l'emporte sur tout autre , & cette distinction paroît faire la différence essentielle de ces deux especes de force militaire.

Il y a eu des milices de différentes sortes. Il paroît que, dans certains pays, on s'est contenté d'exercer les citoyens destinés à défendre l'État , sans les enrégimenter , c'est - à - dire , sans les diviser en corps de troupes séparés & distincts , dont chacun fit ses exercices sous des officiers permanens & appartenans au corps. Dans les républiques de l'ancienne Grece & de Rome , tant

qu'un citoyen restoit dans ses foyers, il lui étoit libre de faire ses exercices séparément ou avec qui bon lui sembloit de ses égaux, & il n'étoit point attaché à aucun corps particulier de troupes, jusqu'au moment où il recevoit l'ordre de se mettre en campagne. Ailleurs on n'a pas seulement exercé la milice, on l'a enrégimentée. En Angleterre, en Suisse, &, je crois, dans toute autre partie de l'Europe où il y a une milice établie, chaque milicien est attaché, même en tems de paix, à un corps particulier de troupes, & à ses officiers permanens sous lesquels il s'exerce.

Avant l'invention des armes à feu, la supériorité d'une armée venoit de la plus grande adresse & de la plus grande dextérité qu'avoient les soldats, chacun en particulier, dans le maniement de leurs armes. La force & l'agilité du corps étoient de la plus grande conséquence, & décidoient communément du sort d'une bataille. Mais cette habileté ne peut s'acquérir que comme s'acquiert à présent le talent de faire des armes, en pratiquant, non en grands corps, mais par tête, & chaque soldat s'exerçant dans une école, sous un mai-

tre particulier, ou avec ses égaux & ses camarades. Quoique la force & l'agilité du corps, & l'adresse dans l'usage des armes, foyent bien loin d'être inutiles, depuis l'invention des armes à feu, elles ne sont pourtant plus d'une aussi grande conséquence. Quoique la nature de ces armes ne mette pas un mal-adroit au niveau d'un homme adroit, elle les rapproche & diminue la distance qu'il y avoit entr'eux auparavant. On suppose que l'adresse nécessaire pour s'en servir, peut s'acquérir suffisamment en exerçant les soldats en corps.

La régularité, l'ordre, l'obéissance ponctuelle au commandement, sont, dans les armées modernes, les qualités beaucoup plus importantes pour déterminer l'événement d'une bataille, que l'adresse & la dextérité des soldats dans le maniement de leurs armes. Mais le bruit des armes à feu, la fumée & la mort invisible, dont le soldat se sent à chaque instant menacé dès qu'il est à la portée du canon, & souvent pendant tout le tems que dure la bataille, doivent mettre un grand obstacle au maintien de la régularité, de l'ordre & de la prompte obéissance, dès le commen-

cement même d'une bataille. Anciennement on n'y entendoit de bruit que celui de la voix, il n'y avoit point de fumée, ni de cause invisible de blessures ou de mort. Le soldat voyoit clairement qu'il n'avoit rien à craindre tant qu'une arme mortelle ne s'approchoit pas de lui. Dans ces circonstances, & parmi des troupes qui avoient quelque confiance dans leur habileté à manier les armes, il devoit être bien moins difficile de conserver quelque degré de régularité & d'ordre, non-seulement au commencement, mais dans tout le cours d'une bataille, & jusqu'à ce qu'une des deux armées fût complètement défaite. Mais les habitudes de régularité, d'ordre & de prompt obéissance au commandement, ne peuvent s'acquérir que par des troupes exercées en grands corps.

Cependant, de quelque manière qu'une milice soit exercée ou disciplinée, elle doit toujours être fort inférieure à une armée sur pied qui est elle-même bien disciplinée & bien exercée.

Les soldats qu'on n'exerce qu'une fois la semaine, ou une fois le mois, ne peuvent jamais être si experts dans

l'usage des armes, que ceux qu'on exerce tous les jours, ou de deux jours l'un, & quoique cette circonstance ne puisse être aujourd'hui d'une conséquence aussi grande qu'elle l'étoit autrefois, néanmoins la supériorité reconnue des troupes prussiennes, qu'on attribue sur-tout à ce qu'elles sont plus rompues dans leur exercice, prouve que, de nos jours même, elle est encore d'une grande importance.

Lorsque des soldats ne sont tenus d'obéir à leur officier qu'une fois par semaine, ou une fois par mois, & que, dans tout le reste du tems, ils peuvent se conduire à leur guise, sans lui être comptables de ce qu'ils font, il n'est pas possible qu'ils se contiennent autant devant lui, ni qu'ils aient la même disposition à lui obéir, que ceux dont il dirige tous les jours la vie & la conduite, & qui, chaque jour, se lèvent & se couchent, ou au moins se retirent dans leurs quartiers, selon ses ordres. Une milice doit toujours être encore plus inférieure à une armée sur pied, dans ce qu'on appelle la discipline, ou dans l'habitude d'une prompte obéissance, qu'elle ne peut l'être quelquefois dans ce qu'on appelle l'exercice

manuel, ou dans le maniement & l'usage des armes. Mais dans la guerre moderne, l'habitude d'obéir promptement & sur le champ, est d'une toute autre conséquence qu'une grande supériorité dans le maniement des armes.

Les meilleures milices sont, sans comparaison, celles qui, comme les Tartares & les Arabes, vont à la guerre sous les mêmes chefs à qui elles sont accoutumées d'obéir pendant la paix. Elles approchent beaucoup plus des armées sur pied, quant au respect pour leurs officiers & à l'habitude d'une prompt obéissance. La milice des montagnards avoit en partie cet avantage, quand elle servoit sous ses propres chefs. Cependant, comme les montagnards n'étoient pas des bergers errans, mais stationnaires, qu'ils avoient tous des habitations fixes, & qu'en tems de paix ils n'étoient point accoutumés à suivre leurs chefs de place en place, ils étoient aussi moins disposés à les suivre à la guerre à une grande distance, ou à tenir long-tems la campagne. Quand ils avoient fait quelque butin, il leur tardoit de retourner chez eux, & souvent le chef n'avoit pas assez

d'autorité pour les retenir. En matiere d'obéissance, ils étoient toujours fort inférieurs à ce qu'on raconte des Tartares & des Arabes. Ajoutez que les montagnards, par leur vie sédentaire, passoient moins de tems en plein air, qu'ils étoient moins rompus dans les exercices militaires, & moins expérimentés dans le maniement de leurs armes, que ne le sont les Tartares & les Arabes, selon ce qu'on en rapporte.

Il faut observer cependant qu'une milice quelconque, ayant servi plusieurs campagnes de suite, devient, à tous égards, une armée sur pied. Les soldats sont exercés chaque jour dans l'usage des armes, & étant constamment commandés par leurs officiers, ils sont habitués à la même obéissance que les armées sur pied. Peu importe ce qu'ils étoient avant de servir. Si la guerre de l'Amérique traîne encore une campagne, la milice américaine peut égaler, à tous égards, ces troupes réglées dont la valeur parut au moins le disputer à celle des plus hardis vétérans de France & d'Espagne.

Cette distinction bien entendue, l'on trouvera que l'histoire de tous les sie-

cles atteste la supériorité irrésistible d'une armée sur pied bien réglée sur toute espèce de milice.

Une des premières armées sur pied dont il soit parlé dans aucune histoire authentique, est celle de Philippe de Macédoine. Ses fréquentes guerres avec les Thraces, les Illyriens, les Thessaliens, & quelques villes grecques voisines de la Macédoine, formerent, par degrés, ses troupes, qui d'abord n'étoient probablement qu'une milice, à l'exacte discipline d'une armée sur pied. Lorsqu'il étoit en paix, ce qui arrivoit rarement, & jamais pour longtemps, il avoit soin de ne pas licencier cette armée. Il vainquit & soumit, quoiqu'après une vive & longue résistance, les milices braves & bien exercées des principales républiques de l'ancienne Grèce; & ensuite, sans beaucoup de peine, les milices efféminées & mal exercées du grand empire de Perse. La chute des républiques grecques & de l'empire des Perses fut l'effet de la supériorité irrésistible qu'une armée en pied a sur toute espèce de milice. Elle est la première grande révolution dans les affaires humaines, dont l'histoire ait conservé un détail clair & circonstancié.

La

La seconde est la chute de Carthage & l'élévation de Rome qui en fut la suite. On peut expliquer par la même cause toutes les variations dans la fortune de ces deux fameuses républiques.

Depuis la fin de la première guerre punique, jusqu'au commencement de la seconde, les armées de Carthage furent continuellement en campagne, & furent employées sous trois grands généraux, qui se succéderent l'un à l'autre dans le commandement, savoir, Amilcar, son gendre Asdrubal, & son fils Annibal, d'abord à châtier les esclaves rebelles, ensuite à subjuguier les nations révoltées de l'Afrique, & en dernier lieu, à conquérir le grand royaume d'Espagne. L'armée qu'Annibal conduisit en Italie, avoit dû nécessairement se former par degrés dans ces différentes guerres, à la discipline exacte d'une armée sur pied. Les Romains, pendant cet intervalle, ne vécurent pas tout à fait sans guerre; mais ils n'en firent aucune qui fût de grande conséquence, & on dit généralement que leur discipline étoit bien relâchée. Les armées romaines, qu'Annibal combattit à Trebie, à Trasimene & à Cannes,

étoient une milice opposée à une armée sur pied. Cette circonstance contribua probablement plus que toute autre à décider le sort de ces batailles.

L'armée sur pied qu'Annibal laissa en Espagne, eut le même avantage sur la milice que Rome y envoya. Celle-ci en fut chassée presque entièrement en peu d'années par les troupes carthagiноises, commandées par le jeune Asdrubal, frère d'Annibal.

Carthage négligeoit de soutenir Annibal. La milice romaine, étant continuellement en haleine, devint, dans la suite de la guerre, une armée sur pied bien disciplinée & bien exercée; & la supériorité d'Annibal diminua de jour en jour. Asdrubal jugea qu'il étoit nécessaire de mener en Italie au secours de son frère toute, ou presque toute l'armée sur pied qu'il commandoit en Espagne. On dit qu'il fut trompé dans sa marche par ses guides; surpris & attaqué dans un pays qu'il ne connoissoit point, par une armée sur pied égale ou supérieure à la sienne à tous égards, il fut entièrement défait.

Lorsqu'Asdrubal eut quitté l'Espagne, le grand Scipion n'eut plus en tête qu'une milice inférieure à la sien-

ne. Il vainquit & soumit cette milice, & , dans le cours de la guerre , sa milice devint nécessairement une armée sur pied bien disciplinée & bien exercée. Cette armée passa ensuite en Afrique , où elle ne trouva rien à lui opposer qu'une milice. Pour défendre Carthage, il fallut rappeler l'armée sur pied d'Annibal. La milice Africaine, découragée & souvent battue, se joignit à lui, & faisoit à la bataille de Zama la plus grande partie des troupes d'Annibal. L'événement de cette journée décida le sort des deux républiques rivales.

Depuis la fin de la seconde guerre punique, jusqu'à la chute de la république romaine, les armées de Rome furent, à tous égards, des armées sur pied. Elles essuyèrent quelque résistance de la part de l'armée sur pied de Macédoine. Il en coûta à Rome, au faîte de sa grandeur, deux grandes guerres & trois grandes batailles, pour subjuguier ce petit royaume, dont la conquête eût été probablement encore plus difficile sans la lâcheté de son dernier roi. Les milices de toutes les nations civilisées de l'Ancien Monde, de la Grèce, de l'Egypte & de la Syrie, n'oppose-

rent qu'une foible résistance aux armées romaines sur pied. Les milices de quelques nations barbares se défendirent beaucoup mieux. Les milices scythe & tartare que Mithridates tira des pays au nord du Pont - Euxin & de la mer Caspienne, étoient les plus redoutables ennemis que les Romains eussent rencontrés depuis la fin de la seconde guerre punique. Les milices des Parthes & des Germains s'en firent aussi toujours respecter, & remportèrent dans plusieurs occasions de grands avantages sur les armées de Rome. En général cependant, & lorsqu'elles étoient bien commandées, ces armées paroissent avoir été de beaucoup supérieures; & si les Romains n'acheverent pas la conquête des Parthes & des Germains, c'est vraisemblablement parce qu'ils jugerent que ces deux pays barbares ne valoient pas la peine d'être ajoutés à un empire qui n'étoit déjà que trop grand. Les anciens Parthes semblent avoir été une nation d'extraction scythe ou tartare, & avoir conservé en bonne partie les mœurs de leurs ancêtres. Les anciens Germains étoient, comme les Scythes & les Tartares, une nation de bergers errans.

qui alloient à la guerre sous les mêmes chefs qu'ils suivoient en tems de paix. Leur milice étoit exactement de la même espèce que celle des Scythes ou Tartares , dont ils descendoient probablement.

Plusieurs différentes causes contribuerent au relâchement de la discipline dans les armées romaines. Son extrême sévérité est peut-être une de ces causes. Dans le tems de leur grandeur , où il ne paroissoit aucun ennemi capable de leur résister, ils abandonnerent leur pesante armure comme un fardeau inutile , & négligerent leurs laborieux exercices comme leur donnant une peine superflue. Ajoutez que, sous les empereurs romains , les armées romaines sur pied , spécialement celles qui gardoient les frontieres de la Germanie & de la Pannonie , devinrent dangereuses pour leurs maîtres, à qui elles opposoient souvent leurs propres généraux. Pour les rendre moins formidables , Dioclétien , selon quelques auteurs , & Constantin , selon d'autres, les retira de la frontiere où elles avoient toujours campé en grand corps de deux ou trois légions chacun , & les dispersa en petits corps dans différen-

tes villes des provinces, d'où elles n'étoient guere rappellées que quand il s'agissoit de repousser une invasion. De petits corps de soldats en quartier dans des villes commerçantes & manufacturieres, devinrent eux-mêmes des marchands, des artisans & des manufacturiers. L'esprit civil vint à dominer sur l'esprit militaire, & les armées subsistantes de Rome dégénérèrent en une milice corrompue, négligée & indisciplinée, incapable de résister aux attaques des milices germanes & scythes, qui envahirent bientôt après l'empire d'occident. Les empereurs ne purent se défendre quelque tems qu'en soudoyant la milice de quelques-unes de ces nations, pour faire face aux autres. La chute de l'empire romain est la troisieme grande révolution, dans les affaires du genre humain, que l'histoire nous transmet distinctement & par un détail circonstancié. Elle arriva par la supériorité irrésistible de la milice d'une nation barbare sur la milice d'une nation civilisée, celle que la milice d'une nation de bergers a sur la milice d'une nation d'agricoles, d'artisans & de manufacturiers. Les victoires gagnées par des milices ont été rempor-

tées généralement, non sur des troupes réglées ou des armées sur pied, mais sur d'autres milices moins disciplinées & moins exercées. Telles ont été celle des Grecs sur les Perses, & telles ont été encore, dans des tems qui se rapprochent de nous, celles des Suisses sur les maisons d'Autriche & de Bourgogne.

La force militaire des Scythes & des Germains qui s'établirent sur les ruines de l'empire d'occident, continua, quelque tems après leur établissement, d'être ce qu'elle avoit été dans leur pays originaire. C'étoit une milice de bergers & d'agriculteurs qui, en tems de guerre, marchoit sous le commandement de quelques chefs auxquels elle étoit accoutumée d'obéir en tems de paix. Elle étoit, par conséquent, passablement bien exercée & disciplinée. Cependant, à mesure que les arts & l'industrie avancèrent, les chefs déchurent par degrés de leur autorité, & le grand corps du peuple eut moins de tems à donner aux exercices militaires. Ainsi se ruinerent insensiblement la discipline & l'exercice des milices féodales, dont les armées sur pied ont pris la place. Dès qu'une seule na-

tion y eut recours, tous ses voisins furent obligés de suivre son exemple. Ils virent bientôt que leur sûreté en dépendoit, & que leur milice ne pouvoit tenir contre une telle armée.

On a souvent remarqué dans les soldats d'une armée sur pied qui n'avoient jamais vu l'ennemi, tout le courage des vieilles troupes, & que du moment qu'ils entrent en campagne, ils ont pu faire tête aux soldats vétérans les plus hardis & les plus expérimentés. En 1756, quand l'armée Russe marcha en Pologne, la valeur des soldats russes ne parut pas inférieure à celle des soldats prussiens, qui passoient alors pour les vétérans les plus hardis & les plus expérimentés de l'Europe. L'empire russe avoit pourtant joui d'une profonde paix depuis environ vingt ans, & peu de ses soldats pouvoient avoir vu l'ennemi. Lorsque la guerre d'Espagne éclata en 1739, il y avoit près de dix-huit ans que l'Angleterre étoit en paix. Bien loin néanmoins que la bravoure de ses soldats fût amortie par cette longue paix, jamais elle ne se distingua mieux que dans l'entreprise sur Carthagene, le premier malheureux exploit d'une guerre malheureuse. Peut-être

que les généraux peuvent bien oublier quelquefois leurs talens dans une longue paix , mais il semble que les soldats d'une armée sur pied qui a toujours été bien tenue , n'oublient jamais leur valeur.

Lorsqu'une nation compte sur une milice pour sa défense , elle est exposée en tout tems à être conquise par quelque nation barbare qui se trouvera dans son voisinage. La conquête que les Tartares ont souvent faite de toutes les nations civilisées de l'Asie , démontre assez la supériorité que possède une milice barbare sur la milice d'une nation civilisée. Toute armée sur pied bien réglée est supérieure à toute espèce de milice. Comme une telle armée ne peut être entretenue que par une nation opulente & civilisée , elle seule peut aussi la défendre contre l'invasion d'un peuple voisin pauvre & barbare. Ce n'est donc que par le moyen d'une armée sur pied , que la civilisation d'un pays peut se perpétuer ou se conserver long-tems.

Comme c'est le seul moyen de défendre une nation civilisée , c'est aussi le seul de civiliser subitement & passablement une nation barbare. Une armée

sur pied établit avec une force irrésistible la loi du souverain, jusques dans les provinces les plus reculées de l'empire, & maintient certain degré de gouvernement régulier dans des pays qui n'en feroient pas susceptibles autrement. Quiconque examine avec attention toutes les améliorations de la Russie par Pierre le Grand, trouvera que presque toutes se résolvent dans l'établissement d'une armée sur pied bien réglée. C'est l'instrument qui exécutoit & maintenoit tous les autres réglemens. Cet empire doit tout l'ordre & la paix intérieure dont il a joui depuis à l'influence de cette armée.

Ceux qui ont eu des principes républicains ont reçu de l'ombrage d'une armée sur pied, qu'ils ont regardée comme dangereuse à la liberté. Elle l'est certainement toutes les fois que l'intérêt du général & des principaux officiers n'est pas lié nécessairement avec le maintien de la constitution de l'Etat. L'armée de César détruisit la république romaine. L'armée de Cromwel chassa le long parlement. Mais quand le souverain est lui-même le général, & que les principaux officiers sont tirés de la grande & de la petite no-

blesse du pays, quand la force militaire est entre les mains ou au commandement de ceux qui ont le plus grand intérêt à maintenir l'autorité civile, parce qu'ils ont la plus grande part dans cette autorité, une armée sur pied ne peut jamais être dangereuse à la liberté. Elle peut, au contraire, lui être très-favorable en certains cas. La sûreté qu'elle procure au souverain l'exempte de cette incommode jalousie, qui, dans certaines républiques modernes, semble veiller sur les moindres actions, & qui à tout instant est prête à troubler le repos de chaque citoyen. Dans ces républiques, la sûreté du magistrat, quoiqu'appuyée par les principaux du pays, est mise en danger par chaque mécontentement populaire; un petit tumulte est capable d'y faire en peu d'heures les plus grandes révolutions, & il faut que le gouvernement y employe toute son autorité à étouffer & à punir les murmures & les plaintes qui s'élèvent contre lui. Le souverain, au contraire, qui se sent soutenu non-seulement par l'aristocratie naturelle du pays, mais par une armée sur pied bien réglée, ne peut être fort troublée par les remontrances les plus mal-fondées, les plus

grossières, & même les plus licencieuses. Il peut les pardonner ou les négliger sans risque, & le sentiment de sa supériorité le dispose naturellement de le faire. Ce degré de liberté, qui approche de la licence, ne peut être tolérée que dans les pays où une armée sur pied bien réglée fait la sécurité du souverain. C'est-là seulement que la sûreté publique n'exige pas que l'on confie au souverain aucun pouvoir arbitraire, ou à discrétion, pour réprimer les impertinentes faillies de cette liberté licencieuse.

Le premier devoir du souverain, celui de défendre la société de la violence & de l'injustice des autres nations indépendantes, devient donc graduellement de plus en plus dispendieux, à mesure que la société avance dans la civilisation. La force militaire ne coûtoit rien originairement au souverain, ni en tems de paix, ni en tems de guerre; mais dans les progrès de la civilisation, c'est au souverain à l'entretenir, d'abord en tems de guerre, & ensuite en tems de paix.

Le grand changement introduit dans l'art de la guerre par l'invention des armes à feu, a fait monter encore plus

haut la dépense nécessaire, tant pour discipliner un nombre particulier de soldats en tems de paix, que pour les employer en tems de guerre; leurs armes & leurs munitions sont devenues plus coûteuses. Un mousquet coûte plus qu'un javelot, ou qu'un arc & des fleches; un canon ou un mortier plus qu'une baliste ou une catapulte. La poudre qu'on tire dans une revue moderne est perdue à jamais, & occasionne une dépense fort considérable. On pouvoit aisément ramasser les javelines & les fleches qu'on lançoit ou qu'on tiroit anciennement, outre qu'elles étoient d'une bien petite valeur. Le canon & le mortier sont non-seulement beaucoup plus chers, mais beaucoup plus pesans que la baliste & la catapulte, & demandent une plus grande dépense tant pour les fondre que pour les voiturier. Ajoutez que, comme l'artillerie moderne a une grande supériorité sur celle des anciens, il est devenu beaucoup plus difficile, & conséquemment bien plus coûteux de fortifier une ville de maniere à la mettre en état de soutenir seulement un siege de quelques semaines. Diverses causes contribuent à rendre actuellement la défense de la

société plus dispendieuse. Les effets inévitables du progrès naturel vers l'améliorissement ont été fortement fécondés par une grande révolution dans l'art de la guerre, occasionnée par un pur hasard, l'invention de la poudre.

La grande dépense pour les armes à feu dans la guerre moderne, donne un avantage évident à la nation qui peut le mieux y fournir, & conséquemment à une nation opulente & civilisée, sur une nation pauvre & barbare. Anciennement les nations opulentes & civilisées trouvoient de la difficulté à se défendre contre les nations pauvres & barbares. Aujourd'hui celles-ci trouvent qu'il leur est difficile de se défendre contre les autres. L'invention des armes à feu, qui, au premier coup-d'œil, paroît si pernicieuse, est certainement favorable à la stabilité & à l'extension de la civilisation.

S E C O N D E P A R T I E.

Des fraix de justice.

Le second devoir du souverain, celui de protéger, autant qu'il est possible, chaque membre de la société con-

tre l'injustice & l'oppression de tout autre membre, ou le devoir d'établir une exacte administration de la justice, exige aussi divers degrés de dépense dans les différens périodes de la société.

Comme il n'y a, pour ainsi dire, aucune propriété parmi les peuples chasseurs, ou du moins aucune qui excède la valeur de deux ou trois jours de travail, il est rare qu'on y établisse un magistrat ou aucune administration régulière de la justice. Les gens qui n'ont point de propriété, ne peuvent se faire tort les uns aux autres que dans leur personne ou leur réputation. Mais quand un homme tue, blesse, bat ou diffame quelqu'un, quoique celui qui reçoit l'injure en souffre, celui qui la fait n'en retire aucun bénéfice. Il n'en est pas ainsi du tort fait à la propriété. Le bénéfice de la personne qui le fait, est souvent égal à la perte de la personne qui le souffre. L'envie, la malice, le ressentiment, sont les seules passions qui puissent porter un homme à faire tort à un autre dans sa personne ou dans sa réputation. Mais la plupart des hommes ne sont pas souvent emportés par ces passions, & les

plus méchans ne le font que par occasion. Quelque plaisir que certains caractères trouvent à les satisfaire, comme cette satisfaction n'est jamais suivie d'aucun avantage réel ou permanent, elles sont communément retenues, dans la plus grande partie des hommes, par des considérations de prudence. Les hommes peuvent vivre ensemble en société avec un degré passable de sûreté, quoiqu'il n'y ait point de magistrat civil pour les protéger contre l'injustice de ses passions. Mais l'avarice & l'ambition dans le riche, la haine du travail & l'amour du bien-être & de la jouissance actuels dans le pauvre, sont des passions qui poussent à envahir la propriété, passions qui ont bien plus de tenue dans leurs opérations, & dont l'influence est bien plus universelle. Par-tout où se trouve une grande propriété, il s'y trouve une grande inégalité. Pour un homme fort riche, il faut qu'il y ait au moins 500 pauvres, & l'affluence dans laquelle vit un petit nombre, suppose l'indigence d'un grand nombre. L'affluence des riches excite l'indignation des pauvres, que le besoin & l'envie poussent souvent à s'emparer de leurs possessions.

Sans l'égide du magistrat civil, le propriétaire d'un bien considérable, acquis par le travail de plusieurs années, & peut-être de plusieurs générations successives, ne pourroit pas dormir une seule nuit en sûreté. Il est toujours entouré d'ennemis inconnus qu'il ne peut jamais appaiser, quoiqu'il ne les ait jamais provoqués, & ce qui le sauve de leur injustice, est uniquement le bras puissant du magistrat civil, continuellement levé pour les châtier. L'acquisition d'une propriété précieuse & étendue exige donc nécessairement l'établissement du gouvernement civil, qui n'est pas si nécessaire où il n'y a point de propriété ou du moins aucune qui excède le travail de deux ou trois jours.

Le gouvernement civil suppose une certaine subordination. Mais comme la nécessité du gouvernement civil augmente avec l'acquisition d'une propriété qui a de la valeur, de même les principales causes qui introduisent naturellement la subordination croissent en même-tems que cette acquisition.

Il paroît qu'on peut réduire à quatre les causes ou circonstances qui introduisent naturellement la subordi-

nation , ou qui , naturellement & antérieurement à toute institution civile , donnent à quelques hommes une supériorité sur la plupart de leurs freres.

La premiere de ces causes , ou circonstances , est la supériorité des qualités personnelles , de la force , de la beauté & de l'agilité du corps , de la sagesse , de la vertu , de la prudence , de la justice , de la force & de la modération de l'ame. Les qualités du corps , à moins d'être soutenues par celles de l'ame , ne peuvent guere donner de l'autorité dans aucun période de la société. Il faut qu'un homme soit bien vigoureux pour obliger par la force deux hommes foibles à lui obéir. Les qualités de l'ame sont seules capables de donner une grande autorité. Elles sont cependant invisibles , toujours disputables & généralement disputées. Il n'y a jamais eu de société , soit barbare , soit civilisée , qui ait jugé à propos d'établir les regles de la prééminence , du rang & de la subordination sur ces qualités invisibles. Par - tout on les a fondées sur quelque chose de plus clair & de plus palpable.

La seconde de ces causes , ou circonstances , est la supériorité de l'âge.

Un vieillard, pourvu que son âge trop avancé ne fasse pas soupçonner qu'il radotte, est par-tout plus respecté qu'un jeune homme d'un rang, d'une fortune & de talens égaux. Parmi les nations de chasseurs, telles que les tribus indigenes de l'Amérique Septentrionale, il n'y a d'autre fondement du rang & de la préférence que l'ancienneté. Le mot de pere y marque un supérieur, celui de frere un égal, & celui de fils un inférieur. Chez les nations opulentes & civilisées, l'âge décide du rang parmi ceux qui sont égaux à tout autre égard, & parmi lesquels il n'y a par conséquent rien autre chose qui en puisse décider. Entre les freres & les sœurs, c'est toujours l'ainé qui occupe la premiere place; & s'il y a quelque chose dans la succession paternelle qui ne puisse être divisé, mais qui doit aller tout entier à une seule personne, comme, par exemple, un titre d'honneur, c'est presque toujours à l'ainé qu'il est dévolu. L'âge est une qualité claire & palpable qui n'est point sujette à contestation.

La troisieme de ces causes, ou circonstances, est la supériorité de fortune. Cependant l'autorité des richesses

fes, quoique grande en tous les âges
 de la société, n'est peut-être jamais si
 grande que dans l'Etat le plus barbare
 qui comporte une inégalité considéra-
 ble de fortune. Un chef tartare dont
 les troupeaux sont devenus assez nom-
 breux pour faire subsister un millier
 d'ames, ne sauroit faire un autre usage
 de sa richesse que celui d'entretenir un
 millier d'hommes. L'état grossier de la
 société ne lui fournit point de produit
 manufacturé, ni de babioles ou de colli-
 fichets d'aucune espèce contre lesquels
 il puisse échanger le surabondant de
 son produit brut, ou ce qui excède sa
 consommation. Les mille hommes qu'il
 nourrit dépendant entièrement de lui
 pour leur subsistance, sont obligés de
 lui obéir pendant la guerre, & de se
 soumettre à sa juridiction pendant la
 paix. Il est nécessairement & leur gé-
 néral & leur juge, & l'empire qu'il a
 sur eux est l'effet nécessaire de la supé-
 riorité de sa fortune. Dans une société
 opulente & civilisée, un homme peut
 avoir beaucoup plus de fortune, & ce-
 pendant n'avoir pas une douzaine
 d'hommes à qui il commande. Quoi-
 que le produit de son bien suffise pour
 entretenir, & entretienne peut-être

actuellement plus de mille personnes, cependant, comme ces personnes payent pour chaque chose qu'elles ont de lui, parce qu'il n'est pas dans l'usage de rien donner qu'en échange d'un équivalent, à peine y a-t-il un seul homme qui se regarde comme dépendant de lui, & son autorité ne s'étend que sur quelques domestiques. Cependant la fortune donne toujours une grande autorité, même dans une société opulente & civilisée. On s'est plaint de tout tems qu'elle en donnoit plus que l'âge & le mérite, & l'inégalité de fortune a toujours occasionné des murmures. Cette inégalité n'a pas lieu dans le premier période de la société, celui des chasseurs. Une pauvreté universelle y établit une égalité universelle, & la supériorité de l'âge & celle des qualités personnelles y font les foibles, mais les seuls fondemens de l'autorité & de la subordination, ou, pour mieux dire, on n'y voit presque ni autorité, ni subordination. Le second période de la société, celui des bergers, admet de grandes inégalités de fortune, & c'est celui où la supériorité, à cet égard, donne le plus d'autorité. Aussi est-ce dans ce période que l'autorité & la

subordination se trouvent le mieux établies. L'autorité d'un fcherif arabe est fort grande, & celle d'un kan tartare absolument despotique.

La quatrième de ces causes, ou circonstances, est la supériorité de la naissance. Elle suppose une ancienne supériorité de fortune dans la famille de celui qui s'en pare. Toutes les familles sont également anciennes, & les ancêtres d'un prince, quoique mieux connus, ne sont pas plus nombreux que ceux d'un mendiant. L'ancienneté d'une famille ou sa noblesse emporte par-tout l'ancienneté de sa richesse, ou de cette grandeur qui est communément fondée sur la richesse ou qui l'accompagne. La grandeur récente est par-tout moins respectée que l'ancienne. La haine des usurpateurs, l'amour pour la famille d'un monarque ancien, viennent en grande partie du mépris que les hommes font naturellement d'un homme nouveau, & de leur vénération pour celui qui ne l'est pas. Comme un officier militaire se soumet sans répugnance à un supérieur qui lui a toujours commandé, mais ne peut souffrir que son inférieur vienne lui commander, de même les

hommes se soumettent aisément à une famille à laquelle eux & leurs ancêtres ont toujours obéi ; mais leur indignation s'allume quand une autre famille dans laquelle ils n'ont jamais reconnu cette supériorité , veut dominer sur eux.

La distinction de la naissance étant une suite de l'inégalité de fortune , est inconnue chez les peuples chasseurs , parmi lesquels tous les hommes , étant d'une fortune égale , doivent être à-peu-près égaux par la naissance. A la vérité , le fils d'un homme sage & brave , à mérite égal , peut y être un peu plus respecté que le fils d'un lâche ou d'un fol ; mais la différence est légère , & je ne crois pas qu'il y ait dans le monde une seule grande famille qui tire toute son illustration de la sagesse & de la vertu de ses ancêtres.

La distinction de la naissance peut non-seulement avoir , mais a toujours lieu chez les peuples pasteurs. Ces peuples ne connoissent aucune sorte de luxe , & il n'est guere possible qu'un homme y dissipe de grandes richesses par une profusion sans mesure. Aussi n'y a-t-il point de nations plus abondantes en familles révérees & hono-

rées, à raison de ce qu'elles descendent d'une longue suite d'ancêtres grands & illustres, parce qu'il n'y a point de nations où la richesse doive naturellement se conserver aussi long-tems dans une même famille.

La naissance & la fortune sont évidemment les deux circonstances qui contribuent le plus à placer un homme au-dessus d'un autre. Elles sont les deux grandes sources des distinctions personnelles, & par conséquent les principales causes qui établissent l'autorité & la subordination parmi les hommes. Chez les peuples bergers, ces deux causes agissent dans toute leur force. Le grand berger ou propriétaire de troupeaux, respecté pour sa grande richesse & pour le grand nombre de ceux que leur subsistance met dans sa dépendance, révééré pour sa naissance & l'antiquité immémoriale de son illustre famille, jouit d'une autorité naturelle sur tous les bergers inférieurs de sa horde ou tribu. Aucun d'eux ne peut disposer d'autant de forces réunies. Son pouvoir militaire l'emporte sur le leur. En tems de guerre, ils se rangent naturellement sous ses drapeaux.

drapeaux plutôt que sous ceux d'aucun autre, & sa naissance & sa fortune lui procurent naturellement une sorte de pouvoir exécutif. Comme il a plus de monde à ses ordres qu'aucun autre, il est aussi plus en état d'obliger celui d'entr'eux qui auroit commis quelque injustice, à la réparer. De-là tous ceux qui sont trop foibles pour se défendre ont recours à sa protection. C'est à lui qu'ils se plaignent des torts qu'ils croient qu'on leur a faits; & dans ce cas, la personne même dont on se plaint, se soumet plus volontiers à sa décision qu'elle ne feroit à celle de tout autre. Sa naissance & sa fortune lui procurent donc ainsi une sorte d'autorité judiciaire.

C'est dans l'état de bergers, ou dans le second période de la société, que s'introduit d'abord l'inégalité de fortune, & par conséquent un degré d'autorité & de subordination qui n'existoit pas auparavant, & qui amène un certain degré de gouvernement civil, sans lequel elle ne pourroit pas subsister. Cela se fait tout naturellement & indépendamment de la considération que c'est une chose indispensablement nécessaire. Cette considération

entre, sans doute, ensuite pour beaucoup dans le maintien de cette autorité & de cette subordination. Le riche en particulier se trouve nécessairement intéressé à maintenir cet ordre de choses, qui seul peut lui assurer la possession des avantages dont il jouit. Les gens moins riches se liguent pour défendre les propriétés de ceux qui le sont davantage, afin que ceux-ci se liguent pour les défendre dans la possession des leurs. Tous les bergers inférieurs sentent que la sûreté de leurs troupeaux dépend de la sûreté de ceux qui appartiennent au grand berger; que la conservation de ce qu'ils ont d'autorité dépend de la conservation de la sienne, qui est beaucoup plus considérable; & que s'ils manquent de subordination à son égard, ils n'en trouveront pas dans leurs inférieurs. Ils forment une espèce de petite noblesse, qui se sent intéressée à défendre la propriété & à maintenir l'autorité de leur petit souverain, afin qu'il soit en état de défendre & de maintenir les leurs. Le gouvernement civil, en tant qu'institué pour la sûreté de la propriété, est réellement institué pour la défense des riches contre les pauvres, ou pour la défense de ceux qui ont

quelque chose contre ceux qui n'ont rien.

Cependant l'autorité judiciaire d'un pareil souverain , loin d'être pour lui une occasion de dépense , a été longtemps une source de revenu. Les personnes qui s'adrescoient à lui pour demander justice , étoient toujours disposées à la payer , & un présent ne manquoit jamais d'accompagner leur requête. Après que l'autorité du souverain eut été profondément enracinée, le coupable étoit obligé de lui payer une amende pécuniaire, indépendamment de la satisfaction qu'il faisoit à l'offensé. Il avoit embarrassé, troublé, rompu la paix du roi son seigneur, & on croyoit que pour cela il méritoit bien d'être mulcté d'une amende pécuniaire. Dans les gouvernemens tartares de l'Asie , dans les gouvernemens d'Europe fondés par les Scythes & les Germains sur les ruines de l'empire romain , l'administration de la justice étoit d'un grand rapport, tant pour le souverain, que pour les chefs inférieurs ou barons qui exercoient sous lui une juridiction sur une certaine horde ou tribu , ou sur un territoire ou canton particulier. Dans l'origine,

le souverain & ces chefs inférieurs avoient coutume d'exercer cette juridiction en personne. Ils trouverent ensuite plus commode pour eux de la déléguer à quelque substitut, bailli ou juge. Ce substitut étoit cependant encore obligé de rendre compte à son principal constituant des profits de la juridiction. Quiconque lit les instructions données aux juges de tournée du tems d'Henri II, verra que les juges étoient une espece de facteurs ambulans préposés pour aller en tournée dans le pays lever certaines branches du revenu du roi. Non-seulement l'administration de la justice rapportoit alors un certain revenu au souverain, mais il semble que ce revenu étoit un des principaux avantages qu'on se proposoit dans l'administration de la justice.

Cette intention de faire servir la justice à donner du revenu, ne pouvoit guere manquer de produire plusieurs abus crians. La personne qui venoit demander justice avec un présent considérable à la main, devoit naturellement obtenir quelque chose de plus que la justice; & celle qui, en la demandant, n'avoit qu'un petit présent à

offrir, devoit obtenir quelque chose de moins. D'ailleurs on pouvoit différer de la rendre, afin que le présent fût répété. Ajoutez que l'amende pécuniaire infligée à la personne dont on se plaignoit, pouvoit devenir souvent une forte raison de la trouver coupable quand elle ne l'eût pas été. L'histoire de chaque pays de l'Europe fait foi que ces abus n'étoient point rares.

Lorsque le souverain ou chef exerçoit son autorité judiciaire en personne, quelque abus qu'il en pût faire, il n'y avoit pas moyen d'obtenir aucune réparation, parce qu'il y avoit rarement quelqu'un d'assez puissant pour lui demander compte de sa conduite. Lorsqu'il l'exerçoit par un bailli, un accusé pouvoit quelquefois avoir satisfaction s'il étoit condamné injustement ; mais il falloit pour cela que le bailli eût prévariqué pour son intérêt particulier, auquel cas le souverain pouvoit n'avoir pas de répugnance à le punir. Mais si c'étoit au profit du souverain, si c'étoit pour faire sa cour à celui qui le gagéoit & qui pouvoit l'avancer, qu'il avoit fait un acte d'oppression, la réparation étoit la plupart du tems aussi

peu impétrable que si le souverain avoit commis l'injustice lui-même. Aussi paroît-il que dans tous les gouvernemens barbares, & en particulier dans tous ces gouvernemens de l'Europe fondés sur les ruines de l'empire romain, l'administration de la justice a été long-tems extrêmement corrompue. Il s'en falloit bien qu'elle fût parfaitement égale & impartiale sous les meilleurs monarques. Sous les plus mauvais, c'étoit un vrai brigandage.

Parmi les peuples bergers où le souverain ou chef n'est que le plus grand berger ou propriétaire de troupeaux qu'il y ait dans la horde ou tribu, le souverain vit & s'entretient de la même manière que ses vassaux ou sujets, par la multiplication de ses bestiaux. Parmi ces nations agricoles qui ne font que sortir de l'état de berger, & qui ne font pas encore fort avancées au-delà de cet état (condition dans laquelle paroissent avoir été les tribus grecques dans le tems de la guerre de Troye, aussi bien que nos ancêtres germains & scythes qui s'établirent sur les ruines de l'empire d'occident), le souverain ou chef n'est de même que le plus grand terrien du pays, & il four-

nit à son entretien uniquement par le revenu qu'il tire de ses terres, comme les vassaux les autres propriétaires s'entretiennent du revenu des leurs. Il n'a pour subvenir à sa dépense que ce qu'on appelle dans l'Europe moderne le domaine de la couronne. Ses sujets n'y contribuent en rien, excepté lorsqu'ils ont besoin qu'il interpose son autorité pour les protéger contre l'oppression de quelques-uns de leurs co-sujets. Les présens qu'ils lui font dans ces occasions constituent tout le revenu ordinaire, tous les émolumens qu'il retire de sa domination sur eux, excepté peut-être certains cas extraordinaires. Dans Homere, lorsqu'Agamemnon offre à Achille, pour prix de son amitié, sept villes grecques, le seul avantage qu'il lui en promet est que le peuple l'honorera de présens. Tant que ces présens, tant que les émolumens de justice, ou ce qu'on peut appeller les honoraires de la cour, ont constitué tout le revenu ordinaire que le souverain tiroit de sa souveraineté, on ne pouvoit guere s'attendre, ni même proposer déceimment, qu'ils fussent abolis ou abandonnés. On a pu seulement proposer, & on l'a fait souvent, qu'ils fussent réglés & fi-

xés. Après qu'on les eut réglés, il fut encore fort difficile, pour ne pas dire impossible, d'empêcher un homme qui étoit tout puissant de les étendre au-delà des bornes prescrites. Ainsi pendant que dura cet état des choses, la corruption de la justice fut presque sans remède, parce qu'elle venoit de la nature arbitraire & incertaine de ces présens.

Mais lorsque par différentes causes, & sur-tout par l'augmentation continue de la dépense qu'il falloit pour défendre la nation des invasions étrangères, le domaine du souverain devint absolument insuffisant pour les frais de la souveraineté, lorsqu'il devint nécessaire que le peuple contribuât pour sa propre sûreté à ces frais par différentes sortes de taxes, il semble qu'on stipula communément qu'aucun présent ne seroit accepté, sous quelque prétexte que ce fût, pour l'administration de la justice, soit par le souverain, soit par ses baillis & substitués les juges. On supposa probablement qu'il étoit plus aisé de les abolir que de les régler & de les fixer avec succès. On assigna aux juges des appointemens qu'on supposa devoir compenser la part qu'ils per-

doient dans les émolumens supprimés de justice, comme les taxes compensoient & au-delà ce qu'y perdoit le souverain. On dit pour-lors que la justice étoit administrée gratuitement.

Dans la réalité cependant, il n'y a jamais eu nulle part d'administration gratuite de la justice. Il faut au moins que les parties payent les avocats & les procureurs, & si elles ne les payoient pas, ils s'acquitteroient de leur devoir encore plus mal qu'ils ne font. Dans toutes les cours de judicature, les honoraires des avocats & des procureurs montent à une somme beaucoup plus forte que les gages des juges. La circonstance que ces gages leur sont payés par la couronne, n'influe pas beaucoup en diminution sur la dépense d'un procès. Mais c'étoit moins pour diminuer la dépense que pour prévenir la corruption de la justice, qu'on a interdit aux juges de recevoir des parties aucun présent ou honoraire.

L'office de juge est si honorable en lui-même, qu'on l'accepte volontiers, quoiqu'on n'y attache que de petits émolumens. L'office inférieur de juge de paix, quoiqu'assez pénible & la plupart du tems nullement lucratif, ne

laisse pas d'être un objet d'ambition pour la plus grande partie de nos concitoyens aisés. Dans tout pays civilisé, les gages de tous les différens juges forts ou foibles, en y ajoutant toute la dépense de l'administration & de l'exécution de la justice, lors même qu'elle n'est pas dirigée par une bonne économie, ne fait qu'une bien petite partie de toute la dépense du gouvernement.

D'ailleurs toute la dépense de justice peut être aisément défrayée par les honoraires de cour; & sans exposer l'administration de la justice à aucun danger réel de corruption, le public peut être entièrement soulagé d'une charge certaine, quoique peut-être bien légère. Il est difficile de régler efficacement les honoraires des juges, quand une personne aussi puissante que le souverain doit les partager & en tirer une partie considérable de son revenu; la chose est fort aisée quand le principal bénéfice en revient aux juges. La loi peut sans peine obliger le juge à respecter le règlement, quoiqu'elle ne soit pas toujours capable de le faire respecter par le souverain. Si les honoraires de cour sont réglés & fixés

avec précision, si on les paye tout-à-la-fois, à un certain période du procès, entre les mains d'un caissier ou receveur, pour être par lui distribués en certaines proportions connues parmi les différens juges, après que le procès est décidé, & non avant qu'il le soit, il semble qu'il n'y a pas plus de danger pour la corruption que quand on les défend absolument. En ne les payant que quand le procès seroit fini, on engageroit les juges à mettre plus de diligence dans l'examen & la décision de l'affaire. Si dans les cours où il y a grand nombre de juges, on payoit chacun d'eux au prorata du nombre d'heures & de jours qu'il auroit employés à examiner le procès, ou dans la cour ou dans un comité par ordre de la cour, ces honoraires pourroient donner quelque encouragement au zele des juges. Le public n'est jamais mieux servi que quand la récompense vient après le service, & qu'elle est proportionnée au zele avec lequel on s'en est acquitté. Dans les différens parlemens de France, les honoraires de cour (appelés épices ou vacations) font la plus grande partie des émolumens des juges. Toute déduction faite, ce que

la couronne donne de gages à chaque conseiller du parlement de Toulouse, le second du royaume pour le rang & la dignité, ne monte qu'à cent-cinquante livres de France, environ six livres onze schelings st. par an. Il y a sept ans qu'un laquais ordinaire y avoit les mêmes gages. La distribution des épices s'y fait aussi selon le travail des juges. Celui qui s'applique tire de son office un revenu honnête, quoique modique. Ces parlemens, à plusieurs égards, ne sont peut-être pas de fort bonnes cours de justice; mais on ne les à jamais accusés, pas même, à ce qu'il semble, soupçonnés de corruption.

Les honoraires de cour paroissent avoir été originairement le principal revenu des différentes cours de justice en Angleterre. Chaque cour tâchoit d'attirer à elle le plus d'affaires qu'elle pouvoit, & ne demandoit pas mieux que de prendre connoissance de celles même qui ne tomboient pas sous sa juridiction. La cour du Banc du roi, instituée pour le jugement des seules causes criminelles, connut des procès civils, le demandeur prétendant que le défendeur, en ne lui faisant pas jus-

tice, s'étoit rendu coupable de quelque faute grave ou malversation. La cour de l'Échiquier, préposée pour la levée des deniers royaux & pour contraindre à les payer, connut aussi des autres engagemens pour dettes, le plaignant alléguant que si on ne le payoit pas, il ne pouvoit payer le roi. Avec ces fictions il dépendoit souvent des parties de se faire juger par le tribunal qu'elles vouloient, & chaque cour s'efforçoit d'attirer le plus de causes qu'elle pouvoit au sien, par la diligence & l'impartialité qu'elle mettoit dans l'expédition des procès. L'admirable constitution actuelle des cours de justice en Angleterre fut peut-être originellement en grande partie le fruit de cette émulation qui animoit ces différens juges, chacun d'eux s'efforçant à l'envi d'appliquer à toute sorte d'injustice le remède le plus prompt & le plus efficace que comportoit la loi. Dans l'origine, les cours de la commune loi (the courts of law) n'accordoient des dommages que pour la rupture des contrats. La cour de la Chancellerie, comme cour de conscience, prit sur elle de faire exécuter formellement les conventions. Lorsque la

rupture ou l'inexécution du contrat consistoit dans le défaut du payement, le dommage souffert ne pouvoit se compenser autrement qu'en ordonnant le payement qui étoit l'équivalent de l'exécution spécifique de la convention. Le remede, suffisoit dans ces cas-là. Mais ce n'étoit pas de même dans d'autres. Lorsque le tenancier attaquoit son seigneur pour l'avoir injustement dépossédé de son bail, les dommages qu'on lui adjugeoit n'étoient nullement équivalens à la possession de la terre. Ces sortes de causes furent donc toutes portées pendant quelque tems à la cour de Chancellerie, au grand détriment des cours de la commune loi. On dit que c'est pour rappeler ces causes à leur tribunal que ces cours ont inventé le *writ* artificiel & fictice d'*ejectment* (de dépossesion), le remede le plus efficace contre l'injuste expulsion d'un fermier.

Un droit de timbre sur les procédures légales de chaque cour particuliere, qui seroit levé par elle & appliqué au payement des juges & autres officiers à elle appartenants, pourroit fournir de même un revenu suffisant pour défrayer la dépense de l'administration de la justice, sans mettre aucune charge

sur le revenu de la société. Véritablement le juge pourroit alors être tenté de multiplier les procédures sans nécessité, pour augmenter le produit de ce droit de timbre. La coutume a été dans l'Europe moderne de régler pour la plupart des occasions, le payement des procureurs & des clercs de cour par le nombre des pages qu'ils avoient à écrire, la cour exigeant cependant que la page contînt tant de lignes, & la ligne tant de mots. Pour éluder ce règlement, les procureurs & les clercs ont imaginé de multiplier les mots sans aucune nécessité; ce qui, je pense, a corrompu le langage des loix dans toutes les cours de justice de l'Europe. Une pareille tentation occasionneroit peut-être une semblable corruption dans la forme des procédures légales.

Mais soit qu'on arrange tellement l'administration de la justice qu'elle se défraye elle-même, soit que les juges soyent entretenus par des salaires pris sur quelqu'autre fonds, il ne paroît pas nécessaire que la personne ou les personnes à qui l'on confie le pouvoir exécutif, soyent chargées de la dispensation de ce fonds ou du payement de ces salaires. Ce fonds pourroit venir d'une

rente de terres dont l'administration feroit confiée à chaque cour particulière à laquelle on les attacheroit. Ce fonds pourroit venir également de l'intérêt d'une somme d'argent dont le prêt se feroit au profit de la cour à entretenir. Une partie, quoique petite, du salaire des juges de la cour de session en Ecosse, vient de l'intérêt d'une somme d'argent. Cependant l'instabilité de ce fonds paroît le rendre peu propre au maintien d'une institution qui doit toujours durer.

Il paroît que c'est la multiplication des affaires de la société, en conséquence de ses progrès, qui a donné lieu à la séparation de la puissance judiciaire d'avec la puissance exécutive. L'administration de la justice devint si laborieuse & si compliquée, qu'elle revendiqua toute l'attention des personnes qui en étoient chargées. Celui qui avoit en main la puissance exécutive n'ayant pas le loisir de vaquer par lui-même à la décision des causes particulières, on nomma quelqu'un pour tenir sa place. Dans les progrès de la grandeur romaine, le consul fut trop occupé des affaires politiques de l'Etat, pour se mêler de l'administration de la justice; on

nomma un préteur pour l'administrer à sa place. Dans les progrès des monarchies européennes fondées sur les ruines de l'empire romain, le souverain & les grands barons vinrent universellement à considérer l'administration de la justice comme un emploi trop pénible & trop ignoble pour le remplir en personne. Ils s'en déchargèrent tous sur un substitut, bailli ou juge, qu'ils nommerent.

Lorsque la puissance judiciaire est unie à la puissance exécutive, il est difficile que la justice ne soit pas souvent sacrifiée à ce qu'on appelle la politique. Les personnes chargées des grands intérêts de l'Etat, sans avoir même de mauvaises vues, peuvent imaginer souvent qu'il est nécessaire de leur sacrifier les droits d'un particulier. Mais la liberté qu'il a de chaque individu, le sentiment qu'il a de sa propre sûreté, dépendent de l'administration impartiale de la justice. Pour qu'il sente parfaitement qu'il ne sera pas troublé dans la possession de ses droits, il n'est pas seulement nécessaire que la puissance judiciaire soit séparée de l'exécutive, mais qu'elle soit indépendante le plus qu'il est possible, que

le juge ne soit point amovible au caprice de cette dernière puissance, & que le payement de ses gages ne dépende ni de sa bonne volonté, ni de sa bonne économie.

T R O I S I E M E P A R T I E.

De la dépense pour les ouvrages & les institutions publics.

Le troisième & dernier devoir du souverain ou de la communauté est celui de faire & d'entretenir ces ouvrages & ces institutions publics qui peuvent être très-avantageux à une grande société, mais qui sont de nature à ce qu'un individu ou un petit nombre d'individus n'y feroient jamais un profit capable de les rembourser de la dépense, & qu'on ne doit par conséquent jamais attendre d'eux. L'accomplissement de ce devoir exige deux différens degrés de dépense dans les différens périodes de la société.

Après les institutions & les ouvrages publics nécessaires pour la défense de la société & l'administration de la justice, & dont je viens de parler, les principaux ouvrages & institutions de cette

espece sont ceux qui facilitent le commerce de la société, & ceux qui regardent l'instruction du peuple. Les institutions qui regardent l'instruction sont de deux sortes, celles pour l'éducation de la jeunesse, & celles pour l'instruction des gens de tout âge. La dépense qu'il faut pour ces trois sortes d'institutions divisera naturellement en trois articles cette troisième partie du présent chapitre.

A R T I C L E P R E M I E R.

Des ouvrages & des institutions publics pour faciliter le commerce de la société.

Que l'érection & l'entretien des ouvrages publics pour faciliter le commerce de la société, tels que les grands chemins, les ponts, les canaux navigables, les havres, &c. exigent différens degrés de dépense dans les différens périodes de la société, c'est une chose évidente qui n'a pas besoin d'être prouvée. La dépense de construire & d'entretenir les grands chemins d'un pays doit évidemment augmenter avec le produit annuel de ses terres & de son travail, ou avec la quantité & le poids des marchandises qu'il faut faire venir

ou envoyer par ces chemins. La force d'un pont doit être proportionnée au nombre & au poids des voitures qui doivent y passer. La profondeur & la quantité d'eau d'un canal navigable doivent être proportionnées au nombre & à la charge des bateaux qui y passeront; l'étendue d'un havre, au nombre de vaisseaux qui s'y retireront.

Il ne paroît pas nécessaire que la dépense de ces ouvrages publics soit prise sur ce revenu public, ainsi qu'on l'appelle communément, dont la perception & l'application appartiennent dans la plupart des pays à la puissance exécutrice. On peut facilement arranger les choses de manière que la plus grande partie de ces ouvrages publics rapportent un revenu particulier suffisant pour payer ce qu'ils coûtent, sans rien prendre sur le revenu général de la société.

Par exemple, on peut faire & entretenir un grand chemin, un pont, un canal navigable, &c. par un petit péage sur les voitures ou bateaux qui s'en servent; un havre, par un droit de port modéré sur le tonnage du vaisseau qui y charge ou décharge. Dans plusieurs pays, le monnoyage, autre institution,

pour faciliter le commerce , ne rend pas seulement ce qu'il coûte , mais rapporte encore un petit revenu ou seigneuriage au souverain. Les postes, qui sont une autre institution pour le même objet, forment presque par-tout un revenu considérable pour le souverain, indépendamment de ce qu'on en tire pour les défrayer.

Lorsque les voitures qui passent sur un grand chemin ou un pont, & quand les bateaux qui passent sur un canal navigable donnent un péage proportionné à leur poids & à leur tonnage, ils payent pour l'entretien de ces ouvrages publics exactement en proportion de la dégradation qu'ils y occasionnent. Il ne paroît guere possible de trouver un moyen plus équitable de pourvoir à l'entretien de ces ouvrages. Cette taxe ou péage, quoiqu'avancée par le batelier ou le voiturier, se trouve finalement payée par le consommateur dans le prix de la marchandise. Cependant comme la dépense du transport diminue beaucoup par ces ouvrages publics, le péage n'empêche pas que les marchandises ne reviennent aux consommateurs à meilleur marché qu'il ne les auroit autrement, le péage n'augmentant pas leur

prix autant que le fait baïffer le bon marché du transport. La personne qui paye cette taxe gagne donc à l'application qu'on en fait, plus qu'elle ne perd en la payant. Ce qu'elle paye est exactement en proportion de ce qu'elle gagne. Ce n'est dans le fond autre chose qu'une partie de son gain sacrifiée pour sauver le reste. Je ne crois pas qu'on imagine jamais une méthode plus équitable de lever une taxe.

Quand le péage sur les voitures de luxe, sur les carosses, les chaises de poste, &c. est un peu plus fort proportionnellement à leur poids, que sur les voitures d'un usage nécessaire, tels que les charriots, les fourgons, &c. c'est une manière douce & facile de faire contribuer l'indolence & la vanité du riche au soulagement du pauvre, en diminuant le prix du transport des marchandises lourdes qui vont dans toutes les différentes parties du pays.

Lorsqu'on fait & qu'on entretient les grands chemins, les ponts, les canaux, avec le commerce même qui se fait par eux, on ne peut en établir que dans les endroits où le commerce en a besoin, & par conséquent où il est à propos d'en faire. Les frais de leur établisse-

ment, leur grandeur & leur magnificence doivent aussi répondre à ce que ce commerce peut payer. Ils doivent donc être faits comme il convient de les faire. On ne fera point de superbe grand chemin dans un pays désert où il y a peu de commerce. On n'en verra pas construire de tels uniquement pour conduire à la maison de campagne d'un intendant de province, ou au château de quelque grand seigneur à qui l'intendant veut faire sa cour. On ne jettera pas un grand pont sur une rivière à un endroit où personne ne passe, & précisément pour embellir la vue qu'on a des fenêtres d'un palais voisin, abus communs dans les pays où les ouvrages de cette espèce sont pris sur un autre revenu que celui qu'ils peuvent rapporter.

Le péage sur un canal est en plusieurs pays de l'Europe la propriété de certaines personnes que leur intérêt particulier oblige à l'entretien du canal. S'il est mal tenu, la navigation cesse nécessairement, & avec elle le profit des péages. Si on confioit l'administration de ces péages à des commis qui n'y auroient pas le même intérêt, ils pourroient être moins vigilans à entretenir

les ouvrages. Le canal du Languedoc a coûté au roi de France & à la province plus de treize millions, qui (à vingt-huit livres le marc d'argent, tel qu'il étoit à la fin du dernier siècle) valent plus de neuf cents cinquante mille livres sterling. Quand ce grand ouvrage fut fini, on jugea que la meilleure méthode pour qu'il fût constamment bien réparé, c'étoit de faire présent des péages à Riquet le machiniste, qui en avoit dressé le plan & dirigé l'ouvrage. Ces péages font aujourd'hui un grand patrimoine pour les différentes branches de la famille de cet ingénieur, qui ont par conséquent le plus grand intérêt à tenir le canal en bon état. Mais si l'administration de ces péages avoit été donnée à des commis qui n'y auroient pas eu le même intérêt, ils auroient pu être mangés & dissipés en dépenses vaines & de pur ornement, tandis que les parties les plus essentielles de l'ouvrage seroient tombées en ruine.

Il n'y auroit pas la même sûreté pour l'entretien des grands chemins, s'ils étoient la propriété de personnes particulières. Un grand chemin entièrement négligé ne devient pas absolument impraticable, comme un canal.

Les

Les propriétaires des péages d'un grand chemin pourroient donc négliger entièrement de le réparer, & cependant lever à-peu-près les mêmes droits. Il est donc à propos de donner l'administration des péages pour l'entretien des grands chemins à des commis ou des gens de confiance.

On s'est plaint souvent très-justement dans la Grande-Bretagne des abus commis dans l'administration de ces péages par ceux qui en étoient chargés. On a dit que l'argent levé à plusieurs tourniquets, étoit plus du double de ce qu'il falloit pour exécuter très-complètement l'ouvrage, qui ne se faisoit que maussadement & souvent point du tout. Il faut observer que le système de réparer les grands chemins avec ces péages n'est pas fort ancien. Il n'y a donc rien d'étonnant, s'il n'a pas encore été porté à la perfection dont il paroît susceptible. Si on a souvent pris des commis de basse extraction & peu propres à la chose, & si on n'a pas encore établi des cours d'inspection ou de chambre des comptes, pour contrôler leur conduite & réduire les péages à ce qui est simplement suffisant pour l'ouvrage à faire, il faut s'en pren-

dre à la nouveauté de l'institution, qui explique & justifie en même tems ces défauts à la plupart desquels la sagesse du parlement apportera remède par degrés & avec le tems.

On suppose que l'argent levé à différens tourniquets dans la Grande-Bretagne excède tellement ce qui est nécessaire pour la réparation des grands chemins, que quelques ministres même ont considéré les épargnes qu'une sage économie pouvoit faire sur cet objet comme une grande ressource qu'on pourroit appliquer tôt ou tard aux besoins de l'Etat. Le gouvernement, a-t-on dit, en prenant l'administration des *turnpikes* (ou tourniquets), & en employant les soldats, qui travailleroient pour une légère augmentation de leur paye, pourroit entretenir les grands chemins à beaucoup moins de frais que ne le peuvent les commis, qui n'ont d'autres ouvriers à employer que ceux qui tirent toute leur subsistance de leurs salaires. On a prétendu qu'on pouvoit gagner ainsi un gros revenu, peut-être un demi-million sterling, sans mettre de nouvelle charge sur le peuple, & que les grands chemins à *turnpikes* contribueroient par ce moyen

à la dépense générale de l'Etat, comme les postes y contribuent à-présent.

Je ne doute pas qu'on ne pût tirer de-là un revenu considérable, quoique probablement beaucoup moindre qu'on ne le suppose. Cependant le plan souffre diverses objections importantes.

1°. Si les péages levés aux *turnpikes* étoient jamais regardés comme une des ressources pour fournir aux besoins de l'Etat, ils seroient bientôt augmentés selon l'exigence supposée des besoins de l'Etat. Ils augmenteroient donc bien vite, conformément à la politique de la Grande-Bretagne. La facilité d'en tirer un gros revenu encourageroit vraisemblablement l'administration à user fréquemment de cette ressource. Quoiqu'il soit plus que douteux qu'avec la meilleure économie les péages actuels pussent fournir un demi-million sterling d'épargnes, il est presque certain qu'on épargneroit sur eux un million s'ils étoient doublés, & peut-être deux millions s'ils étoient triplés. D'ailleurs ce grand revenu pourroit être perçu sans nommer un seul nouvel officier pour le recevoir. Mais les péages des *turnpikes* étant ainsi continuellement augmentés, devien-

droient un grand obstacle au commerce intérieur du pays, qu'ils doivent faciliter. La dépense de transporter toutes les marchandises pesantes d'un endroit du pays à l'autre, feroit bientôt si forte, que le marché pour toutes ces sortes de marchandises se resserreroit considérablement, que leur production feroit fort découragée, & les plus importantes branches de l'industrie domestique entièrement anéanties.

2°. Une taxe sur les voitures de charroi en proportion de leur poids, quoique fort égale quand elle est appliquée à la seule réparation des chemins, devient fort inégale quand on l'applique à tout autre objet, ou aux besoins ordinaires de l'Etat. Dans le premier cas, la voiture est supposée payer exactement le tort qu'elle fait aux chemins; mais dans le second, elle est supposée payer au-delà & fournir encore à quelqu'autre besoin de l'Etat. Or comme le péage d'un *turnpike* fait hauffer le prix des marchandises en proportion de leur poids & non de leur valeur, il est sur-tout payé par les consommateurs de marchandises grossières & lourdes, non par ceux de marchandises précieuses & légères. A quelque

besoin de l'Etat qu'on destinât donc cette taxe, elle tomberoit principalement sur le pauvre & non sur le riche, sur celui qui seroit le moins & non sur celui qui seroit le plus en état de la supporter.

3°. S'il arrivoit jamais que le gouvernement négligeât la réparation des grands chemins, il seroit encore plus difficile qu'il ne l'est aujourd'hui de rappeler les péages à leur destination propre. On pourroit tirer ainsi du peuple un gros revenu, sans qu'il y en eût une seule partie d'appliquée au seul objet auquel elle auroit jamais dû être employée : si la bassesse & la pauvreté des commis d'aujourd'hui fait quelquefois trouver bien de la difficulté à les obliger de réparer leurs torts, on en trouveroit dix fois plus dans la grandeur & la richesse de ceux qui seroient chargés de l'administration des péages dans le système que je combats.

En France, les fonds destinés pour la réparation des grands chemins sont sous la direction immédiate du pouvoir exécutif. Ces fonds consistent partie en six jours de travail que le peuple est obligé de donner, dans la plupart des pays de l'Europe, à la répara-

tion des grands chemins , & partie dans une portion du revenu général de l'Etat qu'il plaît au roi d'assigner pour cette dépense.

La loi en France & dans bien d'autres endroits de l'Europe , mettoit anciennement la direction de ces six jours de corvée sous l'inspection d'un magistrat local ou provincial qui ne dépendoit pas immédiatement du conseil du roi. Mais la pratique actuelle est de mettre les six jours de travail & tout autre fonds assigné par le roi pour la réparation des grands chemins d'une province ou d'une généralité sous la direction d'un intendant, officier nommé & révoqué par le conseil du roi, qui en reçoit les ordres & qui est constamment en correspondance avec lui. Dans les progrès du despotisme, l'autorité du pouvoir exécutif absorbe par degrés celle de tout autre pouvoir dans l'Etat, & s'attribue l'administration de toutes les branches de revenu destinées à quelque objet public. Cependant en France les grands chemins de poste, les chemins qui forment la communication entre les principales villes du royaume, sont en général bien tenus ,

& dans quelques provinces , ils ne laissent pas d'être meilleurs que la plupart de nos chemins à *turnpikes*. Mais ce que nous appellons les chemins de traverse , c'est-à-dire , la plupart des chemins du pays , y sont entièrement négligés , & en plusieurs endroits absolument impraticables aux voitures chargées. Il y a même des endroits qu'il est dangereux de passer à cheval , & il n'y a que les mules auxquelles on puisse avoir recours pour se transporter sûrement. L'orgueilleux ministre d'une cour fastueuse prendra souvent plaisir à exécuter un ouvrage d'éclat & de magnificence , tel qu'un grand chemin qui sera fréquenté par la principale noblesse dont les applaudissemens flattent non-seulement sa vanité , mais contribuent même à soutenir son crédit à la cour. Mais d'exécuter un grand nombre de petits ouvrages où il n'y a rien qui puisse faire sensation ni exciter la moindre admiration dans aucun voyageur , & qui , pour tout dire en un mot , n'ont rien de recommandable que leur utilité , c'est une affaire plate , obscure & indigne , à tous égards , de l'attention d'un si grand magistrat. Aussi voit-on que sous une pareille administration

ces fortes d'ouvrages sont presque entièrement négligés.

A la Chine & dans plusieurs autres gouvernemens de l'Asie, le pouvoir exécutif se charge des réparations des grands chemins & de l'entretien des canaux navigables. On dit que ces objets sont constamment recommandés au gouverneur de chaque province, & que le jugement que la cour fait de sa conduite se règle beaucoup sur l'attention qu'il paroît y donner. On dit qu'en conséquence cette branche de la police publique est bien tenue dans tous ces pays-là, & sur-tout à la Chine, où l'on prétend que les grands chemins & encore plus les canaux navigables sont fort au dessus de tout ce qui se voit dans ce genre en Europe. Cependant les relations que nous en avons en Europe ont été généralement faites par des voyageurs simples & grands admirateurs, souvent par des missionnaires stupides & menteurs. S'ils avoient été examinés par des yeux plus intelligens & décrits par des témoins plus fideles, il y auroit peut-être moins de quoi nous surprendre. Il s'en faut bien que ce que dit Bernier de quelques ouvrages de

cette espece dans l'Indostan, approche du merveilleux que nous trouvons dans les récits d'autres voyageurs. Peut-être aussi qu'il en est de ces pays-là comme de la France, où l'on a soin des grands chemins, des grandes communications qui peuvent être les sujets de la conversation à la cour & dans la capitale, & où tout le reste est négligé. D'ailleurs à la Chine, dans l'Indostan & dans plusieurs autres gouvernemens de l'Asie, le revenu du souverain vient presque entièrement d'une taxe ou d'une rente sur les terres, qui hausse ou baisse suivant l'état du produit annuel de la terre. Le grand intérêt du souverain, je veux dire, son revenu, y est donc nécessairement & immédiatement lié avec la culture des terres, avec la grandeur la valeur du produit de ces terres. Or pour que ce produit soit en quantité & en valeur tout ce qu'il peut être, il faut lui procurer un marché aussi étendu qu'il est possible, & par conséquent établir la communication la plus libre, la plus facile & la moins dispendieuse entre les différentes parties du pays; ce qui ne peut se faire que par le moyen des meilleurs chemins &

des meilleurs canaux navigables. Mais il n'y a point de pays en Europe où le revenu du souverain consiste principalement dans une taxe réelle, dans une taxe ou une rente sur les terres. Dans la plupart & dans les grands royaumes de cette partie du monde, il peut dépendre en dernière analyse du produit des terres. Mais cette dépendance n'est ni immédiate, ni si évidente. Le souverain ne s'y sent pas si directement intéressé à favoriser & avancer l'accroissement du produit des terres en quantité & en valeur, ni à procurer à ce produit le marché le plus étendu par l'entretien des grands chemins & des canaux. Ainsi quand on admettroit pour vrai, ce qui n'est pas peu douteux, que dans quelques parties de l'Asie le département de la police publique est bien administré par la puissance exécutive, il n'y a pas la moindre probabilité que dans l'état présent des choses cette même puissance l'administrât d'une manière supportable dans une partie de l'Europe.

Ces ouvrages publics même qui sont de nature à ne rien rapporter pour leur entretien, mais dont l'utilité se borne à un endroit ou canton particulier,

sont toujours mieux tenus par un revenu local ou provincial entre les mains d'une administration locale ou provinciale, que par le revenu général de l'Etat, qui doit toujours être entre les mains & sous la direction du pouvoir exécutif. Si les rues de Londres étoient éclairées & pavées aux dépens de la chambre du trésor, est-il probable qu'elles seroient aussi bien éclairées & pavées qu'elles le sont à présent, ou même qu'elles le seroient à si peu de frais? D'ailleurs la dépense, au lieu d'être prise par une taxe locale sur les habitans de chaque rue, de chaque paroisse ou de chaque quartier de Londres, seroit prise, dans ce cas, sur le revenu général de l'Etat, & conséquemment elle seroit levée par une taxe sur tous les habitans du royaume, dont la plus grande partie ne retire aucun bénéfice des lanternes & du pavé de Londres.

Les abus qui se glissent quelquefois dans l'administration locale & provinciale d'un revenu local & provincial, ont beau nous paroître énormes; dans la réalité ce ne sont cependant presque toujours que des miseres, en comparaison de ceux qui s'établissent ordi-

nairement dans l'administration & la dépense du revenu d'un grand empire. Sous l'administration locale & provinciale des juges de paix de la Grande-Bretagne, les six jours de travail que le peuple est obligé de donner à la réparation des grands chemins, ne sont peut-être pas toujours appliqués judicieusement, mais à peine y a-t-il dans nos corvées une circonstance qui marque de la cruauté & de l'oppression. En France, où l'application n'est souvent pas plus judicieuse, l'exaction est souvent la plus cruelle & la plus oppressive. Ces corvées sont un des principaux instrumens de la tyrannie d'un intendant qui veut châtier une paroisse ou une communauté qui a eu le malheur de tomber dans sa disgrâce.

A R T I C L E S E C O N D.

Des frais des institutions pour l'éducation de la jeunesse.

Les institutions pour l'éducation de la jeunesse peuvent fournir de même un revenu capable de défrayer leur dépense. Ce qu'un écolier paye à son

maître forme un revenu de cette espece.

Quand même la récompense du maître ne seroit pas prise entièrement sur ce revenu naturel, il ne seroit pas nécessaire de la prendre sur le revenu général de la société, dont la perception & l'application appartiennent dans la plupart des pays au pouvoir exécutif. Aussi dans la plus grande partie de l'Europe, le revenu des écoles & des colleges ne fait point une charge sur le trésor public, ou n'en fait qu'une bien légère. Par-tout il vient principalement de quelque fonds local ou provincial, de la rente de quelques terres, ou de l'intérêt d'une somme d'argent placée & mise sous la direction de quelqu'un dans cette vue, quelquefois par le souverain même, quelquefois par le particulier donateur.

Les fondations des écoles & des colleges ont-elles contribué en général au bien qu'elles se proposèrent? ont-elles encouragé le zele & perfectionné les talens des maîtres? ont-elles dirigé l'éducation vers des objets plus utiles au public & aux individus que ceux où elle se seroit portée d'elle-même? On peut, ce semble, faire sans

beaucoup de difficulté une réponse au moins probable à chacune de ces questions.

Voyez chaque profession : la plupart de ceux qui l'exercent mesurent leurs efforts pour y réussir sur la nécessité où ils sont d'en faire. Cette nécessité n'est jamais plus grande que quand leurs émolumens sont la seule source d'où ils puissent attendre leur fortune ou simplement leur revenu & leur subsistance. Pour faire cette fortune ou gagner de quoi vivre, il faut que tous les ans ils fassent une certaine quantité d'ouvrage d'une valeur connue, & si la concurrence est libre, la rivalité des compétiteurs, qui cherchent tous à se supplanter les uns les autres, oblige chacun en particulier à mettre un certain degré d'exactitude & de perfection dans son travail. La grandeur des objets qui peuvent couronner le succès dans certaines professions, suffit sans doute pour y exciter les efforts de quelques hommes d'une ardeur & d'une ambition extraordinaires. Cependant il est évident que les grands objets ne sont pas nécessaires pour exciter les plus grands efforts. On en voit souvent dans les moindres pro-

feffions où la rivalité & l'émulation produisent l'ambition d'exceller ; & on en voit bien rarement dans celles où les grands objets ne font pas soutenus par la nécessité de s'appliquer. En Angleterre , le succès dans la profession des loix mene à de grands objets d'ambition ; & cependant , combien peu d'hommes nés dans l'aisance y ont excellé !

Il est impossible que les revenus affectés aux écoles & aux colleges n'aient pas diminué plus ou moins pour les maîtres la nécessité de s'appliquer. Dès qu'ils ne tirent pas toute leur subsistance de leurs écoliers ou de leurs honoraires , ils la tirent manifestement ou en tout ou en partie d'un fonds absolument indépendant de leur succès & de leur réputation dans leur profession particulière.

Il y a quelques universités où les professeurs tirent la plus grande partie de leurs émolumens , non de leurs appointemens , mais des honoraires qu'ils reçoivent de leurs élèves. En ce cas , un professeur est plus ou moins dans la nécessité de s'appliquer , parce que son bien-être dépend plus ou moins de sa réputation , de l'attachement , de la reconnoissance & de l'estime de

ses élèves, & qu'en général il n'a pas d'autre moyen d'inspirer ces sentimens, que celui de les mériter par ses talens & par son exactitude à remplir ses devoirs.

Dans d'autres universités, on défend au professeur de rien recevoir de ses écoliers, & ses gages ou appointemens forment tout le revenu de sa place. Dès-lors son intérêt se trouve en opposition avec son devoir autant qu'il peut y être. Car, à prendre le mot *intérêt* dans le sens vulgaire, tout homme est intéressé à se gêner le moins qu'il peut, & s'il est assuré d'être aussi à son aise ou d'avoir tout autant en négligeant une tâche laborieuse qu'en la remplissant, il est certainement de son intérêt de la négliger entièrement, ou, s'il a un supérieur qui ne le souffre pas, de s'en acquitter du moins avec toute la nonchalance & la paresse qu'il peut y mettre impunément. Est-il naturellement actif & ami du travail? Son intérêt le déterminera plutôt à employer cette activité à des choses qui lui procurent quelque avantage, qu'à l'accomplissement de ses devoirs qui ne lui en rapporte aucun.

Si l'autorité à laquelle il est soumis

réside dans la communauté, le college ou l'université dont il est membre, & dont la plupart des autres membres sont, comme lui, gens qui enseignent ou doivent enseigner, ils s'accorderont probablement à user d'une grande indulgence les uns pour les autres, & chacun d'eux consentira volontiers que son voisin manque à son devoir, pourvu qu'il puisse y manquer lui-même. La plupart des professeurs publics de l'université d'Oxford ont abandonné absolument depuis plusieurs années jusqu'à l'apparence d'enseigner.

Si cette autorité réside moins dans le corps dont il est membre que dans quelque personne externe, dans l'évêque diocésain, par exemple, dans le gouvernement de la province, ou dans quelque ministre d'Etat, il est vraisemblable qu'il ne se moquera pas entièrement des apparences. Mais à quoi aboutira le pouvoir de ces sortes de supérieurs? Ils le forceront d'être avec ses écoliers un certain nombre d'heures par jour, & de leur donner tant de leçons dans la semaine ou dans l'année. Voilà tout ce qu'ils peuvent faire: la qualité des leçons dépendra toujours de ses soins, & la peine qu'il se donnera sera tou-

jours proportionnée aux motifs d'en prendre. D'ailleurs il est toujours à craindre qu'une pareille juridiction étrangère ne soit exercée par l'ignorance & le caprice. De sa nature elle est arbitraire & à discrétion, & les personnes qui en sont revêtues n'assistent jamais aux leçons & n'entendant peut-être rien aux matières qui en sont le sujet, il est très-rare qu'elles interposent leur autorité avec jugement. Souvent même l'ivresse de la supériorité leur inspire tant de morgue & d'insolence, qu'elles ne s'embarassent nullement de quelle manière elles la feront sentir, pourvu qu'on la sente, & qu'elles ne se fassent aucun scrupule de le censurer ou de le déposer à tort & à travers. Cette juridiction humiliante dégrade nécessairement celui qui s'y trouve assujetti, & au lieu d'une personne des plus respectables de la société qu'il devroit être, elle l'en rend une des plus viles & des plus méprisables. Ce n'est que par une protection puissante qu'il peut se garantir efficacement des mauvais procédés auxquels il est constamment exposé; & cette protection, il faut ordinairement qu'il l'achète non par le mérite de son état;

mais par une basse complaisance & par une disposition lâche à sacrifier les droits, l'intérêt & l'honneur de son corps. Quiconque a suivi pendant quelque tems la maniere dont se gouvernent les universités de France, a eu sûrement occasion de remarquer les effets qui résultent de cette espece de juridiction arbitraire & étrangere.

Forcer un certain nombre d'étudiants d'aller à tel college ou à telle université, quels qu'en soyent les professeurs, c'est dispenser plus ou moins ces professeurs de la nécessité d'acquérir du mérite & de la réputation.

Tel est l'effet des privileges de gradués dans les arts, le droit, la médecine & la théologie, quand on ne peut les obtenir qu'après avoir résidé un nombre d'années déterminé dans certaines universités. Ils forcent nécessairement un certain nombre d'étudiants à prendre des leçons de tels professeurs gens de mérite ou non. Les privileges des gradués sont une sorte de statuts d'apprentissage qui n'ont pas contribué à perfectionner l'éducation plus que les statuts de l'apprentissage mécanique à perfectionner les arts & les manufactures.

Qu'un college soit bon ou mauvais, les fondations charitables des pensions

& des bourses y attachent nécessairement un certain nombre d'écoliers. Si ces fondations laissoient aux jeunes gens le choix des colleges qu'ils aimeroient le mieux, cette liberté pourroit mettre quelque émulation parmi les colleges. Le moyen de l'éteindre, au contraire, seroit de défendre aux membres indépendans d'un college de le quitter sans sa permission pour passer dans un autre.

Si dans chaque college le précepteur qui devoit instruire chaque étudiant dans tous les arts & les sciences, n'étoit point au choix de l'écolier, mais qu'il fût nommé par le chef du college, & que, dans le cas de négligence, d'incapacité ou de mauvais traitemens, l'écolier ne pût le changer sans en avoir demandé & obtenu la permission, un tel règlement seroit non-seulement très-propre à étouffer toute émulation parmi les différens précepteurs du même college, mais à les soustraire dans tous à la nécessité de donner un certain degré de soins & d'attention à leurs disciples. Ces sortes de maîtres, quoique bien payés par leurs écoliers, pourroient tout aussi bien prendre le parti de les négliger, que le prennent ceux qui enseignent gratuitement, ou qui

n'ont pour toute récompense que leurs gages.

S'il arrive que le maître soit un homme de sens, il aura de la répugnance à débiter à ses écoliers des sottises & des absurdités, ou une marchandise qui ne vaudroit guere mieux. D'ailleurs il seroit désagréable pour lui de voir ses écoliers déserter sa classe, ou ne l'écouter qu'avec des marques d'indifférence, ou peut-être de mépris & de dérision. Ces motifs seuls, sans autre intérêt, pourront donc l'engager à soigner ses leçons, & à les rendre passablement bonnes. Il ne manquera cependant pas d'expédiens pour s'en épargner impunément la peine. Au lieu d'expliquer lui-même à ses élèves la science qu'il se propose de leur montrer, il peut lire un livre qui en traite, & si le livre est écrit dans une langue morte, ou il l'interprétera dans la sienne, ou, ce qui lui donnera encore moins d'embarras, il le fera interpréter par ses écoliers, & en faisant de tems en tems quelque observation sur ce qu'il contient, il se croira quitte envers eux. Une connoissance très-superficielle de la matiere & la plus légère application lui suffiront pour fournir

ainfi fa carrière, fans rifquer de tomber dans l'inconvénient de dire des chofes ridicules & infenfées qui le révolteroient lui-même. Par la difcipline du collège, il pourra en même tems forcer tous fes écoliers à fe trouver régulièrement en claffe & à tenir la conduite la plus d'écente & la plus refpectueufe pendant tout le tems que durera fa prétendue leçon.

En général, la difcipline des collèges & des univerfités eft calculée, non pour l'avantage des étudians, mais pour l'intérêt, difons mieux, pour la commodité des maîtres. Son objet eft de maintenir dans tous les cas l'autorité du maître, &, foit qu'il rempliffe fon devoir ou non, d'obliger les écoliers à fe conduire toujours avec lui comme s'il s'en acquittoit avec le plus grand zele & la plus grande capacité. Elle femble préfumer dans l'un la fageffe & la vertu parfaites, & ne fuppofer dans les autres que de l'imbécillité & de la folie. Cependant je ne penfe pas qu'il y ait d'exemple qu'un maître faffe réellement fon devoir, & que la plupart de fes écoliers négligent le leur. Il ne faut pas de loi menaçante pour qu'on fe rende aux écoles, quand les leçons

valent véritablement la peine qu'on y assiste , témoin tous les endroits où il s'en fait de bonnes. La force & la contrainte bien ménagées sont sans doute indispensables à l'égard des enfans , pour leur faire suivre ces parties de l'éducation qu'on juge devoir être acquises dans un âge tendre. Mais il n'arrive guere qu'on en ait besoin passé l'âge de douze à treize ans pour aucune partie de l'éducation , quand c'est un bon maître qui en est chargé. Il y a tant de générosité dans les jeunes gens , que bien loin d'être disposés à négliger & à mépriser les instructions des maîtres qui marquent une sérieuse envie de leur être utiles , ils sont généralement portés à leur pardonner bien des incorrections qui leur échappent dans l'exercice de leurs fonctions , & souvent même à cacher au public des fautes grossières qui les exposeroient à la risée.

Il est remarquable que les parties de l'éducation pour lesquelles il n'y a point d'institutions publiques , sont généralement celles qu'on enseigne le mieux. Qu'un jeune homme aille à une école d'armes ou de danse , il est rare qu'il n'apprenne pas à faire

des armes & à danfer, quoiqu'il n'y fasse pas toujours de grands progrès. Les bons effets de l'école de l'équitation, ne font pas communément si évidens. Les frais en font si considérables, qu'en beaucoup d'endroits elle est une institution publique. Les trois parties les plus essentielles de l'éducation littéraire, qui font de lire, d'écrire & de compter, s'apprennent encore aujourd'hui plus ordinairement dans les écoles particulières, que dans les écoles publiques, & il est rare que quelqu'un n'en apprenne pas assez pour son usage.

En Angleterre, les écoles publiques font beaucoup moins corrompues que les universités. Dans les premières, on apprend, ou du moins on peut apprendre le grec & le latin, c'est-à-dire, tout ce que les maîtres prétendent y enseigner, & tout ce qu'on s'attend qu'ils y enseigneront. Mais dans les universités, on n'apprend pas & on ne trouve pas toujours le moyen d'apprendre ce qu'on doit y montrer. La récompense d'un maître d'école dépend la plupart du tems principalement, & quelquefois presqu'entièrement des honoraires que lui payent ses écoliers.

Les

Les écoles n'ont point de privilèges exclusifs. Pour obtenir les honneurs de gradué, il n'est pas nécessaire qu'une personne soit munie d'un certificat faisant foi qu'elle a étudié pendant tant d'années à une école publique. Si à l'examen elle paroît savoir ce qu'on y montre, on ne lui demande pas où elle s'est fait instruire.

On dira peut-être que le tems n'est pas fort bien employé dans les universités, mais que sans elles on feroit encore plus ignorant, parce qu'on ne cultiveroit point du tout ces parties importantes de l'éducation pour lesquelles on les a instituées, ce qui causeroit un préjudice notable au public & aux individus.

Les universités qui existent en Europe étoient originairement des corporations ou communautés établies pour l'éducation des ecclésiastiques. Elles ont été fondées par l'autorité du pape, & si bien mises sous sa protection immédiate, que leurs membres, tant les professeurs que les écoliers, jouissoient tous de ce qu'on appelle le *bénéfice de clergie*, c'est-à-dire, qu'ils étoient exempts de la juridiction civile des pays où leurs universités res-

pectives étoient situées, & qu'on ne pouvoit les traduire que par devant les tribunaux de l'église. Conformément au but de leur institution, la plupart de ces universités n'enseignoient que la théologie, ou quelque chose de purement préparatoire à la théologie.

Lorsque les loix établirent le christianisme dans l'empire, un latin corrompu étoit devenu la langue commune des parties occidentales de l'Europe. En conséquence, le service divin s'y faisoit & la bible s'y lisoit dans ce mauvais latin, qui est la langue vulgaire du pays. Après l'irruption des nations barbares qui renversèrent l'empire romain, le latin tomba insensiblement en désuétude par toute l'Europe. Mais la vénération du peuple conserve naturellement les formes & les cérémonies de religion long-tems après que les circonstances qui les avoient introduites & qui les rendoient raisonnables ne subsistent plus. On continua donc de faire le service en latin, quoique le peuple n'entendît plus le latin. Il s'établit ainsi deux langues différentes en Europe, comme autrefois en Egypte, une pour les prêtres, & une pour le peuple; une sacrée &

une qui ne l'étoit pas. Or il fallut que les prêtres entendissent quelque chose à cette langue sacrée & savante dans laquelle ils officioient, & voilà pourquoi le latin fut d'abord une partie essentielle de l'éducation qu'on reçut dans les universités.

Il n'en fut pas de même du grec & de l'hébreu. Les décrets infailibles de l'église avoient prononcé que la traduction latine de la bible n'étoit pas moins dictée par le Saint Esprit que les originaux grecs & hébreux, & qu'elle devoit avoir par conséquent la même autorité. Ces deux anciennes langues n'étant donc pas indispensables pour un ecclésiastique, il se passa bien du tems sans qu'elles fussent une partie essentielle de l'éducation des universités. On m'assure qu'il y en a quelques-unes en Espagne où le grec n'a jamais pénétré. Les premiers réformateurs trouverent le texte grec du nouveau-testament, & même le texte hébreu de l'ancien plus favorables à leurs opinions que la vulgate, dans laquelle il étoit assez naturel de supposer qu'on avoit fait peu-à-peu les changemens dont on avoit besoin pour étayer les dogmes de l'église romaine. Ils se mi-

rent à révéler différentes erreurs de cette version , & forcèrent ainſi le clergé catholique romain à la défendre ou à l'expliquer. La néceſſité d'avoir quelque connoiſſance des langues originales, tant pour la défenſe que pour l'attaque , eſt ce qui en introduiſit ſucceſſivement l'étude dans la plus grande partie des univerſités, & parmi ceux qui embrasèrent la doctrine de la réforme, & parmi ceux qui la rejetèrent. Le grec étoit lié avec toutes les parties des belles-lettres, qui, quoique cultivées d'abord principalement par des catholiques & des Italiens, ne laiſſèrent pas de ſe répandre avec la réforme. C'eſt pourquoi l'on enſeigne le grec avant la philoſophie dans la plupart des univerſités, & on attendit ſeulement pour le montrer que les écoliers euſſent fait quelques progrès dans le latin. La langue hébraïque n'ayant aucune connexion avec les belles-lettres, & ne fournifſant pas un ſeul livre eſtimé, à l'exception des Saintes Ecritures, l'étude en fut communément renvoyée après la philoſophie, ou au tems de la théologie.

Les premiers rudimens du grec & du latin furent originairement montrés

dans les universités, & cet usage continue encore dans quelques-unes. Dans les autres, on attend qu'un jeune homme soit instruit des premiers élémens d'une de ces langues, ou de toutes les deux, pour l'admettre. Ainsi elles font encore une partie considérable de l'éducation qu'on donne dans les universités.

L'ancienne philosophie grecque étoit divisée en trois grandes branches, la physique, ou la philosophie naturelle, l'éthique, ou la philosophie morale, & la logique. Cette division générale paroît entièrement conforme à la nature des choses.

Les grands phénomènes de la nature, la révolution des corps célestes, les éclipses, les comètes, le tonnerre, les éclairs, & d'autres météores extraordinaires, la génération, la vie, l'accroissement des plantes & des animaux, sont des objets qui, par l'étonnement qu'ils donnent, excitent nécessairement la curiosité de l'homme à en rechercher les causes. La superstition essaya d'abord de satisfaire cette curiosité, en rapportant toutes ces apparences merveilleuses à l'action des dieux. La philosophie tâcha ensuite de les expliquer par des causes plus familières,

ou mieux connues des hommes, que l'opération des dieux. Comme ces grands phénomènes font les premiers objets qui piquent la curiosité, la science qui se propose de les expliquer doit avoir été naturellement la première branche de la philosophie qu'on ait cultivée. Aussi paroît-il que les premiers philosophes dont parle l'histoire étoient des philosophes naturels.

Il est fort simple que dans tous les siècles & les pays du monde, les hommes aient fait attention aux caractères, aux vues & aux actions les uns des autres, & que plusieurs règles & maximes en vogue pour la conduite de la vie humaine aient été transmises & approuvées par le consentement général. Il étoit également simple que l'usage de l'écriture une fois introduit, les hommes sages, ou qui se croyoient tels, tâchassent d'augmenter le nombre de ces maximes établies & respectées, & voulussent déclarer leurs sentimens sur ce qui distingue la bonne & la mauvaise conduite, tantôt d'une manière plus recherchée, sous la forme d'apologues, tels que les fables d'Esopé, & tantôt d'une manière plus simple, sous la forme d'apophtegmes ou de senten-

ces, tels que les proverbes de Salomon, les vers de Théognis & de Phocylides, & une partie des œuvres d'Hésiode. On a pu continuer fort long tems à multiplier ainsi le nombre de ces maximes de prudence & de morale, sans jamais essayer de les ranger dans un ordre particulier & méthodique, & à plus forte raison, sans songer à les lier ensemble par un ou plusieurs principes généraux d'où elles pussent toutes être déduites, comme des effets de leurs causes. La beauté d'un arrangement systématique de différentes observations liées par quelques principes communs parut d'abord dans les essais informes de ces anciens tems pour former un système de philosophie naturelle. On tenta ensuite quelque chose de pareil sur la morale. On rangea les maximes de la vie ordinaire dans un certain ordre méthodique, & on les lia ensemble par quelques principes communs, précisément comme on s'y étoit pris à l'égard des phénomènes de la nature. La science qui se propose l'investigation & le développement de ces principes d'enchaînement, est ce qu'on appelle proprement philosophie morale.

Divers auteurs ont donné différens systêmes, tant de la philosophie naturelle que de la philosophie morale. Mais les argumens dont ils les ont appuyés, bien loin d'être des démonstrations, n'ont été souvent que de minces probabilités, & quelquefois que de purs sophismes qui n'avoient d'autre fondement que l'inexactitude & l'ambiguïté du langage ordinaire. Les systêmes spéculatifs ont été adoptés, dans tous les siècles, sur des raisons trop frivoles pour déterminer jamais en matière d'intérêt pécuniaire, même le plus léger, tout homme doué du sens commun. A peine les illusions grossières des sophistes ont-elles jamais eu d'influence sur les opinions des hommes, si ce n'est en philosophie & en spéculation, où elles ont souvent eu le plus grand crédit. Les auteurs de chaque systême de philosophie naturelle & morale, s'efforcèrent de montrer la foiblesse des argumens allégués en faveur des systêmes contraires aux leurs. L'examen de ces argumens les conduisit nécessairement à considérer la différence entre une raison probable & une raison démonstrative, entre un raisonnement concluant & un

raisonnement captieux, & cette recherche occasionna des observations qui donnerent naissance à la logique, ou à la science des principes généraux du raisonnement. Quoique postérieure d'origine à la physique & à l'éthique, elle fut communément enseignée avant elles, non dans toutes les anciennes écoles de philosophie, mais dans la plupart. On croyoit apparemment que l'écolier devoit connoître la différence entre un bon raisonnement & un paralogisme, avant de le faire raisonner sur des sujets de si grande importance.

Cette ancienne division de la philosophie fut changée dans la plus grande partie des universités de l'Europe. Au lieu de trois parties, la philosophie en eut cinq.

Toute la doctrine des anciens sur la nature de l'ame humaine ou de la Divinité, faisoit partie de la physique. Ces êtres, quelle que soit l'essence qu'on leur suppose, entrent dans le système de l'univers, & produisent aussi les plus importans effets. Tout ce qu'on pouvoit savoir ou conjecturer d'eux formoit, pour ainsi dire, deux chapitres véritablement fort intéressans, de la science qui prétend expliquer l'o-

rigine & les révolutions du grand système du monde. Mais dans les universités où l'on n'enseignoit la philosophie que pour la théologie (dont on l'appelloit la servante), il étoit naturel d'insister plus long-tems sur ces deux chapitres que sur tout autre. On les étendit donc de plus en plus, & par succession de tems ils furent subdivisés en plusieurs autres, jusqu'à ce qu'enfin la doctrine des esprits, sur lesquels nous pouvons savoir si peu de chose, vint à tenir autant de place dans le système de la philosophie que celle des corps, sur lesquels nous pouvons acquérir tant de lumières. Ces deux sujets furent non-seulement traités séparément comme deux sciences distinctes, mais ce qu'on appelle métaphysique ou pneumatologie fut mis en opposition avec la physique, & cultivé comme la plus sublime des deux, & comme la plus utile aux vues d'une profession particulière. On négligea presque entièrement le sujet propre de l'expérience & de l'observation, dans lequel une attention suivie peut faire tant d'utiles découvertes; & on s'attacha beaucoup à un sujet qui, après un petit nombre de vérités fort sim-

ples & fort aisées à trouver, n'offre plus à l'attention qu'incertitude & obscurité, & n'est par conséquent plus capable que de produire des subtilités & des sophismes.

Lorsque ces deux sciences eurent été mises ainsi en opposition l'une avec l'autre, la comparaison entr'elles en fit naître naturellement une troisième, qui fut nommée ontologie, science qui traitoit des qualités & des attributs communs aux sujets des deux autres. Mais si les subtilités & les sophismes composoient la plus grande partie de la métaphysique & de la pneumatologie des écoles, c'étoit tout ce qui formoit ce tissu captieux ou cette toile d'araignée qu'on a décoré du grand nom de science de l'ontologie, & quelquefois de celui de métaphysique.

L'objet que se propoisoit l'ancienne philosophie morale étoit de découvrir en quoi consistent le bonheur & la perfection de l'homme considéré non-seulement comme individu, mais comme membre d'une famille, d'un Etat & de la grande société du genre humain. Elle traitoit des devoirs de la vie humaine comme servant au bonheur & à la perfection de cette même vie. Mais quand

on vint à enseigner la morale & la philosophie naturelle par rapport à la théologie, on traita des devoirs de l'homme comme se rapportant principalement à une autre vie. Dans l'ancienne philosophie, elle étoit représentée comme procurant nécessairement à celui qui la possédoit la plus grande félicité dont on puisse jouir sur la terre. Dans la philosophie moderne, on la représentoit souvent comme généralement, ou plutôt presque toujours incompatible avec le moindre degré de bonheur ici bas, & le ciel devoit être acheté uniquement par la pénitence & la mortification, par les austérités & l'humilité d'un moine, & non par la conduite ronde, généreuse & mâle d'un homme. Des cas de conscience & des maximes ascétiques dominèrent dans la morale des écoles, & celle de toutes les branches de la philosophie qui est sans comparaison la plus importante, devint aussi sans comparaison la plus corrompue.

Tel fut donc le cours ordinaire de l'éducation philosophique, dans la plupart des universités de l'Europe. On y enseignoit d'abord la logique, ensuite l'ontologie, puis la pneumatologie

comprenant la doctrine touchant l'ame humaine & la Divinité; de-là on passoit à un plat systême de la philosophie morale, qu'on regardoit comme immédiatement lié avec la doctrine de la pneumatologie, avec l'immortalité de l'ame, & avec les récompenses & les châtimens qu'il falloit attendre de la justice divine dans une autre vie. Le cours finissoit ordinairement par un systême de physique très-court & très-superficiel.

Les changemens que les universités d'Europe firent ainsi dans l'ancienne philosophie, étoient relatifs à l'éducation des ecclésiastiques & tendoient à les mieux préparer à la théologie. Mais avec la quantité de subtilités & de sophismes qu'elles ont ajoutés, & avec la morale ascétique & les cas de conscience introduits par ces changemens, la philosophie n'est certainement pas devenue meilleure pour l'éducation des gens du monde, ni plus propre à perfectionner l'esprit & à former le cœur.

Ce cours de philosophie est celui qui existe encore dans la plus grande partie des universités de l'Europe. On le donne avec plus ou moins de soin,

felon que la constitution particuliere de chacun rend le travail plus ou moins indispensable pour les professeurs. Dans les plus riches & les mieux dotées, les professeurs se contentent de donner quelques lambeaux de cette mauvaife philosophie, & encore le font-ils fort légèrement & par maniere d'acquit.

Les universités n'ont point fuivi les progrès des modernes dans les différentes branches de la philosophie. Non-seulement elles n'ont pas fait de découvertes, mais elles n'ont pas été fort pressées d'adopter celles qu'on a faites. La plupart de ces savantes sociétés ont mieux aimé rester long-tems les sanctuaires où des systêmes abandonnés & des préjugés furannés trouvaient asyle & protection après avoir été bannis du reste de la terre. En général ce sont les mieux rentées qui ont été les dernières à profiter des nouvelles acquisitions, & les plus opposées à ce qu'il se fît aucun changement dans le plan d'éducation reçu. Les nouvelles connoissances ont eu moins de peine à pénétrer dans les universités pauvres, où la subsistance des professeurs dépendant sur-tout de

leur réputation, ils étoient obligés de donner plus d'attention au courant des opinions qui prenoient dans le monde.

Mais quoique les écoles publiques & les universités de l'Europe n'ayent eu d'abord pour but que l'éducation des ecclésiastiques, & quoiqu'elles ne fussent pas toujours fort exactes à instruire leurs élèves dans les sciences même qu'on supposoit nécessaires au clergé, elles se trouverent chargées par degrés de l'éducation de presque tous les autres, particulièrement de celle des gentilshommes & des jeunes gens qui avoient de la fortune. Il n'y auroit point, ce semble, de meilleure méthode pour remplir avec quelque avantage l'intervalle entre l'enfance & ce période de la vie où les hommes commencent à s'appliquer sérieusement aux affaires du monde, que de les occuper des connoissances qui seront particulièrement nécessaires à l'état qu'ils doivent suivre le reste de leurs jours. Cependant la majeure partie de ce qu'on enseigne dans les écoles & les universités ne paroît pas fort propre à disposer les jeunes gens aux affaires du monde.

On fuit tous les jours de plus en plus en Angleterre la coutume de faire voyager les jeunes gens dans les pays étrangers, immédiatement après qu'ils sont sortis de l'école, & sans les mettre à l'université. Ils reviennent, dit-on, généralement beaucoup plus formés par leurs voyages. Ils partent à l'âge de dix-sept ou dix-huit ans, & sont de retour à vingt-un : or il est difficile, ajoute-t-on, qu'à cet âge ils ne profitent beaucoup dans l'espace de trois ou quatre ans. En général ils acquièrent dans leur tournée quelque connoissance d'une ou deux langues étrangères, qu'ils ne savent pourtant pas assez pour les parler ou les écrire correctement. Mais, d'un autre côté, ils reviennent plus suffisans, plus dénués de principes, plus dissipés, plus incapables de toute application sérieuse à l'étude ou aux affaires, qu'ils n'auroient pu le devenir en si peu de tems en restant chez eux. Toutes les bonnes habitudes que leur précédente éducation tendoit à leur faire contracter, au lieu d'être fortifiées & enracinées, sont affoiblies ou effacées par ces voyages prématurés, où les années les plus précieuses de la vie se consomment dans

la plus frivole dissipation loin de l'inspection & de la censure des peres & des parens. Il n'y a que le discrédit où les universités se sont laissé tomber qui ait pu mettre en vogue une pratique aussi absurde que celle de voyager de si bonne heure. Le seul avantage qu'elle ait, c'est qu'en envoyant son fils courir le monde, un pere se délivre, au moins pour quelque tems, du désagrément d'avoir sous les yeux un enfant désœuvré, négligé, & qui prend le chemin de sa ruine.

Tels ont été les effets de quelques-unes des institutions modernes pour l'éducation.

Les plans & les institutions, par rapport au même objet, ont été différens dans d'autres pays, d'autres siècles & d'autres nations.

Dans les républiques de l'ancienne Grece, chaque citoyen libre étoit instruit, sous la direction du magistrat public, dans les exercices de la gymnastique & de la musique. Le but de la gymnastique étoit d'endurcir le corps, d'aiguïser le courage & de préparer le citoyen aux fatigues & aux dangers de la guerre; & comme la milice grecque étoit à tous égards la meilleure

qu'il y eût au monde, cette partie de l'éducation publique répondoit fans doute parfaitement aux vues de son institution. Le but de la musique étoit, du moins selon les philosophes & les historiens qui nous en ont rendu compte, d'humaniser les esprits, d'adoucir les mœurs, & de disposer les hommes à remplir les obligations sociales de la vie publique & privée.

Dans l'ancienne Rome, les exercices du champ de Mars répondoient à ceux du gymnase des Grecs, & il paroît que les Romains en retiroient exactement les mêmes avantages. Mais ils n'avoient rien qui ressembloit à l'institution musicale si vantée de l'ancienne Grece. Cependant les mœurs des Romains semblent avoir non-seulement égalé, mais surpassé de beaucoup celles des Grecs, soit dans la vie publique, soit dans la vie privée. Leur supériorité à l'égard de celle-ci est constatée par le témoignage exprès de Polybe & de Denys d'Halicarnasse, deux auteurs qui connoissoient bien les deux nations; & quant à la vie publique, leur prééminence est prouvée par toute la suite de l'histoire grecque & romaine. La douceur & la modération

des factions opposées semblent être le point capital qui décide des mœurs publiques d'un peuple libre : or les factions des Grecs étoient presque toujours violentes & sanguinaires , au lieu qu'il n'y eut point de sang versé dans celles des Romains jusqu'au tems des Gracques, où il semble que la république vint réellement à se dissoudre. Ainsi malgré l'autorité respectable de Platon, d'Aristote & de Polybe, & malgré les raisons ingénieuses par lesquelles M. de Montesquieu s'efforce de l'appuyer, il paroît probable que l'institution musicale des Grecs ne fut pas d'un grand effet pour la correction des mœurs, puisque celles des Romains l'emportent sans le secours de la musique. Le respect de ces anciens sages pour les institutions de leurs ancêtres les dispoisoit vraisemblablement à trouver beaucoup de sagesse politique dans ce qui n'étoit peut être qu'un ancien usage continué sans interruption depuis le premier âge de ces sociétés jusqu'à l'époque où elles arriverent au plus haut degré de raffinement. La musique & la danse sont les grands amusemens de presque toutes les nations barbares, & les grands talens qu'on y

regarde comme propres à contribuer au plaisir de la société. C'est ce qu'on voit aujourd'hui parmi les negres de la côte d'Afrique, c'est ce qu'on voyoit parmi les anciens Celtes, parmi les anciens Scandinaves, & , comme nous l'apprenons d'Homere, parmi les anciens Grecs dans les tems qui précéderent la guerre de Troye. Les tribus grecques s'étant formées en petites républiques, il étoit naturel que la culture de ces talens fût long-tems une partie de l'éducation commune & publique du peuple.

Dans Rome & dans Athènes, celle des républiques grecques dont les loix & les coutumes nous sont le mieux connues, l'Etat semble n'avoir ni payé ni même désigné ceux qui montroient aux jeunes gens la musique & les exercices militaires. Il exigeoit bien que chaque citoyen libre se mît en état de le défendre en tems de guerre, & que pour s'en rendre capable, il apprît les exercices convenables; mais il lui laissoit la liberté de prendre tel maître qu'il jugeoit à propos, & il ne sembloit concourir à ce but qu'en fournissant un champ ou une place

publique destiné à ces fortes d'exercices.

Il paroît que dans les premiers âges des républiques grecques & romaine, les autres parties de l'éducation consistoient à apprendre à lire , à écrire & à compter selon l'arithmétique du tems. Il paroît aussi que les plus riches citoyens acquéroient ordinairement ces connoissances par le secours d'un pédagogue domestique, qui, généralement, étoit un esclave ou un affranchi, & que les plus pauvres alloient à des écoles dont les maîtres gagnoient leur vie à les enseigner. Mais ces parties de l'éducation étoient totalement abandonnées au soin des parens & des tuteurs, & on peut dire que l'Etat ne s'en mêloit point, quoique, par une loi de Solon, les enfans fussent dispensés de pourvoir à la subsistance de leurs pères & meres devenus vieux, quand ceux-ci avoient négligé de leur donner un métier ou une profession utile.

Les progrès du raffinement ayant mis la philosophie & la rhétorique à la mode , les gens distingués envoyèrent leurs enfans aux écoles des philosophes & des rhétoriciens. Mais ces écoles n'étoient pas soutenues par l'au-

torité publique. Elle se contentoit de les tolérer. Pendant long-tems il se présenta si peu d'écoliers, que les premiers professeurs, ne trouvant pas assez d'emploi dans une seule ville, étoient obligés d'aller de place en place. Telle est la vie que menèrent Zénon d'Élée, Protagoras, Hippias & plusieurs autres. Lorsque le nombre des écoliers augmenta, les écoles se fixèrent, mais il paroît que l'Etat ne fit rien pour les encourager, sinon d'assigner à quelques-unes d'elles un lieu particulier où elles se tinrent, faveur qu'elles reçurent aussi quelquefois du zèle de certains citoyens. Il semble que l'Etat ait assigné l'académie à Platon, le lycée à Aristote, & le portique à Zénon, fondateur des stoïciens. Epicure légua ses jardins à son école. Mais jusqu'au tems de Marc-Antonin les professeurs ne reçurent de l'Etat aucun salaire, & n'eurent d'autres émolumens que les honoraires qu'ils tiroient de leurs écoliers. La libéralité qui, au rapport de Lucien fut exercée par cet empereur philosophe à l'égard des maîtres de philosophie, ne dura probablement que le tems de sa vie. On ne connoissoit rien alors d'équivalent aux privilèges des

gradués , & il n'étoit pas nécessaire d'avoir étudié dans aucune de ces écoles pour avoir droit d'exercer un métier ou une profession quelconque : si l'opinion de leur utilité n'y attiroit pas de monde , la loi ne forçoit personne d'y aller , & ne récompensoit personne pour y avoir été. Les maîtres n'avoient aucune juridiction sur leurs disciples, ni d'autre autorité que celle qui est fondée sur une vertu & une capacité supérieures , & qui ne manque jamais d'être accordée par les jeunes gens à ceux qui ont le mérite relatif à la partie de leur éducation dont ils sont chargés.

A Rome , l'étude des loix civiles entroit dans l'éducation , non de la plus grande partie des citoyens , mais de quelques familles particulieres. Cependant il n'y avoit point d'école publique de droit , & les jeunes gens qui vouloient l'apprendre ne pouvoient le faire qu'en fréquentant ceux de leurs parens ou de leurs amis qu'on croyoit versés dans la connoissance des loix. Une chose qui , peut-être , vaut la peine d'être observée , c'est que la plus grande partie des loix des douze tables ayant été prise des loix de quelques anciennes républiques grecques , les

loix n'ont pourtant jamais fait une science à part dans aucune république de l'ancienne Grece. A Rome, elles en firent une de très-bonne heure, & donnerent beaucoup d'illustration aux citoyens qui passoient pour y être habiles. Dans les républiques de l'ancienne Grece, particulièrement dans Athènes, les cours de justice étoient composées de corps du peuple nombreux, & par conséquent tumultueux, qui décidoient souvent au hasard, ou selon qu'ils étoient emportés par les clameurs, la faction & l'esprit de parti. On y comptoit cinq cents, mille, & jusqu'à quinze cents personnes. La honte d'une décision injuste partagée entre tant de monde, étoit presque nulle pour chaque individu. A Rome, au contraire, il n'y avoit dans les principales cours de justice qu'un seul juge, ou un petit nombre de juges dont la réputation tenoit d'autant plus à la sagesse & à la justice de leurs décisions, qu'ils délibéroient toujours en public. Dans les cas douteux, ces juges devoient naturellement chercher à se mettre à couvert du blâme, en suivant l'exemple ou les jugemens de leurs prédécesseurs, soit dans le même tribunal,

bunal, soit dans d'autres. L'attention à se régler sur la pratique & les décisions antérieures, fit nécessairement des loix romaines un système régulier & suivi, tel qu'il est passé jusqu'à nous; & par-tout cette même cause a produit le même effet. La supériorité du caractère des Romains sur celui des Grecs tant remarquée par Polybe & Denys d'Halicarnasse, venoit probablement plutôt de ce que la constitution de leurs cours de justice étoit meilleure, que d'aucune des circonstances auxquelles ces deux auteurs l'attribuent. On dit que les Romains se distinguèrent par la religion du serment; mais le peuple qui étoit accoutumé à n'en faire que devant les cours de justice exactes & bien informées, devoit naturellement prendre plus garde à ce qu'il juroit, que ceux qui étoient habitués à prendre les dieux à témoin dans des assemblées confuses & par devant de la canaille.

On conviendra sans peine que les talens civils & militaires des Grecs & des Romains alloient au moins de pair avec ceux de quelle nation moderne que ce soit. Notre préjugé même feroit plutôt pencher la balance de leur côté;

mais, hors ce qui concerne les exercices militaires, on ne voit pas que l'Etat se soit mêlé de former ces grands talens; car je ne puis me persuader que l'éducation musicale des Grecs ait été fort capable d'y contribuer. Cependant il paroît que ces nations ne manquoient pas de maîtres pour instruire les gens au-dessus de la populace dans les arts & les sciences dont l'état de la société leur faisoit une espece de décence ou de nécessité. Le desir ou le besoin de recevoir ces instructions créoit, comme il fait toujours, le talent de les donner, & l'émulation, qui ne manque jamais de suivre une concurrence illimitée, porta ce talent à une grande perfection. A l'attention qu'excitoient les anciens philosophes, à l'ascendant qu'ils prenoient sur les opinions & les principes de leurs auditeurs, à la faculté qu'ils avoient de donner un certain ton & un certain caractère à la conservation & à la conduite de leurs disciples, il paroît qu'ils l'emportoient de beaucoup sur tous nos professeurs modernes. Ceux-ci sont plus ou moins gâtés par les circonstances qui les rendent plus ou moins indépendans de leur succès & de leur réputation. D'un autre côté,

les gages ou salaires des professeurs publics mettent celui qui enseigne dans le particulier, & qui voudroit entrer en concurrence avec eux, dans le cas d'un marchand qui, sans avoir de gratification, veut commercer concurremment avec ceux qui en ont une considérable. S'il vend ses marchandises à peu-près le même prix, il ne peut en tirer le même profit, & s'il évite une banqueroute & une ruine totale, il sera du moins infailliblement réduit à l'indigence & à la mendicité. S'il prétend vendre plus cher, il trouvera si peu d'acheteurs, qu'il n'en fera guere mieux dans ses affaires. D'ailleurs il y a plusieurs pays où la plupart de ceux qui se destinent à des professions savantes, & qui ont par conséquent besoin d'une éducation lettrée, ne peuvent se passer ou se passeroient difficilement des privileges de gradués : or on ne peut les obtenir qu'en assistant aux leçons des professeurs publics ; la plus grande assiduité aux plus excellentes leçons d'un maître particulier n'y donne aucun droit. Ces différentes causes font que l'opinion place aujourd'hui dans la dernière classe des gens de lettres les maîtres ou précepteurs qui enseignent en

particulier les sciences qu'on enseigne communément dans les universités. Un homme qui a vraiment de l'esprit & du talent peut à peine trouver une maniere de les employer qui soit en même tems plus humiliante & moins lucrative. Ainsi, graces aux fondations faites pour l'éducation, non-seulement il n'y a point de bons maîtres publics dans les écoles & les colleges, mais il est presqu'impossible d'en avoir dans le particulier.

S'il n'y avoit point d'institutions publiques pour l'éducation, l'on n'enseigneroit pas de système ou de science dont le monde ne se fouderoit point. L'on ne montreroit que des choses qu'on feroit bien aise d'avoir apprises, & qu'il feroit nécessaire ou utile, ou du moins à la mode d'apprendre, vu les circonstances du tems. Un maître, enseignant dans le particulier, ne trouveroit sûrement pas son compte à donner un système suranné & méprisé d'une science reconnue pour utile, ni à faire perdre le tems à ses écoliers, en leur montrant une science regardée universellement comme un pur amas inutile & pédantesque de galimathias & de sophismes. De pareils systèmes &

de pareilles sciences ne peuvent subsister que dans ces sociétés tellement établies pour l'institution de la jeunesse, que leur prospérité & leur revenu ne dépendent guere de leur réputation & point du tout de leur industrie; & c'est à ces établissemens qu'il faut s'en prendre, si, après le cours usité d'éducation le plus complet, on voit des jeunes gens, qui l'ont fait avec application & d'heureuses dispositions, entrer dans le monde parfaitement ignorans de tout ce qui fait le sujet ordinaire de la conversation parmi les honnêtes gens & les gens du monde.

On ne voit point d'institutions publiques pour l'éducation des femmes. Aussi pour l'ordinaire ne leur apprend-on rien d'inutile, d'absurde ou de bizarre. On leur montre ce que leurs pères ou leurs tuteurs jugent leur être nécessaire ou utile, & c'est tout ce qu'on leur montre. Chaque partie de leur éducation tend évidemment à quelque fin profitable, soit à perfectionner les charmes naturels de leur personne, soit à former leur cœur & leur esprit à la réserve, à la modestie, à la chasteté, à l'économie, à leur donner en même tems les qualités propres à devenir maîtres.

ses d'une famille, & à se comporter dignement quand elles le feront devenues. Il n'est point de tems dans la vie d'une femme où elle ne se ressente agréablement ou avantageusement de quelque partie de son éducation; au lieu qu'il est rare que dans tout le cours de sa vie un homme recueille quelque fruit de la partie de son éducation qui lui a donné le plus de peine & d'ennui.

On peut demander si le public ne doit donc prendre aucun soin de l'éducation du peuple, & s'il en doit prendre, sur quelles parties de l'éducation doit se porter son attention dans les différens ordres du peuple, & de quelle manière il faut qu'il y veille.

Il arrive quelquefois, par l'état d'une société, que la plus grande partie des individus se trouve tellement placée, que, sans aucune attention de la part du gouvernement, ils acquièrent tous les talens & toutes les vertus dont cet état a besoin, peut-être même toutes celles qu'il comporte. D'autres fois ils sont dans une situation si différente, qu'il faut nécessairement une attention particulière de la part du gouvernement pour empêcher que le grand corps

du peuple ne dégénère & ne se corrompe entièrement.

A mesure que le travail se subdivise, l'occupation de la plupart de ceux qui en vivent, c'est-à-dire, du grand corps du peuple, se resserre dans quelques opérations fort simples, & souvent elle se borne à une ou deux. Mais ce qui forme nécessairement l'entendement de la plupart des hommes, c'est leurs occupations ordinaires. Celui dont toute la vie se consume dans quelques opérations fort simples, dont les effets sont toujours entièrement ou à-peu-près les mêmes, n'a point d'occasion de se servir de son entendement ou d'exercer son esprit à trouver des expédiens pour lever des obstacles qu'il ne rencontre jamais. Il perd ainsi naturellement l'habitude de penser, & généralement il devient aussi stupide & aussi ignorant que peut l'être une créature humaine. L'engourdissement de son ame le rend non-seulement incapable de goûter une conversation raisonnable ou d'y *tenir son coin*, mais encore de concevoir aucun sentiment tendre, noble, généreux, & conséquemment de former des jugemens droits sur une partie des devoirs même ordinaires de la vie pri-

vée. Il est absolument hors d'état de juger des grands & vastes intérêts de son pays, & à moins qu'on ne prenne des mesures particulières pour le former autrement, il est également inepte à le défendre dans la guerre. L'uniformité de sa vie sédentaire abatardit naturellement son courage, & lui fait regarder avec horreur la vie irrégulière, incertaine & hasardeuse du soldat. Elle lui ôte même l'activité du corps, & il n'a ni la vigueur ni la persévérance nécessaires pour déployer sa force dans tout autre métier que celui où il a été dressé; l'adresse avec laquelle il fait le sien paroît donc acquise aux dépens de ses facultés intellectuelles, sociales & guerrières. Or tel est dans toute société perfectionnée & civilisée l'état où le pauvre ouvrier, c'est-à-dire le grand corps du peuple, doit nécessairement tomber, à moins que le gouvernement ne prenne certains soins pour l'en empêcher.

Les choses se passent autrement dans les sociétés barbares, comme nous les appelons, des peuples chasseurs, bergers ou même agricoles, dans cet état informe d'agriculture qui précède les progrès des manufactures & l'extension

du commerce. Dans ces sociétés, comme les occupations de chacun sont variées, chacun est obligé de mettre en œuvre ce qu'il a de capacité, & de trouver des expédiens pour écarter les obstacles qui se présentent continuellement. Les esprits sont en haleine, & cette condition ne souffre pas qu'ils tombent dans l'assoupissement léthargique où ceux de presque tous les rangs inférieurs du peuple paroissent ensevelis dans une société civilisée. Chacun de ces barbares est un guerrier, comme nous l'avons déjà observé. Il est aussi en quelque sorte un homme d'Etat, & il peut juger passablement des intérêts de son pays & de la conduite de ceux qui le gouvernent. Il n'y a presque personne parmi eux qui ne soit en état de connoître les bons juges en tems de paix & les bons chefs en tems de guerre. Il est vrai qu'un homme n'y peut guere acquérir cette perfection & ce raffinement des facultés intellectuelles qu'on ne trouve même quelquefois que rarement dans un Etat plus civilisé. Quoiqu'il y ait une grande variété d'occupations pour chaque individu, il n'y en a guere pour la société entiere. Ce qu'un homme y fait, tout

autre le fait ou peut le faire. Aucun n'y manque de connoissance, d'esprit & d'invention, mais personne n'en a dans un degré supérieur. Cependant il ne leur en faut pas plus qu'ils n'en ont pour conduire les affaires de la société entière. Il y a très-peu de variété, au contraire, dans les occupations de la plupart des individus, & une variété presque infinie, dans celle du corps entier d'une société civilisée. Le petit nombre de ceux qui n'en ont point de particulière pour eux-mêmes, ont le loisir d'examiner celles des autres, & quand leur inclination les y porte, ils y trouvent des objets de contemplation à l'infini. Cette contemplation exerce leur esprit à des comparaisons & des combinaisons sans nombre, & lui donne une pénétration & une étendue extraordinaires. Cependant à moins que des circonstances singulières ne les élèvent à certains postes, leurs grands talens, quoiqu'honorables pour eux, ne peuvent guere contribuer au bon gouvernement ou au bonheur de leur société. Malgré toutes leurs lumières, les plus nobles traits du caractère humain sont en grande partie effacés & méconnoissables

dans le grand corps du peuple.

Dans les sociétés civilisées & commerçantes, l'attention publique doit peut-être se porter plutôt vers l'éducation du simple peuple que vers celle des gens que le rang & la fortune placent au dessus de lui. Ceux-ci atteignent généralement l'âge de dix-huit ou dix-neuf ans avant d'entrer dans les affaires particulières, dans la profession ou dans le métier où ils veulent se distinguer. Ils ont eu le tems d'acquérir, ou au moins de se mettre en état d'acquérir dans la suite toutes les bonnes qualités qui peuvent leur concilier ou leur mériter l'estime publique. Leurs parens ou leurs tuteurs sont généralement jaloux qu'ils les acquierent, & font volontiers la dépense nécessaire pour les leur donner. Si leur éducation n'est pas toujours bonne, il est rare que ce soit pour y avoir épargné les frais. Ce n'est point le défaut, mais la mauvaise application de la dépense qui en est cause. On ne manque pas de maîtres, mais les maîtres manquent de zèle & de capacité, & dans l'état actuel des choses il est très-difficile, pour ne pas dire impossible, d'en trouver de meilleurs. Ajoutez que les

gens au deffus du peuple par le rang & la fortune, paſſent la plus grande partie de leur vie dans des occupations qui ne ſont pas ſimples & uniformes comme les ſiennes. Elles ſont preſque toutes extrêmement compliquées & de nature à exercer la tête plutôt que les bras, de maniere qu'il eſt mal-aiſé que leur eſprit s'engourdiſſe & ſe rouille par l'inaction. Elles ne les fatiguent pas non plus du matin au ſoir. En général il leur reſte aſſez de loisir pour ſe perfectionner dans les diverſes branches des connoiſſances utiles ou agréables dont ils ont eu le germe, ou pour leſquelles ils ont pris du goût dans leur jeuneſſe.

Il n'en eſt pas ainſi du menu peuple. Les peres y ont de la peine à fournir aux beſoins de leurs enfans, dans l'enfance même. Dès que ceux-ci ſont en état de travailler, il faut qu'ils prennent un métier pour gagner leur ſubſiſtance. Ce métier eſt preſque toujours ſi ſimple & ſi uniforme, qu'il donne fort peu d'exercice à leur entendement, & il eſt en même tems ſi rigoureux & exige tant d'afſiduité, qu'il ne leur laiſſe point le loisir & encore moins l'incli-

nation de s'appliquer , ou même de songer à autre chose.

Mais quoique dans toute société civilisée le menu peuple ne puisse être aussi bien instruit que les autres , comme on peut acquérir de très-bonne heure les parties essentielles de l'éducation , qui consistent à lire , écrire & compter , la plupart de ceux qui sont destinés aux métiers , même les plus bas , ont toujours le tems d'apprendre ces trois choses avant de passer à une profession mécanique. Le public peut en faciliter à peu de frais l'acquisition , il peut y encourager le peuple , & même l'y obliger.

Le public peut en faciliter l'acquisition , en établissant dans chaque paroisse ou quartier une petite école où l'on enseigne les enfans pour un salaire si modéré , que le moindre artisan puisse le donner. Le public y ajoutera ce qu'il faut pour la subsistance des maîtres , qui deviendroient paresseux & négligens s'il les soudoyoit entier. Par l'établissement de ces écoles de paroisse , tout le peuple fait lire en Ecosse , & la très-grande partie fait écrire & compter. Les écoles de charité ont eu le même effet en Angleterre ,

quoique moins universellement, parce que l'établissement y est moins universel. Si les livres où l'on apprend à lire aux enfans dans ces petites écoles, étoient un peu plus instructifs, & qu'au lieu de ce peu de latin qu'on leur y montre quelquefois, & qui ne leur est presque jamais bon à rien, on les initiât dans les parties élémentaires de la géométrie & des mécaniques, l'éducation littéraire de cette classe d'hommes feroit peut-être aussi complète qu'elle peut l'être. A peine y a-t-il un métier, même parmi les plus simples, qui ne fournisse quelque occasion d'appliquer les principes de ces sciences, & qui, par cette raison, n'exercât & ne perfectionnât par degrés l'esprit du peuple dans ces connoissances qu'on peut regarder comme la clef des plus utiles comme des plus sublimes.

Pour encourager le peuple à s'instruire dans les parties les plus essentielles de l'éducation, le public n'a qu'à donner de petites récompenses & de petites marques d'honneur aux enfans du peuple qui s'y distingueront.

Pour y obliger tout le peuple, il n'a qu'à soumettre les individus à un examen ou une épreuve sur ces mêmes

parties de l'éducation , avant de les recevoir dans aucune corporation ou de leur permettre d'exercer aucun métier, soit dans une ville, soit dans un village.

C'est ainsi que les républiques grecques & romaine entretenrent l'esprit martial dans leurs citoyens respectifs, en facilitant les exercices militaires & gymnastiques, en les encourageant, & en mettant tout le corps du peuple dans la nécessité de les apprendre. Ils les faciliterent en leur assignant une certaine place, & en accordant à certains maîtres le privilege de les y enseigner. Ces maîtres n'avoient d'autres émolumens que ce qu'ils tiroient de leurs écoliers, & ils ne paroissent avoir eu ni gages ni privileges exclusifs d'aucune espece. La loi ne donnoit aucun avantage au citoyen qui avoit appris ses exercices dans le gymnase public, sur celui qui les avoit appris dans le particulier, pourvu que le dernier les fût aussi bien que l'autre. Des prix & des marques de distinction accordés à ceux qui y excelloient, formoient un puissant aiguillon. Quand un homme remportoit le prix aux jeux olympiques, isthmiques & néméens, c'étoit

une illustration, non seulement pour lui, mais pour toute sa famille & ses alliés. L'obligation où étoit chaque citoyen de servir un certain nombre d'années dans les armées de la république, s'il en recevoit l'ordre, imposoit assez la nécessité de s'appliquer à ces exercices, sans lesquels on ne pouvoit faire le service militaire.

L'exemple de l'Europe moderne démontre suffisamment que si le gouvernement ne prend pas des moyens propres à maintenir la pratique des exercices militaires dans une société où le commerce & les arts deviennent florissans, cette pratique, & avec elle l'esprit guerrier, se perdent insensiblement dans le grand corps du peuple. Or la sûreté de toute société dépend essentiellement plus ou moins du regne de cet esprit dans le grand corps du peuple. Il est vrai qu'aujourd'hui cet esprit seul, & sans le secours d'une armée régulière & bien disciplinée, ne suffiroit peut-être pas pour la défense & la sûreté d'aucune société. Mais partout où chaque citoyen est un soldat, il faut certainement moins de troupes réglées. De plus cet esprit diminue nécessairement de beaucoup les dangers

réels ou imaginaires auxquels nous craignons qu'une armée sur pied n'expose la liberté. Autant il faciliteroit les opérations d'une telle armée contre des usurpateurs étrangers, autant il les embarrasseroit, si malheureusement elles se tournoient jamais contre la constitution de l'Etat.

Les anciennes institutions de la Grèce & de Rome semblent avoir été plus propres que celles de nos milices modernes à entretenir l'esprit martial dans le grand corps du peuple. Elles étoient beaucoup plus simples. Une fois établies, elles alloient toutes seules, & n'exigeoient que peu ou point d'attention de la part du gouvernement pour se conserver dans toute leur vigueur, au lieu que si le gouvernement n'a pas l'attention la plus suivie & la plus pénible pour faire exécuter les réglemens de la milice moderne, ils sont totalement négligés & abandonnés. Leur influence étoit d'ailleurs beaucoup plus universelle. Par ce moyen tout le corps du peuple étoit complètement instruit dans l'usage des armes, au lieu qu'à présent il n'y a jamais qu'une très petite partie du peuple qui puisse l'être par les réglemens de toutes nos mili-

ces modernes, excepté peut-être celle des Suisses. Mais un lâche, un homme incapable de se défendre ou de se venger pèche évidemment par les parties les plus essentielles du caractère de l'homme. Il est aussi difforme & aussi mutilé dans l'ame que l'est dans le corps celui qui a de moins quelques membres des plus nécessaires, ou qui en a perdu l'usage. Il est manifestement le plus misérable des deux, parce que le bonheur & la misère, qui ont leur siége dans l'ame, dépendent plus de l'état sain ou malade, entier ou mutilé de l'ame, que de celui du corps. Quand l'esprit belliqueux du peuple ne serviroit de rien à la défense de la société, le gouvernement devrait toujours veiller très-soigneusement à ce que cette espece de mutilation, cette difformité & cette misère, qu'entraîne la lâcheté, ne gagnât point le grand corps du peuple, de même qu'il seroit de son devoir d'empêcher que la lepre ou quelque'autre maladie, qui ne seroit ni mortelle ni dangereuse, mais désagréable & choquante, ne se répandît, quand sa vigilance ne devroit procurer d'autre avantage au public, que celui de le préserver d'un vilain mal.

On peut dire la même chose de l'ignorance crasse & de la stupidité où sont si souvent plongés les rangs inférieurs du peuple dans une société civilisée. Celui qui ne fait point usage des facultés intellectuelles propres à l'homme , est , s'il est possible , encore plus vil , plus méprisable qu'un lâche , & paroît mutilé & défiguré dans une partie encore plus essentielle du caractère humain. Quand l'Etat ne devrait tirer aucun fruit de l'instruction du simple peuple , il devrait néanmoins prendre garde à ce qu'il n'en fût pas totalement dépourvu. Mais il est très-avantageux pour l'Etat que le peuple soit instruit. Plus les classes inférieures sont éclairées , moins elles sont sujettes aux illusions de l'enthousiasme & de la superstition , qui , parmi les nations ignorantes , occasionnent les plus affreux désordres. D'ailleurs un peuple intelligent & éclairé est toujours plus décent & plus réglé qu'un peuple ignorant & stupide. Chaque individu s'y sent plus respectable , & comme il est plus fondé à attendre des égards de la part de ses légitimes supérieurs , il est aussi plus disposé à les respecter. Les sujets y sont plus portés à examiner

& plus capables d'approfondir les plaintes intéressées qui donnent lieu aux factions & aux séditions; & par conséquent, ils sont plus éloignés de se laisser entraîner dans aucune opposition injuste ou inutile aux mesures du gouvernement. Dans les pays libres où la sûreté du gouvernement dépend beaucoup du jugement favorable que le peuple peut former de la conduite de ceux qui le gouvernent, il est certainement de la plus haute importance qu'il n'en juge pas témérairement & par caprice.

F I N du cinquieme volume.



T A B L E

D E S C H A P I T R E S

Contenus dans ce cinquieme volume.



SUITE DU LIVRE QUATRIEME.

C H A P I T R E VII.

Des colonies.

T R O I S I E M E P A R T I E.

Des avantages que l'Europe a retirés de la découverte de l'Amérique & de celle du passage aux Indes par le Cap de Bonne - Espérance. p. I

CHAP. VIII. *Des systèmes agricoles, ou de ces systèmes d'économie politique qui représentent le produit de la terre comme la seule ou la principale source du revenu & de la richesse de chaque pays.*

LIVRE CINQUIEME.

Du revenu du souverain ou de la communauté. 169

CHAP. I. *Des dépenses du souverain ou de la communauté.* ibid.

P R E M I E R E P A R T I E.

Des frais de défense. ibid.

S E C O N D E P A R T I E.

Des frais de justice. 206

T R O I S I E M E P A R T I E.

De la dépense des ouvrages & des institutions publics. 214

A R T I C L E P R E M I E R.

Des ouvrages & des institutions publics pour faciliter le commerce de la société. 235

A R T I C L E S E C O N D.

Des frais des institutions pour l'éducation de la jeunesse. 252

F I N de la table.



